Bibliothèque St-Sulpice
340 St-Denis, Montréal

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 25 MARS 1933

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25TH MARCH, 1933

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1361—9-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1362—9-9

Lettres patentes

"Anderson & Meighen, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1933, constituant en corporation: William Anderson, Charles-A. Meighen, mécaniciens, Albert-G. Clarke, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter un poste et ou Garage de service d'automobiles. Acquérir et détenir des biens, mobiliers ou immobiliers, requis pour l'exercice de son entreprise, et avec tous autres privilèges et pouvoirs qui peuvent être actuellement octroyés en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Chapitre 223, S. R. Q., 1925, 10 Geo. 5, c. 72 s. l. avec toutes additions ou tous amendements y relatifs, sous le nom de "Anderson & Meighen, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1301, rue Fort, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1825 Sous-secrétaire de la Province.

"British Capital Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres, et Alfred John Martin, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, en la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de placements de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, de courtiers, enquêteurs et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations finan-

Letters patent

"Anderson & Meighen, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1933, incorporating: William Anderson, Charles A. Meighen, mechanics, Albert G. Clarke, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an Automobile Service Station and or Garage. To acquire and hold moveable or immoveable property requisite for the carrying on of its undertaking, and with all other privileges and powers that now be granted under the provisions of the Quebec Companies Act, Chapter 223, R. S. Q., 1925, 10 Geo. 5, c. 72 s. l. and any additions or amendments thereto; under the name of "Anderson & Meighen, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1301 Fort street, in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1826—o Assistant Provincial Secretary.

"British Capital Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1933, incorporating: Francis George Bush, manager, Clifford George Meek, Bookkeeper, and Alfred John Martin, secretary, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaires, brokers, investigators and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trad-

cières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer de et convertir des titres, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes dans le but d'acquérir toute propriété, entreprise et engagements de cette ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que cette compagnie croirait avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt sur la garantie de terrains à bail ou en franc-alleu, mines, plantations, usines, établissements industriels, obligations, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres biens sur la garantie desquels toutes avances auraient pu être faites par la compagnie et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les assurer comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir, par acte de fiducie ou autrement, sur l'entreprise de la compagnie ou sur tous biens et droits spécifiques, présents et futurs, de la compagnie, comprenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer des propriétés mobilières et immobilières, de droits de toutes sortes et, en particulier, de terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes courantes et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, obligations, débentures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité souveraine, ou suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, actions-débentures, certificats, obligations, ac-

ing, and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the Company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property, any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing, directly or indirectly, the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest on the security of freehold and leasehold lands, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upons such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, any privileges and *choses*-in-action of all kinds;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and any bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of

tions, capital ou valeurs de toute compagnie établie dans le but de faire l'exploitation de tous chemins de fer, tramways, compagnies de gaz, aqueducs, bassins, téléphone, télégraphe, compagnie d'électricité, de lumière, ou toute autre entreprise industrielle ou autre;

Emprunter ou prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débentures ou actions-débentures de la compagnie, et placer les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

Garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur les mortgages, obligations, titres, actions, débentures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprises ou corps public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété réelle ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Faire, exécuter ou conclure, commencer, exploiter, poursuivre et garantir tous contrats, arrangements, négociations légales et autres procédures, compromis, arrangements et projets, et faire tous autres actes, affaires et choses qui apparaîtront en tout temps appropriés ou convenables pour la protection de la compagnie comme possesseur de, ou comme intéressée dans tous placements et valeurs;

Recevoir de l'argent ou dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Prendre part à l'administration, la direction ou le contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agents, et en particulier, agir comme agents

any company established for the purpose of any railway, tramways, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, industrial or other undertaking;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the Company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investments or for resale or otherwise, and to vary the investments of the Company, and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the Company or otherwise, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company as holder of or interested in any investments and securities;

To receive money or deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for

pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie relativement aux hypothèques, obligations, débentures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats et obligations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant toute industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions actées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie peut avec des relations d'affaires; et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne, firme, compagnie ou corporation;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépensesincidentes ou encourues en rapport avec la formation, l'incorporation et l'organisation de la compagnie et le prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec aucune compagnie pour les payer;

the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the Company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become surety for the performance of any contracts and obligations;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contract by any such person, firm, company or corporation;

To distribute in specie or otherwise, either as dividends legally declared out of the surplus of the Company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the funds of the company all or any expenses of, incident to, or incurred in connection with the formation, incorporation and organization of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme mandants, agents, entrepreneurs ou autres, et conjointement avec d'autres;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, dans le cas où la corporation passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs ou actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront par invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie dans tel contrat ou transaction, pourvu toutefois, que, dans tout cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs et / ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Il est de plus ordonné et déclaré que les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement de la majorité des directeurs établi par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent, pendant tel emploi, et ont continué après la cessation de tel emploi, d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas cinquante (50).

Il est interdit de faire appel au public pour souscrire les actions ou débentures de la compagnie, sous le nom de "British Capital Corporation".

Le capital-actions de la dite compagnie est divisé en deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair, sujet à l'augmentation du dit capital en vertu des dispositions de la dite Loi. Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $1,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1827 Sous-secrétaire de la Province.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or in conjunction with others;

And it is ordained and declared that, in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors or shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors and / or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed fifty (50).

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "British Capital Corporation".

The capital stock of the said company shall be divided into two hundred (200) shares without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act. The amount with which the company will carry on operations is $1,000.00.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1828–o Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Mining and Industrial Securities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1933, constituant en corporation: Maurice Shulman, Ezra Leithman, avocats, et Irène-R. Brown, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer un commerce et une agence de placement, de finance et de courtage;

Souscrire, souscrire à forfait, acheter, vendre, échanger, détenir, offrir au public pour souscription ou autrement négocier les actions, titres, obligations, débentures et autres valeurs de corporations municipales, industrielles, commerciales ou financières:

"Canadian Mining and Industrial Securities, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1933, incorporating: Maurice Shulman, Ezra Leithman, advocates, and Irene R. Brown, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment, financial and brokerage business and agency;

To subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, offer for public subscription or otherwise deal in shares, stocks, bonds, debentures and other securities of municipal, industrial, commercial or financial corporations;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif, biens, droits, clientèle, y compris aucune option, concession ou choses semblables d'aucun individu, firme ou corporation et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou partiellement en argent et partiellement en actions;

Agir comme agents, locaux ou généraux ou comme gérants, surintendants, inspecteurs de et pour des compagnies d'assurances à vie, contre le feu et accidents;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer ou aider à la promotion, l'organisation ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie, et faire tous actes y relatifs;

Agir comme agents et courtiers pour placements, prêt, paiement, transmission et la perception de deniers;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer de tels biens, mobiliers et immobiliers, comme il sera jugé à propos ou convenable pour les fins de la compagnie et les payer en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Garantir et donner comme garantie et se porter garant du paiement de billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et autrement aider toute telle personne, firme ou corporation;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Canadian Mining Industrial Securities, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1829 Sous-secrétaire de la Province.

"Chiddingstone Company, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1933, constituant en corporation: Henry-Noël Chauvin, avocat et Conseil en Loi du Roi, Frank-Bernard Chauvin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Harold-Earle Walker, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances et agir comme agents d'assurances et représenter aucune et toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans aucune branche du dit commerce et accepter ou payer toutes commissions ou autre rémunération pour services rendus, agir comme agent ou représentant de propriétaires, ou autres personnes ou corporations ayant ou revendiquant le droit d'avoir aucun intérêt dans des marchandises, vaisseaux, cargos, fret, automobiles et autres véhicules et tous autres sujets d'assurance;

Agir comme agents ou procureurs pour le placement, la manutention, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débentures ou autres valeurs et pour la gestion d'immeubles et la vente de biens et pour l'entre-

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the assets, property, rights, goodwill including any option, concession or the like of any individual, firm or corporation and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, or partly in cash and partly in shares;

To act as agents, both local and general or as managers, superintendents, supervisors of and for life, fire and accident insurance companies;

To promote, organize, manage or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, and to do all acts incidental thereto;

To acts as agents and brokers for the investments, loan, payment, transmission and collection of money;

To buy or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of such property, real and personal, as is suitable or convenient for the purposes of the company and to pay for the same in money, stock, bonds, or other securities of the company;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any person, firm or corporation with which the company may have business relations and otherwise assist any such person, firm or corporation;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Canadian Mining and Industrial Securities, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1830—o Assistant Provincial Secretary.

"Chiddingstone Company, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1933, incorporating: Henry Noel Chauvin, advocate and King's Counsel, Frank Bernard Chauvin, advocate, both of the city of Montreal, and Harold Earle Walker, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all of the district of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and to act as insurance agents and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of said business and to accept or pay any commissions or other remuneration for services rendered, to act as agent or representatives of owners, or other persons or corporations having or claiming to have any interest in merchandise, vessels, cargoes, freight, automobiles and other vehicles and any other subjects of insurance;

To act as agents or attorneys for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures or other securities and for the management of estates and the sale of property and for the undertaking of investiga-

prise d'investigations, évaluations, ventes, échange, subdivisions et choses semblables et exercer le commerce de courtiers et agents en général;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Prêter de l'argent aux clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou

tions, valuations, sales, exchange, subdivisions and the like and to carry on the business of general brokers and agents;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the

avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucune des actions est détenue par la compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs en paiement, en tout ou en partie, de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, services, droits, location, commerce, franchises, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que la compagnie peut légalement acquérir et en paiement ou partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe à celui de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera jugé convenable, sous le nom de "Chiddingstone Company, Ltd", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1831 Sous-secrétaire de la Province.

"Commercial Transactions, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1933, constituant en corporation: Samuel Chait, John J. Wasserman, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit comme propriétaire,ou comme garantie supplémentaire ou autrement, et vendre, en garantir la vente ou en disposer ou en faire le commerce autrement et céder et transférer des hypothèques, mortgages, balances de prix, garanties par privi-

company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company has business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest moneys of the company not immediately required in any manner deemed advisable, under the name of "Chiddingstone Company, Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1832—o Assistant Provincial Secretary.

"Commercial Transactions, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1933, incorporating: Samuel Chait, John J. Wasserman, both advocates, and Freda Pomerance, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title and hold, either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose or deal in hypothecs, mortgages, balances of price, secured by privilege or otherwise, claims,

lège ou autrement, réclamations, conventions de vente ou d'achat, et des obligations de toute espèce et description et aussi d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce acceptés, reçus d'entrepôts, billets promissoires, conventions de ventes conditionnelles, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et titres de créance de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle et autre compagnie ou corporation ou individu ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence générale de finance, de placements et de courtage et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

Agir comme courtiers d'assurance et agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et le recouvrement de deniers, et accepter et exécuter, comme procureurs, agents ou autrement, toute transaction commerciale, placement de fonds, encaissement de prêts, loyers, intérêts, dividendes, et l'émission, la confection de contrats de, la disposition et le recouvrement de mortgages, débentures, bons, lettres, billets, coupons et autres valeurs ou deniers;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie, de la manière qu'il sera déterminé de temps à autre et exercer et exécuter toutes sortes de négociations et opérations commerciales ou autres qui sont de nature à être exercées convenablement, ou en rapport avec ces objets, ou estimées de nature à les rendre profitables;

Garantir le paiement de deniers garantis par ou payables en vertu ou au sujet de bons, débentures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution de contrats ou le paiement d'obligations ou autrement aider et assister toute personne, firme ou corporation dans laquelle ou dans lesquelles la compagnie est financièrement intéressée, ou avec lesquelles elle fait commerce et agir comme employé, agents ou gérants de toute telle corporation ou firme;

Prêter des deniers avec les stipulations et aux conditions et aux taux d'intérêts jugés convenables, et prendre les sûretés que la compagnie jugera à propos pour assurer le remboursement du principal et des intérêts et l'accomplissement des conditions;

Faire des emprunts de deniers pour le ou les montants, au taux d'intérêt et avec les stipulations et aux conditions jugées à propos; engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts, et à l'exécution des stipulations et conditions, et si jugé à propos, hypothéquer ou mettre en gage la totalité ou toute partie des biens immobiliers et—ou mobiliers pour assurer le remboursement des sommes ainsi empruntées, de l'intérêt et l'exécution des stipulations et conditions;

Emprunter ou prélever des fonds au moyen de l'émission ou de la vente de tous bons, mortgages, débentures ou actions-débentures de la compagnie, et placer tous les deniers ainsi prélevés dans aucun de ces placements tel que susdit;

Faire des avances contre des billets promissoires, lettres de change, et tous autres effets négociables, ou autres valeurs quelconques;

purchase or sale agreements, and obligations of every nature and description, and also in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, promissory conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidences of indebtedness, of any government, or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and to transact and to carry on a general financial agency investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

To act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission of money, and to accept and fulfil, as attorneys, agents or otherwise, any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends, and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or monies;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined, and to carry on and execute all kinds of commercial, trading or other operations which may seem to be capable of being conveniently carried on, or in connection with these objects, or calculated to render them profitable;

To guarantee the payment of money secured by or payable under, or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company, or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts, or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the Company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent, or manager of any such corporation or firm;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think necessary;

To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest, and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the Company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the Company's immoveable and or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the Company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To make advances against promissory notes, bills of exchange, and all other negotiable instruments, or other securities whatsoever;

Acheter, vendre, et effectuer des prêts sur ou contre toute propriété immobilière en acquérant ou accordant des hypothèques sur icelle ou autrement;

Acheter, ou autrement acquérir et détenir, louer, vendre et autrement faire le commerce de propriétés meubles et immeubles de toutes sortes, et des droits ou intérêts y relatifs et en particulier de terres, constructions, établissements et entreprises industriels et commerciaux, mortgages ou charges sur la propriété personnelle,les valeurs et les dettes actives;

Acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles; vendre, louer, transporter, échanger, disposer de et autrement attribuer ces immeubles; développer, améliorer et délimiter en lots à bâtir telles propriétés ou en rues, ruelles, squares, ou autrement, et vendre et disposer des produits d'icelles; construire, bâtir, réparer, modifier et équiper des constructions; les détenir, vendre ou en disposer autrement;

Promouvoir et aider à promouvoir des compagnies, syndicats ou sociétés de toutes sortes dans le but d'acquérir toute propriété ou toute entreprise et toutes les obligations de cette ou de toute autre compagnie, ou de favoriser directement ou indirectement les objets d'icelles ou pour toute autre fin que cette compagnie jugera opportune;

Offrir pour souscription publique toutes actions ou titres ou actions-débentures ou autres valeurs de, ou autrement, établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Emettre des actions de la compagnie entièrement ou partiellement libérées en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, biens, franchises, options ou autres droits et privilèges;

Exercer toute autre entreprise qui peut être conduite de manière à profiter à la compagnie;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province, pays ou état étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures ou actions, sous le nom de "Commercial Transactions, Limited", avec un capital total de cinq cents dollars ($500.-00), divisé en cinquante (50) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1833 Sous-secrétaire de la Province.

To purchase, sell, and make loans on or against any immovable property, by way of acquiring or granting hypothecs thereon or otherwise;

To buy or otherwise acquire, and hold, lease, sell and otherwise deal in movable and immovable property of all kinds, and rights or interest therein, and in particular, lands, buildings, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on personal property, securities and book debts;

To purchase, lease, or otherwise acquire real estate; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate; to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise, and to sell and dispose of the products thereof, to construct, build, repair, alter and equip buildings; to hold, lease, sell or otherwise dispose of same;

To promote and aid in promoting companies, syndicates, or partnerships of all kinds, for the purposes of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this Company may think expedient;

To offer for public subscription any shares or stocks of, or debenture stocks, or other securities of, or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any bonds, debentures, debenture stock, or other securities of the company, or the conduct of its business;

To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

To carry on any other business which may be conducted with advantage to the company;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such provinces, country or state, to represent the company, and to accept service for and on its behalf of any process or suit, under the name of "Commercial Transactions, Limited", with a total capital stock of five hundred dollars ($500.-00), divided into fifty (50) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1834–o Assistant Provincial Secretary.

"Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

"Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth

vingt-quatrième jour de février 1933, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Howard Kennedy Hawthorne, commis, Lyle Penfold, fille majeure, sténographe, tous de cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Assumer comme industrie en exploitation le commerce d'électricité présentement exercé par Arthur Edward Leonard, sous les nom et raison sociale de Corry & Leonard, avec ensemble tous les contrats, actif et passif relatifs au dit commerce;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, arrenter, réparer et exploiter aucun et tous appareils ou machineries pour la fabrication, la génération, l'emmagasinage, accumulation, transmission ou distribution d'aucun ou tous types de courant électrique et aucun et tous genres de machineries, appareils, accessoires ou fournitures électriques de toute nature ou espèce quelconque;

Manufacturer, acheter, vendre, installer, tenir en bon état de service, réparer et autrement faire le commerce de réfrigérateurs mécaniques, appareils de réfrigération, spécialités, accessoires et fournitures de toutes sortes; et exercer le commerce de machinistes et fondeurs;

Construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter une ou plusieurs boutiques de réparation, un ou plusieurs entrepôts, boutiques ou autres établissements semblables pour la sauvegarde, le nettoyage, le rechargement, le huilage et l'entretien et la réparation en général d'appareils de réfrigération mécaniques et électriques de toute description et classe et tous leurs accessoires d'aucun genre et description quelconque;

Exploiter aucun commerce se rapportant à la réfrigération mécanique et électrique, et autres accessoires, et acheter, louer ou échanger tous articles ou accessoires se rapportant au commerce de réfrigération mécanique;

Exercer tout autre commerce qui peut être convenablement exercé en même temps que son commerce ou qui serait de nature à augmenter, directement ou indirectement, la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Agir comme agents à commission, consignataires, représentants ou procureurs pour toute compagnie, firme ou personne faisant des affaires semblables;

Acquérir par achat, ou autrement détenir et louer aucuns biens qui peuvent être jugés nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie et autres immeubles, en vue de spéculation, et payer pour telles acquisitions ou détentions en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Construire et/ou exploiter sur tous immeubles acquis ou requis par la compagnie tous magasins, garages, réfrigérateurs mécaniques, magasins de montre et tous autres édifices jugés convenables;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, société ou compagnie, la totalité ou aucune partie de l'actif et des biens d'aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, avec ou sans les terrains et bâtisses destinés à leur exploitation et tout son actif en général, et en payer le prix en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations et débentures, nantir, hypothéquer ou donner en mortgage les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie

day of February, 1933, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Howard Kennedy Hawthorne, clerk, Lyle Penfold, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To take over as a going concern the electrical business presently carried on by Arthur Edward Leonard, under the firm name and style of Corry & Leonard, together with all contracts, assets and liabilities pertaining to the said business;

To manufacture, buy, sell, lease, let, repair and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of eectric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances, or supplies of any nature or kind whatsoever;

To manufacture, buy, sell, install, service repair and otherwise deal in mechanical refrigerators, refrigeration appliances, specialties, accessories and supplies of all kinds; and to carry on the business of machinists and foundry men;

To build, erect, purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and exploit one or more repair shops, one or more warehouses, shops, or other similar establishments for the safe keeping, cleaning, recharging, oiling and general up-keep and repairing of electrical and mechanical refrigeration appliances of every description and class and all the accessories thereof of any kind and description whatsoever;

To operate any business connected with electrical and mechanical refrigeration and other accessories, and purchase, lease or exchange any articles or accessories connected with the mechanical refrigeration business;

To carry on any other business which may be suitably carried on at the same time as its business or of a nature to directly or indirectly increase the value of or render profitable any of the property or rights of the company;

To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys for any company, firm or person dealing in similar goods;

To acquire by purchase or otherwise hold and lease any real estate which may be deemed necessary or suitable for the company's purposes and other immoveables, with a view to speculation, and to pay for such acquisition or holdings in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To construct and/or operate upon any real estate secured or required by the company any stores, garages, mechanical refrigeration show rooms and any other buildings it may deem proper;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, partnership or company, the whole or any part of the assets and property of any business altogether or partly similar to that of this company, with or without the lands and buildings destined to their exploitation and all its assets generally, and to pay for the same in cash or bonds or in paid up shares of the company;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds and debentures and to pledge, hypothecate or mortgage the moveable or immoveable property of the company or both to secure

ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débentures et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Tirer, faire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et effets négociables et transférables;

Vendre, échanger et louer tous et aucun des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie ou autrement les aliéner ou en disposer;

Régler la vente, distribution et transfert des actions, débentures de la compagnie;

Acquérir, détenir, vendre et transférer les actions, débentures de toute compagnie ou corporation, et généralement faire tous actes et choses qui pourraient paraître incidentes ou conduire à l'accomplissement de tous ou aucun des objets ci-dessus, sous le nom de "Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Limited", avec un capital total de soixante mille dollars ($60,000.00), divisé en six cents (600) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1835 Sous-secrétaire de la Province.

"Globe General Holdings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1933, constituant en corporation: René Chenevert, Gérard Raymond, avocats, et Germaine Boisvert, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de vendeurs d'obligations, souscripteurs à forfait, courtiers en placements et agents de change dans toutes ses spécialités;

Agir comme agents fiscaux pour des gouvernements, personnes, municipalités, firmes et corporations et exercer un commerce général d'agence financière, de promotion et de courtage;

Promouvoir, organiser, développer, administrer ou aider à la promotion, organisation, développement et administration de toute corporation, compagnie, syndicat, industrie ou entreprise, et comme y étant incident assumer, administrer, contrôler ou autrement ou autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute corporation, firme ou individu aux fins d'en protéger les émissions de valeurs, d'entrer en fonds pour ce qui regarde les engagements y attachés ou l'exécution et terminer toute transaction relativement à laquelle la Compagnie aurait assumé aucune obligation ou responsabilité;

Procurer du capital, du crédit ou autre aide pour l'établissement, extension ou réorganisation de toute entreprise ou industrie qui est exercée ou doit être exercée par quelque personne, firme et corporation;

Souscrire à forfait, souscrire et acquérir par échange, achat ou autrement et payer en argent comptant ou moyennant transport de biens, les actions de son capital, et détenir, soit comme mandant ou agent, ou à titre de propriétaire absolu ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, offrir pour souscription publique, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou négocier les obligations, débentures, hypothèques ou autres titres de créance, actions ou autres valeurs d'aucune any such bonds, debentures and any sums of money borrowed for the company's purposes;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and negotiable and transferable instruments;

To sell, exchange and lease all or any moveable or immoveable property of the company or otherwise alienate or dispose of the same;

To regulate the sale, distribution and transfer of the shares, debentures of the company;

To acquire, hold, sell and transfer shares, debentures of any company or corporation and generally to do all acts and things which may seem incidental or conducive to the attainment of all and any of the above objects, under the name of "Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Limited", with a total capital stock of sixty thousand dollars ($60,000.00), divided into six hundred (600) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1836-o Assistant Provincial Secretary.

"Globe General Holdings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1933, incorporating: Rene Chenevert, Gerard Raymond, advocates, and Germaine Boisvert, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and share brokers in all its branches;

To act as fiscal agents for governments, persons, municipalities, firms and corporations and to carry on a general financial agency, promotion and brokerage business;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any corporation, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby, realizing upon the claims thereon or carrying out any transaction to completion thereof in connection with which the company has undertaken any obligation or responsibility;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm and corporation;

To underwrite, subscribe for and acquire by exchange, purchase or otherwise and to pay for same in cash, shares in its capital, or by the transfer of assets, and to hold, either as principal or agent, or absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, offer for public subscription, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal with the bonds, debentures, mortgages or other evidence of indebtedness, stock, shares or other securities of any governmental agency, taking

agence gouvernementale, corps de taxation, commission ou corporation municipale ou scolaire, ou compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, de commerce, industrie ou autre, individu ou association, et pendant qu'elle en sera propriétaire exercer tous les droits et privilèges de propriétaire, y compris tous les droits de voter, s'il y en a, en ce qui les concerne;

Faire des avances ou prêts, contre la garantie de tous effets, articles, marchandises, machineries, automobiles et autres véhicules, et acheter ou autrement acquérir aucune convention de vente, billet promissoire portant hypothèque ou autre garantie contre tous tels biens;

Agir comme agent pour fins d'émettre ou contresigner des certificats d'actions, bons ou autres obligations de toute association ou corporation municipale ou autre; agir comme agents de transfert et régistraires relativement aux dites actions, bons ou autres obligations, et administrer à cet effet aucun fonds d'amortissement aux termes qui seront convenus;

Louer, vendre, améliorer, manufacturer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer d'aucun ou tous biens, droits ou actif de la compagnie, pour telle considération que la compagnie croira convenable, y compris les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Acquérir des valeurs comme placements au moyen de souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats et autrement et soit entièrement acquittées ou non et y faire des versements sur appel ou en anticipation des appels ou autrement, et y souscrire à forfait, ou les souscrire, conditionnellement ou autrement et soit en vue de placement ou pour les revendre ou autrement et changer les placements de la compagnie et généralement vendre, échanger et autrement en disposer, négocier et faire valoir aucun des biens de la compagnie;

Transiger, entreprendre et exercer aucun commerce, transaction, entreprise ou opérations, communément transigés, exercés ou entrepris par des entrepreneurs en immeubles, marchands, manufacturiers, agents à commission ou agents d'assurances ou agents généraux;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres

body, commission or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial, or other company or corporation, individual or association, and while the owner thereof to exercise all the rights and privileges of ownership, including all voting rights, if any, with respect thereof;

To make advances or loans, upon the security of any goods, wares, merchandise, machinery, automobiles and other vehicles, and to purchase or otherwise acquire any sale agreement, lien note or other security upon any such property;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any association or municipal or other corporation; to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations, and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

To lease, sell, improve, manufacture, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties, rights or assets of the company, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures or securities of any other company or corporation;

To acquire investments by original subscription, tender, participation in syndicates and otherwise and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise and either with a view to investment or for resale or otherwise and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange and otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To transact, undertake and carry on any business, transaction, undertaking or operations, usually transacted, carried on or undertaken by real estate, contractors, merchants, manufacturrers, commission men or insurance or general agents;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or com-

fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

pany carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculatet to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions,

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities

les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par achat et exposition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Globe General Holdings, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions de la compagnie avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars ($20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1837

of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Globe General Holdings, Limited".

The capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1838–o

"Globe Paper Box Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, de Montréal, Irène Rubin, fille majeure, sténographe, d'Outremont, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands, manufacturiers et négociants de papier fait d'aucun matériel, carton et autres préparations, produits et fabrications de papier ou pulpe, carton de paille et autres préparations, produits et fabrications de paille; et les fabriquer en boîtes de carton, boîtes, sacs, papier à emballage, livres et tous autres articles et objets s'y rapportant; et manufacturer et faire le commerce de tous matériaux requis à cet effet, et vendre et autrement faire le commerce de tels articles manufacturés ou aucun de leurs accessoires; exercer pour les fins de la compagnie dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plusieurs des commerces suivants, à savoir: affréteurs, voituriers, expéditeurs, négociants, transport de marchandises, entreposeurs à froid, charretiers, propriétaires de moulins à scie, manufacturiers de pulpe et de papier;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entreprise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société ou firme faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Globe Paper Box Co., Limited", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

"Globe Paper Box Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been isssued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1933, incorporating: Michael Garber, advocate, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, of Montreal, Irene Rubin, spinster, stenographer, of Outremont, all of the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers in paper made from any material, cardboard and other preparations, products and manufactures of paper or pulp, strawboard and other preparations, products and manufactures of straw; and to manufacture the same into cartons, boxes, bags, packages, books and any other articles and appurtenances thereof; and to manufacture and to deal in all materials required for the same, and to sell and otherwise deal in such manufactured articles or any accessory thereof; to carry on for the purposes of the company in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses, namely: freighters, common carriers, forwarders, traders, transportation of merchandise, storage warehousemen, carters, sawmillers, pulp manufacturers and paper manufacturers;

To manufacture, purchase and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Globe Paper Box Co., Limited", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid-up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ces commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne, sous le nom de "Globe Paper Box Co., Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1839 Sous-secrétaire de la Province.

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Globe Paper Box Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1840-o Assistant Provincial Secretary.

"Lachine Farm Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1933, constituant en corporation: Reginald Plimsoll, conseil en Loi du Roi, William Redmond Hayes, Robert Gordon MacLellan Gammell, Matthew Cochrane Holt, Lawrence Hart, avocats, Patrick Mullin, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Produire, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de lait frais et tous produits du lait; manufacturer, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de lait condensé, en conserve, évaporé, malté, séché, évaporé, et toutes autres formes de fabrication; manufacturer, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de fromage, beurre et produits laitiers de toutes sortes; produire, manufacturer, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de crème à la glace et glaces dans aucune et toutes formes; acheter, produire ou fabriquer et empaqueter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce d'œufs, de toutes sorte, classe et description et tous produits des œufs; manufacturer, acheter, empaqueter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de tous substituts des œufs et tous matériels ou combinaisons d'iceux utilisés comme, pour, ou à la place des œufs; acheter, ou autrement acquérir, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de produits de la ferme, de toute classe et description; cultiver, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de produits maraîchers de toutes sortes; élever, acheter, vendre et autrement faire le commerce de bestiaux, chevaux, volailles, et toutes sortes de bétail; produire ou manufacturer, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce de fruits, jus, sirops, sel, bonbons, confiseries, pain, pâtisserie, liqueurs douces, glace naturelle et artificielle, toutes sortes de marchandises provenant d'entrepôt frigorifique, et aucune et toutes sortes d'articles de nourriture, denrées alimentaires et tous produits alimentaires; conduire un commerce d'entreposage à froid; faire un commerce d'empaquetage en général; établir, maintenir, conduire et exploiter des restaurants, magasins de détail et autres agences pour dispo-

"Lachine Farm Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1933, incorporating: Reginald Plimsoll, King's counsel, William Redmond Hayes, Robert Gordon MacLellan Gammell, Matthew Cochrane Holt, Lawrence Hart, advocates, Patrick Mullin, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To produce, purchase, store, sell and otherwise deal in fresh milk and all products of milk; to manufacture, purchase, store, sell and otherwise deal in condensed, preserved, evaporated, malted, dessicated, vaporized and all other manufactured forms of milk; to manufacture, purchase, store, sell and otherwise deal in cheese, butter and dairy products of all kinds; to produce, manufacture, purchase, store, sell and otherwise deal in ice cream and ices in any and all forms; to purchase, produce or manufacture and to pack, store, sell and otherwise deal in eggs of every kind, class and description and all products of eggs; to manufacture, purchase, pack, store, sell and otherwise deal in all substitutes for eggs and all materials or combinations thereof used as, for, or in substitutes for eggs; to purchase, or otherwise acquire, store, sell and otherwise deal in farm products of every class and description; to raise, purchase, store, sell and otherwise deal in garden products of all kinds; to raise, purchase, sell and otherwise deal in cattle, horses, poultry, and all kinds of live stock; to produce or manufacture, purchase, store, sell and otherwise deal in fruits, juices, syrups, salt, candy, confectionery, bread, pastry, soft drinks, natural and artificial ice, all kinds of cold storage merchandise, and any and all kinds of articles of food, food stuffs and all food products; to conduct a cold storage business; to do a general packing business; to establish, maintain, conduct and operate restaurants, retail stores and other agencies for disposing of the manufactured and other products of the company and the products of any other corporation, firm or person; to manufacture, lease, purchase, sell and otherwise deal in all wagons, automobiles, trucks, machinery, tools, ice-boxes, refrigerators, bottles, boxes, cans, cartons, bags and all other forms of containers and all other articles and appliances used in connec-

ser des produits manufacturés et autres produits de la compagnie et les produits de toute autre corporation, firme ou personne; manufacturer, louer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de voitures, automobiles, camions, machinerie, outils, caisses à glace, réfrigérateurs, bouteilles, boîtes, bidons, boîtes en carton, sacs et toutes autres formes de récipients et aucun et tous autres articles et accessoires utilisés relativement à aucune des fins susdites, ou avec la vente et le transport des produits manufacturés et autres produits de la compagnie ou de toute autre corporation, firme ou personne; et exercer des opérations manufacturières et commerciales en général;

tion with any of the aforesaid purposes, or with selling and transporting the manufactured and other products of the company or of any other corporation, firm or person; and to carry on a general manufacturing and mercantile business;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail de poisson, viande et produits de la viande et exploiter et conduire des boucheries et abattoirs publics pour l'accommodation du public qui les requiert;

To carry on the business of wholesale and retail dealers in fish, meat and meat products and operate and conduct public slaughter houses and public abattoirs for the accommodation of the public requiring same;

Organiser des pêcheries, goélettes, vaisseaux ou bateaux pour fins de pêche et se rapportant à cette industrie directement ou indirectement;

To organize fisheries, schooners, ships or boats for the purpose of fishing and connected with this industry directly or indirectly;

Exercer le commerce de fondoirs aux fins de manufacturer tous les sous-produits se rapportant à l'abatage des animaux;

To carry on the business of a rendering plant for the purpose of manufacturing all by-products in connection with the slaughter of animals;

Acheter et autrement acquérir, mariner, saler, geler, fumer, conserver et autrement traiter, empaqueter et emmagasiner, vendre et autrement disposer et négocier et faire le commerce de poisson, et tous autres produits de la mer, des rivières et lacs;

To purchase and otherwise acquire, to pickle, salt, freeze, smoke, cure and otherwise treat, to pack and store, to sell and otherwise dispose of and deal in and with fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

Exercer le commerce d'entreposage et de réfrigération, et le commerce nécessairement ou implicitement nécessaire à icelui, et de plus exercer le commerce d'entreposage général dans toutes ses diverses branches; construire, louager, acheter, exploiter et maintenir aucun ou tous moyens de transport pour le transport dans des réfrigérateurs ou autrement, par terre ou par eau, d'aucun et tous produits, marchandises ou articles manufacturés, et émettre des certificats et mandats, négociables ou autrement, à des personnes entreposant des marchandises chez la compagnie; manufacturer, vendre et négocier toutes marchandises ordinairement négociées par des entreposeurs; construire, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucun quai, jetée, dock ou travaux susceptibles d'être avantageusement utilisés en rapport avec l'expédition et le transport ou autre commerce ou commerces de la compagnie; et généralement exercer ou entreprendre aucune entreprise, transaction ou opération commerciale communément exercée ou entreprise par des entreposeurs, et aucun autre commerce qui semblerait aux directeurs, de temps à autre, susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec les objets susdits ou jugé propre à augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the business necessarily or impliedly incidental thereto, and to further carry on the business of general warehousing in all its several branches; to construct, hire, purchase, operate and maintain all or any conveyances for the transportation in cold storage or otherwise, by land or water, of any and all products, goods or manufactured articles, to issue certificates and warrants, negotiable or otherwise, to persons warehousing goods with the company; to manufacture, sell and trade in all goods usually dealt in by warehousemen; to construct, purchase, take on lease or otherwise acquire any wharf, pier, dock or works capable of being advantageously used in connection with the shipping and carrying on other business or businesses of the Company; and generally to carry on or undertake any business, undertaking, transaction or operations commonly carried on or undertaken by warehousemen, and any other business which may from time to time seem to the directors capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's properties or rights;

Exercer le commerce de marchands de fruits et légumes, en gros et en détail, courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et négociants en général;

To carry on the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents, and general traders;

Souscrire et acheter, acquérir, détenir, vendre, échanger et disposer (soit absolument ou par voie de bail ou autrement) et assumer la responsabilité et autrement négocier ou faire des contrats en ce qui concerne les actions du capital-actions, titres, débentures, obligations et ou autres valeurs ou obligations ou titres de créance de tout individu, firme, association, compagnie ou corporation, domestique ou étrangère, et garantir la totalité ou aucune partie ainsi que le capital, intérêt ou dividende s'y rapportant, ou payables en vertu de telles dispositions, et pendant qu'on en

To subscribe for and to purchase, acquire, hold, sell, exchange and dispose of ((either absolutely or by way of lease or otherwise) and to assume liability under and otherwise deal in or contract with reference to the shares of the capital stock, stocks, debentures, bonds, and or other securities or obligations or evidences of indebtedness of any individual, firm, association, company or corporation, domestic or foreign, and to guarantee all or any of the same and the principal, interest, or dividends thereof, or payable thereunder, and while the holder or owner thereof to

est détenteur ou propriétaire exercer tous les droits, pouvoirs et franchises appartenant à un propriétaire, y compris le droit de voter sur iceux; acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie des biens, de l'actif, des droits, franchises, commerce et clientèle de tout individu, firme, association, compagnie ou corporation, domestique ou étrangère; les payer en argent ou autres biens, ou émettre en échange de toutes telles actions, actions acquittées du capital, obligations ou autres titres de créance, et contre tous tels biens, actif, droits, franchises, commerce et clientèle, et aucune partie du tout ainsi acquis, et les payer en, et émettre pour aucunes autres fins pour lesquelles la compagnie a été formée, y compris pour services rendus à la compagnie, des actions acquittées du capital-actions ainsi que des obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Agir comme agent pour tout individu, firme, association ou corporation; exercer un commerce général comme agent à commission et de vente, et de courtage, et à ces fins faire des avances de deniers, ou obtenir du crédit, soit par son propre endossement ou autrement, en faveur d'aucun manufacturier ou producteur dont les produits font l'objet de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Conclure des conventions avec les autorités, gouvernements, municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses à l'exécution des objets de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir tous biens, mobiliers, immobiliers ou personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

exercise all the rights, powers and franchise of ownership, including the right to vote thereon; to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, assets, rights, franchises, business and goodwill or any part thereof of any individual, firm, association, company or corporation, domestic or foreign; to pay for the same in cash or other property, or to issue in exchange for any such shares, paid up shares of stock, bonds and other evidences of indebtedness, and for any such property, assets, rights, franchises, business and good will, or any part thereof so acquired, and to pay for the same in, and to issue for any of the other purposes for which the company is formed, including for services rendered to the company, the paid up shares of its capital stock and its bonds or other obligations;

To act as agent for any individual, firm, association or corporation; to carry on a general commission and selling agent's and brokerage business, and in furtherance thereof to advance money to, or obtain credit, either on its own endorsement or otherwise, for any manufacturer or producer the product of which is dealt in by the company;

To apply for, puchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authorities, governments, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the carrying out of the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable, immoveable or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins, d'autres structures et commodités qui paraîtront propres, directement ou indirectement, à promouvoir les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner, autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle; mais les dits embranchements ou voies d'évitement ne pourront être exploités que sur la propriété appartenant à la compagnie ou étant sous son contrôle et pour les seules fins de ses affaires et du commerce de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels la compagnie se propose de faire affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation; et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute telle personne avec laquelle la compagnie est en relation d'affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou faire le commerce autrement de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof; but said branches or sidings are only to be worked upon property belonging to the company or under the control of the company and for the sole purposes and commerce of the company;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign countries, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any person with whom the Company has business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interests, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

Emettre et répartir les actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de tous biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, comme il sera résolu, au moyen de dividende, boni ou de toute autre manière jugée convenable, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie ou tous produits provenant de la vente ou aliénation de toute propriété de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de la compagnie ou dépenses incidentes à sa formation et son organisation, ou considérées, par la compagnie, être préliminaires;

Etablir des agences et succursales;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut, en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets de la compagnie ou s'y rattachant de quelque manière;

Chaque paragraphe des présentes sera interprété indépendamment des autres, sous le nom de "Lachine Farm Products, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 9,999 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1841 Sous-secrétaire de la Province.

"La Cie de Vente Corona Sales, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1933, constituant en corporation: Edouard Laniel, fabricant, Hector Laniel, épicier, et Roméo Laniel, vendeur, tous de Verdun, dans les buts suivants:

Acquérir et faire le commerce, en gros et en détail, des liqueurs douces et essences de toutes sortes et faire tout ce que nécessaire relativement au susdit commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de tout individu, société ou compagnie, la totalité ou partie des biens et affaires de tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, avec ou sans les terrains et les bâtisses destinés à son exploitation et à son actif généralement et les payer en argent ou en bons ou en actions acquittées de la dite compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir ou louer tous immeubles qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie et tous autres immeubles dans un but de spéculation et payer telle acquisition ou détention en argent ou en bons ou en actions acquittées de la dite compagnie;

Construire et exploiter sur tous immeubles détenus ou acquis par la compagnie toutes bâtisses qu'elle jugera à propos;

To allot and issue fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, immoveable or moveable, purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the Company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the Company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the Company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of or in any other company belonging to this Company, or of which it may have power to dispose;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To establish agencies and branches;

To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

Each paragraph hereof is to be interpreted independently of the others, under the name of "Lachine Farm Products, Limited".

The capital stock of the company is divided into 9,999 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be forty nine thousand, nine hundred and ninety five dollars.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1842-o Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Vente Corona Sales, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1933, incorporating: Edouard Laniel, manufacturer, Hector Laniel, grocer, and Romeo Laniel, salesman, all of Verdun, for the following purposes:

To acquire and deal in, wholesale and retail, soft drinks and extracts of every kind, and to do anything which may be necessary in connection with the said business;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, the whole or part of the property and affairs of any business in whole or in part similar to that of the present company, with or without the lands and buildings intended for its exploitation and all its assets in general, and to pay therefor in cash or in bonds or paid up shares of the Company;

To acquire by purchase or otherwise hold or lease any immoveables which may be deemed necessary or useful for the purposes of the company and any other immoveables for speculating purposes and to pay for such acquisition or holding with cash or bonds or paid up shares of the said company;

To build and exploit, on any immoveables held or acquired by the Company, any buildings which may be deemed expedient;

Vendre, échanger et louer tous ou aucun des biens meubles et immeubles de la compagnie ou autrement les aliéner ou en disposer, emprunter sous le crédit de la compagnie, émettre des bons ou débentures, affecter, hypothéquer et donner en garantie les biens meubles et immeubles de la compagnie, ou les deux, pour garantir tous tels bons, débentures et tous argents ainsi empruntés;

Acquérir, détenir, vendre et transporter des actions, débentures, de toute compagnie ou corporation;

Et généralement faire et exécuter tous actes et choses qui peuvent être utiles et avantageux pour donner effet à tous et chacun des objets ci-dessus, sous le nom de "La Cie de Vente CORONA Sales, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal, de la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1843-o Sous-secrétaire de la Province.

To sell, exchange or lease or otherwise alienate or dispose of all or any of the moveable and immoveable property of the Company, to borrow on the credit of the Company, issue bonds or debentures and pledge, hypothecate or mortgage the moveable and immoveable property of the Company or both, to guarantee such bonds, debentures and any money thus borrowed;

To acquire, hold, sell and transfer shares, debentures of any company or corporation;

And generally, to do and perform any acts and things which may be useful or advantageous for the carrying out of all or any of the above purposes, under the name of "La Cie de Vente CORONA Sales, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1844 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Paper & Twine Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1933, constituant en corporation: Nathaniel-Leonard Rappaport, Marcel Bernstein, tous deux avocats, Philippe Garonce, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, troquer, négocier, importer, exporter, commercer, en gros et détail, toutes sortes de papier, ficelle, fournitures de papier, serviettes, fournitures pour bouchers, papeterie, allumettes, balais, vadrouilles, épiceries et toutes et aucunes marchandises y incidentes;

Exercer le commerce de trafiquants, importateurs, exportateurs, commerçants, en gros et en détail, et trafiquants et distributeurs de toutes et aucunes des marchandises sus énumérées, et à cet effet faire aucune et toutes autres choses se rapportant à la marchandise;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

Représenter des agents ou autrement aucuns manufacturiers, distributeurs, commerçants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants en ce qui concerne toutes les marchandises détaillées dans les présentes, et les choses incidentes qui s'y rapportent;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et responsabilités de toutes personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerçait ou qu'elle a droit d'exercer, et les payer en tout ou en partie avec les actions libérées de la présente compagnie;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables

"Montreal Paper & Twine Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1933, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Marcel Bernstein, both advocates, Philip Garonce, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, trade, deal in, import, export, job, wholesale and retail, all kinds of paper, twine, paper supplies, napkins, butcher supplies, stationery, matches, brooms, mops, groceries, and any and all merchandise incidental thereto;

To carry on the business of jobbers, importers, exporters, traders wholesale and retail, and dealers and distributors of any and all of the foregoing merchandise, and to that end to do any and all other things appertaining to the merchandise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

To represent agents or otherwise any manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all of the merchandise hereinabove detailed, and the incidentals thereto appertaining;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell, or otherwise dispose of the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the pur-

pour les fins de son industrie, et particulièrement tous fonds de commerce, machineries, usines et outillage;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

Vendre et aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger ou nommer des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou valeurs ou autrement, aucune des entreprises de cette compagnie, et le commerce ainsi exercé, et garantir la réalisation des contrats par cette corporation ou par toute autre personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Prêter et emprunter au nom de la corporation telles sommes dont la Compagnie a besoin pour l'exploitation de son commerce, et de donner et recevoir des sûretés valables pour garantir le remboursement de telles sommes;

Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire aucune ou toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs à contrat ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire aucune ou toutes les choses susdites, comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Montreal Paper & Twine Company", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1845 Sous-secrétaire de la Province.

"Norlake Mining Corporation—(Sans responsabilité personnelle)".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1933, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, avocat et conseil en loi du Roi, Frank-B. Chauvin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Harold-Earle Walker et Jean Martineau, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Les pouvoirs énoncés dans la section 4 de la Loi des compagnies minières de Québec et tels

pose of its business and in particular any stock in trade, machinery, plant and equipment;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

To sell and dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise any of the undertakings of this company, and the business so carried on, and to guarantee the performance of contracts by this corporation or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

To lend and borrow such sums in the corporate name as may become necessary in the pursuit of the company's business, and to give and receive valid security for the repayment of such sums;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular, by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do any and all of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do any and all of the above things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Paper & Twine Company", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1846–o Assistant Provincial Secretary.

"Norlake Mining Corporation—(No personal liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1933, incorporating: Henry Noel Chauvin, advocate and King's Counsel, Frank B. Chauvin, advocate, both of the city of Montreal, Harold Earle Walker, and Jean Martineau, both advocates and King's Counsels, and of the city of Westmount, and all of the district of Montreal, for the following purposes:

The powers set forth in Section 4 of the Quebec Mining Companies' Act, and such general

pouvoirs généraux que la compagnie est, par la loi, autorisée à exercer;

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces présentes Lettres patentes, savoir:

Que, conformément aux dispositions de la section 6 de la Loi des compagnies minières de Québec, les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle en outre du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Norlake Mining Corporation (Sans responsabilité personnelle)", avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1847 Sous-secrétaire de la Province.

powers as the company may be entitled by law to exercise;

The following provisions are, by request, embodied in these present Letters Patent, to wit:

In accordance with the provisions of Section 6 of the Quebec Mining Companies' Act, that the shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Norlake Mining Corporation (No personal liability)", with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1848—o Assistant Provincial Secretary.

"Northwestern Quebec Prospectors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1933, constituant en corporation: Bernard-J. Cavanagh, David J. Hirst, tous deux prospecteurs, William J. Beetham, essayeur, tous de Rouyn, Qué., dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à miner, extraire, fondrer, affiner, préparer, amalgamer, manufacturer, produire, acheter, vendre ou préparer pour le marché de l'or, de l'argent, du plomb, du cuivre, et toutes sortes de minerais, métaux, substances minérales, et toutes substances ou leurs produits manufacturés et sous-produits;

Chercher, explorer, broyer, extraire, obtenir, acheter, réduire, manipuler et préparer pour le marché du quartz aurifère, ou métal, ou des substances minérales de toutes sortes, qu'elles soient aurifères ou non, et des pierres précieuses, et généralement poursuivre toutes autres opérations métallurgiques que la Compagnie pourrait juger à propos;

Acheter, affiner et faire le négoce de métaux et pierres précieuses et aussi toutes usines, machineries, instruments, commodités, provisions et choses nécessaires à être utilisées et susceptibles d'être employées en rapport avec des opérations métallurgiques ou requises par la Compagnie ou ses employés;

Organiser et envoyer toute expédition ou expéditions, livrer à des recherches attentives, examiner, explorer, acheter, louer ou autrement acquérir des fermes, mines, droits miniers, minerais, droits de mine ou autres, terrains ou propriétés dont on peut hériter, tel que susdit, et payer les dépenses, honoraires, frais et charges y attachés et ceux de tous agents, experts en mine, aviseurs légaux et de chaque et toutes autres personnes dont la Compagnie a besoin pour telles fins;

Acheter, prendre à bail, piqueter, localiser ou autrement acquérir au nom de la Compagnie ou au nom ou noms de toute autre personne ou personnes que la Compagnie peut nommer, aucune mine, mines, droit ou droits miniers, le droit ou les droits de couper du bois ou du bois de charpente, terrains ou biens de toute autre nature similaire, ou aucun intérêt en iceux et assumer et payer et acquitter toute réclamation ou charge y attachée, et les vendre, en faire le négoce ou autrement en disposer;

"Northwestern Quebec Prospectors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1933, incorporating: Bernard J. Cavanagh, David J. Hirst, both Prospectors, William J. Beetham, Assayer, all of Rouyn, Que., for the following purposes:

To carry on the business of mining, quarrying, smelting, refining, dressing, amalgamating, manufacturing, producing, buying, selling or preparing for market gold, silver, lead, copper, and all sorts of ores, metals, mineral substances, and all substances or manufactured products and by-products of the same;

To search for, explore, crush, win, get, purchase, reduce, manipulate and prepare for the market auriferous quartz or metal, or mineral substances of all kinds, whether auriferous or otherwise, and precious stones, and generally to carry on any other metallurgical operations which the company may decide upon;

To buy, refine and deal in precious metals and precious stones and also any plants, machinery, implements, conveniences, provisions and things necessary to be used and capable of being used in connection with metallurgical operations or required by the company or its employees;

To fit out and despatch any expedition or expeditions, to investigate, examine, explore, purchase, lease or otherwise acquire farms, mines, mineral claims, mineral ores, mining or other rights or claims, lands or hereditaments as aforesaid and pay the expenses, fees, costs and charges therefor and of any agents, mining expert, solicitor and any and all other persons whose services the company may use for such purposes;

To purchase, take on lease, stake, locate or otherwise acquire in the name of the company or in the name or names of any other person or persons whom it may appoint, any mine, mines, mining claim, mining claims, right or rights to cut either wood or timber, lands or property of any other similar nature or kind, or any interest therein and to assume and pay and discharge any claim or charge that may be existing thereagainst, and sell, deal in or otherwise dispose of the same;

Acheter ou louer au comptant, ou partiellement au comptant et partiellement à crédit, et partie pour des actions ou à crédit, ou pour des actions, ou de toute autre manière quelconque et aux termes qui sembleront convenables, aucune ou toutes mines, droit ou droits miniers, ou biens de nature minière ou autrement, aux termes et conditions que la compagnie pourra décider;

Acheter, louer ou autrement acquérir, construire, exploiter, exécuter, maintenir et améliorer, gérer, travailler, contrôler et surveiller des aqueducs, fournaises, opérations de douane, travaux hydrauliques, travaux électriques, machines volantes, avions, aérodromes, boutiques et tous autres édifices, ou tout autre outillage, usine ou machinerie qui sembleront nécessaires ou avantageux à la compagnie et contribuer, ou autrement prendre part à toutes telles opérations ou les subventionner;

Payer tous biens ou commerce en actions soit entièrement ou partiellement acquittées comme pourra le décider la Compagnie, ou en débentures ou débenture, ou en actions privilégiées de la Compagnie, ou en argent, ou partie en actions ou débentures ou débenture, ou actions privilégiées, et partie en argent ou partie à crédit ou autrement, et pour cela émettre des billets promissoires;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder à titre de propriétaire, vendre, céder et transporter et faire le négoce de et avec des effets, articles, marchandises de tous genres et descriptions;

Agir pour des individus, firmes ou corporations comme agents de placement d'argent dans des actions ou contre des garanties de même nature, qui peuvent faire l'objet du négoce, aux fins de conduire et exploiter des opérations minières ou pour faire l'acquisition de propriétés minières ou autrement;

Acheter, acquérir, détenir, vendre et trafiquer de terrains ou d'aucun droit ou intérêt en iceux, et les subdiviser, développer, cultiver, affermer et autrement les améliorer et les utiliser, et vendre et disposer de tout bois de construction sur les terrains acquis par la compagnie;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans les limites de la Province de Québec, sous le nom de "Northwestern Quebec Prospectors, Limited".

Le capital -actions de la compagnie projetée consiste en neuf mille cinq cents (9,500) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, sujet à augmentation de ce capital-actions en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec; pourvu, toutefois, que les dites actions soient émises et réparties pour un montant n'excédant pas dix dollars ($10.00) par action et pouvu que le montant total pour répartition des dites actions n'excède pas quatre-vingt-quinze mille dollars ($95,000.00).

Le capital-actions de la compagnie est divisé en neuf mille cinq cents (9,500) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre-vingt-quinze mille dollars ($95,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, dans le district de Témiscamingue, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1849 Sous-secrétaire de la Province.

To purchase or lease for cash, or partly for cash and partly on credit, for stock, and partly on credit for cash, and partly for stock or on credit, or for stock, or otherwise in any manner and on any terms it may see fit, any mine or mines, mineral claim or mineral claims, or property of a mining nature or otherwise, upon such terms and conditions as the company may decide;

To purchase, lease, or otherwise acquire, construct, operate, carry out, maintain and improve, manage, work, control, and superintend aqueducts, furnaces, custom works, hydraulic works, electrical works, flying machines, aeroplanes, aerodromes, shops and any other buildings, or such other equipment, plant or machinery which the company may deem necessary and advantageous to it and to contribute to, subsidize or otherwise take part in any such operations;

To pay for any property or business in shares either wholly or partly paid up as the company may decide, or debentures, or debenture, or preference stock of the company, or in money, or partly in shares or debentures or debenture, or preference stock, and partly in money or partly on credit or otherwise, and to issue promissory notes therefor;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, hold, own, sell, assign and transfer and trade and deal in and with goods, wares, merchandise of every class and description;

To act as agents for the investment by individuals, firms or corporations of moneys in stocks or upon securities of a similar nature to that in which the company is capable of dealing for the conduct and carrying on of mining operations or for the acquisition of mining properties or otherwise;

To buy, acquire, hold, sell and deal in lands or any right or interests therein, and to subdivide, develop, cultivate, farm and otherwise improve and utilise the same, and sell and dispose of any timber on the lands acquired by the company;

The operations of the company to be carried on within the boundaries of the Province of Quebec, under the name of "Northwestern Quebec Prospectors, Limited".

The capital stock of the proposed company is to consist of nine thousand five hundred (9,500) common shares without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the Quebec Companies' Act; provided, however, that the said shares may be issued and allotted for a consideration not exceeding ten dollars ($10.00) per share and provided that the aggregate consideration for the allotment of the said shares shall not exceed ninety five thousand dollars ($95,000.00).

The capital stock of the company is divided into nine thousand five hundred (9,500) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ninety five thousand dollars ($95,000.00).

The head office of the company will be at Rouyn, in the district of Temiscaming, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1850–o Assistant Provincial Secretary.

"Plumbing Protection and Service Association, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1933, constituant en corporation: Alban Desrosiers, gérant, Joseph-James Harold, John-William Long, tous deux avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les commerces respectifs de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs, et agents généraux pour appareils et fournitures de plomberie et de sanitation, systèmes et appareils de chauffage et de ventilation, tuyaux, accessoires, appareils; et entrepreneurs et agents généraux pour la réparation de systèmes de chauffage, de lumière, à gaz ou à l'eau;

Exercer le commerce (en gros et en détail) d'importateurs, exportateurs et manufacturiers et négociants et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et genres de commodités et choses, y compris, mais sans limiter la généralité des objets susdits, des métaux dans tous leurs degrés du minerai brut au produit fini, et tous produits ou choses produites ou manufacturées en tout ou en partie du métal ou de ses produits, produits chimiques, produits de la ferme, de la forêt, de carrière et de mine ou de la mer, des lacs et rivières et tous produits manufacturés, développés ou produits des produits et commodités susdits;

Exercer les opérations qui consistent à miner, fondre, mettre en moule, forger, corroyer, étamer, galvaniser, émailler, enduire et plaquer les métaux, et à fabriquer, acheter, vendre, négocier et prendre des contrats pour la fabrication, la vente, l'achat et l'échange de métal en feuille et d'articles faits en tout ou en partie du dit métal, articles émaillés sur métaux en feuille ou autres; ustensiles de cuisines et domestiques et ornements faits de ou sur métal d'aucune et toutes sortes; fournitures de maison et ameublements, consistant en articles émaillés, estampés, galvanisés et autres articles sur fer, acier, étain ou aucun autre métal ou substance, et tous articles faits de ou sur métal ou autres substances, y compris la faïence, porcelaine, poterie et verrerie, et miner, manufacturer, vendre, acheter et généralement faire le commerce de matériaux utilisés dans la fabrication d'aucun des articles ci-dessus décrits, ou dans aucun commerce similaire à icelui ou s'y rapportant;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre sur droit régalien ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder comme propriétaire, introduire et vendre, céder, louer ou permettre sur droit régalien ou autrement, ou autrement disposer d'aucun droit d'auteur ou droits d'auteur, sur aucune œuvre littéraire ou autre susceptible d'avoir un droit d'auteur;

Acquérir et détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par aucune compagnie constituée en corporation ou exerçant un commerce en n'importe quel endroit et des débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs, émis ou garantis par aucun gouvernement, commissaires, corps public ou autorité, suprême, municipale, locale ou autrement, soit au Canada ou ailleurs; acquérir toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou valeurs, par souscription originale, soumission, achat, échange ou autrement, et les souscrire, soit conditionnellement ou autrement, et en garantir la souscription, et exer-

"Plumbing Protection and Service Association, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1933, incorporating: Alban Desrosiers, manager, Joseph James Harold, John William Long, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the respective businesses of plumbers, manufacturers, contractors and general agents for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus; and contractors and general agents for repairs to heat, light, gas or water systems;

To carry on the business (both wholesale and retail) of importers, exporters and manufacturers of and dealers in and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of commodities and things, including, but without limiting the generality of the foregoing, metals in all their stages from ore to the finished product, and all products or things produced or manufactured in whole or in part from metal or the products thereof, chemicals, products of agriculture, the forest, quarry and mine or the sea, lakes and rivers and all products manufactured, developed or produced from the products and commodities aforesaid;

To carry on the business of mining, smelting, casting, forging, rolling, tinning, galvanizing, enamelling, coating and plating of metals, and of manufacturing, buying, selling, dealing in and contracting for the manufacture, sale, purchase, and exchange of sheet metal and of articles made wholly or partly therefrom, enamelled wares on sheet and other metals; kitchen and household wares and ornaments made from and upon metal of any and every kind; household furniture and furnishings, consisting of enamelled, stamped, galvanized and other wares on iron, steel, tin or any other metal or substance, and all articles made of or upon metal or other substance, including crockery, china, pottery and glassware, and to mine, manufacture, sell, buy and generally deal in all materials used in the manufacture of any of the above-described wares, or in any business similar thereto or connected therewith;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose of any copyright or copyrights, in any literary or other work capable of being copyrighted;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities, issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere; to acquire any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities, by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise, and to subscribe for the same either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof, and to exercise and enforce all

cer et donner force de loi à tous droits et pouvoirs conférés par la propriété d'iceux ou qui lui sont incidents;

Exercer, soit comme manufacturier ou autrement, un commerce qui peut être exercé, directement ou indirectement, en rapport avec les fins de la compagnie, ou qui peuvent lui bénéficier ou lui être profitables;

Employer des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre des ordres et vendre la marchandise de la compagnie;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées;

Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites ou toutes autres marchandises, à base de commission ou autrement;

Emettre des reçus, négociables ou autrement, pour des marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Demander, maintenir, enregistrer, louer, acquérir et détenir ou vendre, arrenter ou autrement disposer et octroyer des permis ou autrement faire valoir tous brevets d'invention, améliorations ou procédés, marques de commerce, noms de commerce et leurs semblables, nécessaires à aucune des fins de la compagnie ou pouvant lui être de quelque bénéfice;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires, et administrer et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou personne ou personnes;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée et en particulier pour l'achat d'actions dans aucune autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Acquérir par achat ou autrement les actions de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable au commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, acquérir et entreprendre aucune autre entreprise et industrie analogue en tout ou en partie à celle de la compagnie, avec ensemble son usine, fonds de commerce, clientèle, franchises et biens de toutes sortes et responsabilités; exercer tout autre commerce que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec aucun des objets susdits ou susceptible d'augmenter, directement ou indirectement, la valeur ou faciliter la réalisation ou rendre profitable aucun des biens ou droits ou entreprises de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens ou entreprise de la compagnie, ou aucune partie

rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof;

To carry on any business whether manufacturing or otherwise, which may be carried on directly or indirectly in connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto;

To employ agents, travellers and commission merchants to take orders and to sell the company's merchandise;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies;

To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise or any other merchandise, on commission basis or otherwise;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may have business relations;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of inventions, improvements or processes, trade marks, trade names and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company;

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to manage and perform any contracts undertaken by any such company or corporation or by any such person or persons;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined and particularly in the purchase of stock in any other company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To acquire by purchase or otherwise the shares of any other company carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, to acquire, to undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock-in-trade, good-will, franchises and assets of all kinds and liabilities; to carry on any other business which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value or to facilitate the realization of or render profitable any of the company's property or rights or undertakings;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect; and to appropriate any of the company's shares and bonds, assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any

d'iceux, pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et accepter de l'argent, actions, obligations, débentures, titres ou valeurs de toute autre compagnie en paiement total ou partiel d'iceux;

Émettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de tous biens ou droits qui peuvent être acquis par, ou pour tous services rendus, ou pour aucun travail fait pour la compagnie ou en ou pour le paiement ou satisfaction de dettes et engagements contractés envers la compagnie;

Payer les frais, charges et dépenses encourus lors de l'organisation, la promotion et l'incorporation de la compagnie, et rémunérer aucune personne, firme ou compagnie pour services rendus en rapport avec icelles, et approprier et utiliser pour telles fins aucune des obligations, débentures et biens et actions dans le capital de la compagnie en général;

Se fusionner ou conclure des conventions pour le partage des profits, la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou entreprenant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou des transactions que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou une industrie ou des transactions susceptibles d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et de prêter des fonds à cette personne, firme ou compagnie, de garantir ses contrats ou d'autrement l'aider, et de prendre, autrement acquérir et détenir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et les vendre, ou autrement en disposer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exhibition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses autorisées par les présentes soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents;

part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment, or part payment thereof;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment, for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered, or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To pay the necessary costs, charges, and expenses of organizing, promoting and incorporating the company, and to remunerate any person, firm or company for services rendered in connection therewith, and to appropriate and use for such purposes any of the bonds, debentures and assets and shares in the company's capital generally;

To amalgamate with or enter into any agreement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell or otherwise deal with the same;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

It is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon, or in reference to such contract or transaction;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

Faire toutes telles choses qui peuvent être nécessaires à l'exécution des objets susdits ou aucun d'eux;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne seront limités ou restreints en aucune manière par induction ou par déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Plumbing Protection and Service Association, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de mille dollars ($1,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1851 Sous-secrétaire de la Province.

"Scheffer's, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1933, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw et Joseph Dainow, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et descriptions d'effets, articles et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations exerçant un commerce similaire en tout ou en partie à celui de cette compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou genre, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations encourues ou à être encourues relativement aux fins et objets de la compagnie;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Scheffer's, Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1853 Sous-secrétaire de la Province.

"Silas Realty & Investment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1933, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi du Roi, Saul Hayes, tous deux de Westmount, Frank Melvin Godine, de Montréal, ces deux derniers avocats, dans les buts suivants:

To do all such things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Plumbing Protection and Service Association, Limited".

The capital stock of the company is divided into two hundred (200) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand dollars ($1,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1852–o Assistant Provincial Secretary.

"Scheffer's, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1933, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw and Joseph Dainow, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations carrying on business similar in whole or in part to that of this company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business, under the name of "Scheffer's, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1854–o Assistant Provincial Secretary.

"Silas Realty & Investment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1933, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, Saul Hayes, both of Westmount, Frank Melvin Godine, of Montreal, these last two advocates, for the following purposes:

Faire un commerce d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour l'achat, la vente, la location, la gestion et l'administration de propriétés immobilières et charger une commission pour ses services;

Achdter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier les immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; cultiver aucun de ces immeubles et vendre ou disposer de leurs produits;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le pret, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts et dividendes, hypothèques, obligations, débentures ou autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et autres choses semblables;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions reciproques ou pour d'autres fins similaires, avec tout gouvernement, autorité, municipale ou locale, ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant tout commerce ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir les contrats, soit avec ou sans garantie, et faire des prets d'argent ou autrement aider toute personne, firme ou compagnie se chargeant de bâtir ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à telle personne, firme et compagnie et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou autres charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou de tous argents dus à la compagnie par les acheteurs, ou des deniers avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de constructions ou autres améliorations;

Acquérir par achat, location ou autrement ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des franchises, biens, droits et obligations de toute personne, firme et compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement aliéner les propriétés et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour les considérations et aux termes et conditions que la compagnie croira équitables, et en paiement ou paiement partiel accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, titres ou valeurs de toute autre compagnie;

De placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

S'unir avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés acceptables;

Conclure des arrangements avec des autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient fa-

To carry on business as real estate and financial agents and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering immoveable property and charge commission for its services;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; to farm any such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities, or with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this Company, and to guarantee contracts of, either with or without security, and to lend moneys to or otherwise assist any person, firm or company undertaking to build or to improve any property in which the Company is interested, and generally to such persons, firms or companies and upon such termes and conditions as the Company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or other charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or uudertake the whole or any part of the business, franchise, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part of those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To unite with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that

voriser les objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Payer des commissions à toutes personnes, firme et compagnie comme considération d'avoir obtenu ou convenu d'obtenir des souscriptions, soit absolues ou conditionnelles, pour toutes actions de cette compagnie ou de toute compagnie mentionnée ci-dessus;

Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou toute partie des dépenses de, ou incidentes à la formation ou l'organisation d'icelle;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20);

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Silas Realty & Investment Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1855 Sous-secrétaire de la Province.

"Stuart Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Samuel-J. Stuart, ingénieur, Herbert-McRae Miller, artiste, Mendel Segal, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par bail, option, achat, échange ou don, les titres d'aucun terrain capable d'être exploité comme une mine, ou les droits miniers de tel terrain;

Exploiter telles mines ou développer tels terrains qui, en aucune manière, pourraient augmenter, directement ou indirectement la valeur des propriétés de la compagnie ou augmenter les profits de son commerce autorisé et disposer des produits des dites mines ou développements, ou aux mines ou développements eux-mêmes;

Acquérir par contrat, louer, prendre à bail ou acheter telles machineries requises pour le commerce de la compagnie, ou acheter, vendre, faire le commerce et négocier telles machineries ou toutes sortes d'effets, articles et marchandises généralement comme marchands;

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, maritimes ou généraux ou manufacturiers, agents et marchands à commission en général;

Exercer aucun des objets de la compagnie ou la totalité d'entre eux comme principaux ou agents ou en société ou conjointement avec toute autre personne, firme, association ou compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, ou l'union des intérêts avec toute

may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any persons, firm or company in consideration of his or their procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolute or conditional, for any shares in this company or in any such company aforesaid;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Silas Realty & Investment Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1856-o Assistant Provincial Secretary.

"Stuart Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1933, incorporating: Samuel J. Stuart, engineer, Herbert McRae Miller, artist, Mendel Segal, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by lease, option, purchase, exchange or gift, the titles to any land capable of being exploited as a mine, or the mining rights of such land;

To exploit such mines or develop such lands in any way that may directly or indirectly add to the value of the company's property or add to the profits of its authorized business and to dispo e of the products of such mines or developments, or of the mines or developements themselves;

To contract for, lease, hire or purchase such machinery as may be required for the business of the company, or to buy, sell, deal and trade in such machinery or any kinds of goods, wares and merchandise generally as merchants;

To carry on the business of construction, marine or general contractors or manufacturers, agents and commission merchants generally;

To carry out any of the objects of the company or all of them as principals or agents or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To enter into agreements for the sharing of profits or the union of interests with any other

autre personne exploitant, ou sur le point d'exercer tout commerce similaire aux objets de cette compagnie;

Acheter, vendre ou louer des droits de coupe de bois, acquérir par bail, achat, option, échange ou don tous terrains pour y faire l'exploitation du bois qui s'y trouve, et acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de bois brut et préparé et autres produits de la forêt;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou toute partie des biens, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute personne ou compagnie exploitant un commerce semblable au commerce exploité par cette compagnie, et les payer, s'il est jugé à propos, par l'émission d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie;

Souscrire, prendre et détenir des actions, obligations, débentures ou autres valeurs dans toute compagnie;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les hypothéquer ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés être convenables;

Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telles garanties pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fiducie, en vertu des articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de certaines Corporations (chap. 227) ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie, ou gager, ou autrement affecter les propriétés mobilières, ou donner toutes telles garanties, garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débentures aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Solliciter, acheter, louer ou autrement disposer de, ou exploiter et mettre à profit aucune et toutes telles marques de commerce, améliorations, procédés, formules, secrets de commerce, droits, franchises, permis, inventions, arrangements, dispositifs, marques de fabrique, libelles, patrons et modèles, soit garantis en vertu de brevet du Canada ou de tout pays étranger ou de toute autre manière;

Exploiter et conduire tout autre commerce susceptible d'être avantageusement exploité en rapport avec le commerce de la compagnie ou qui peut augmenter directement ou indirectement la valeur des propriétés de la compagnie et les profits de son commerce autorisé;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie ou toute partie d'icelles pour telle considération que la compagnie jugera à propos;

Acquérir par achat, location, échange, donation, concession ou autre titre légal et posséder, détenir ou hypothéquer, disposer et vendre les propriétés immobilières et édifices de toutes sortes et de toute description, et ériger des édifices et constructions sur lesdites propriétés immobilières;

Exploiter tous ou aucun des commerces de manufacturiers et marchands en gros et en détail,

person carrying on, or about to carry on, any business similar to the objects of this company;

To buy, sell or lease timber rights, to acquire by lease, purchase, option, exchange, or gift, any lands for the exploitation of the timber thereon, and to buy, sell, import, export, and deal in raw and dressed lumber and other forest products;

To purchase or otherwise acquire all or any part of the assets, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on business similar to the business carried on by this company, and to pay for the same, if desired, by the issue of fully paid and non-assessable shares in the capital stock of the company;

To subscribe for, take and hold shares, bonds, debentures or other securities in any company;

To borrow money upon the credit of the company, issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantees for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge abovementioned, by trust deed, in accordance with Sect. 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (chap. 227) or in any other manner;

To hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge, or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

To apply for, purchase, lease or otherwise dispose of or turn to account and profit any and all such trade-marks, improvements, processes, formulae, trade secrets, rights, franchises, licenses, inventions, contrivances, appliances, brands, labels, patterns and models, whether secured by patent in Canada or in any foreign country or in any other manner;

To carry on and conduct any other business which may be capable of being profitably carried on in connection with the business of the company or which may, directly or indirectly, add to the value of the company's property and the profits of its authorized business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may see fit;

To acquire by purchase, lease, exchange, gift, concession or other legal title, and to own, hold, hypothecate, dispose and sell immoveables and buildings of every kind and description, and to erect buildings and structures upon the said immoveables;

To carry on all and any of the businesses of manufacturers and wholesale and retail mer-

importateurs, exportateurs généralement de toutes sortes de produits et marchandises, sans aucune restriction, sous le nom de "Stuart Development Company, Limited", avec un capital-total de quarante-neuf mille neuf cents dollars, ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1857 Sous-secrétaire de la Province.

"Styles, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman, tous deux avocats, A. Hyman Mettarlin, notaire public, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. (*a*) Exercer principalement le commerce de vêtements pour dames, en gros et en détail et acheter et vendre et manufacturer toutes sortes de prêts-à-porter, lingerie et confections et leurs accessoires pour dames et faire le commerce de vêtements, habillements propres au marché et toutes autres choses y relatives, et faire le commerce de lainages et soieries et toutes sortes d'effets et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie;

(*b*) Acquérir, acheter, détenir, vendre, disposer de, fournir, manufacturer et produire toutes sortes d'effets, articles et marchandises se rapportant ou appartenant ou étant incident au commerce ou aucune partie du commerce susdit;

(*c*) Importer, distribuer, exporter, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de vêtements prêts-à-porter, chapeaux, vêtements, habillements, et autres choses nécessaires aux hommes et femmes, toutes sortes de marchandises sèches et articles de fantaisie, garnitures et articles alliés;

2. Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites, ou toutes autres marchandises;

3. Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, ou tout risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenable;

4. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

5. Exercer toute autre industrie, soit comme fabricants, négociants, marchands ou autrement, qui semblera convenable à la compagnie ou de nature à être exercée;

6. Acquérir, assumer toute ou aucune partie du commerce, propriété et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

7. Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies aux fins d'acquérir tous ou aucun des biens et engagements de la compagnie ou pour aucune fin qui semblera devoir

chants, importers, exporters, generally, of all kinds of products and merchandise, without any restriction, under the name of "Stuart Development Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1858—o Assistant Provincial Secretary.

"Styles, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1933, incorporating: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman, both advocates, A. Hyman Mettarlin, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To carry on principally the business of ladies' wear, wholesale and retail and to buy and sell and to manufacture all kinds of ladies' ready-to-wear, lingerie and millinery and the accessories thereof and to deal in generally all marketable wear, clothing and in all other things appertaining to the same, and to deal generally in woollens and silks and all kinds of goods and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company;

(*b*) To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all nature of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business as aforesaid;

(*c*) To import, distribute, export, manufacture, buy and sell all kinds of men's and women's ready-to-wear garments, hats, wearing apparel, clothing, furnishings, all kinds of dry goods, and fancy goods, trimmings and kindred articles;

2. To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise;

3. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

4. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company, to hold, sell or otherwise dispose of same;

5. To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers, dealers or otherwise, which may seem to the Company convenient or capable of being carried on;

6. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carried on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

7. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any purpose which may seem di-

profiter, directement ou indirectement à la compagnie et garantir le paiement du principal de tous dividendes et intérêt sur les actions, titres, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

8. Acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, acquérir ou disposer d'aucune manière toute propriété immobilière que la présente compagnie considèrera nécessaire ou utile pour exercer son commerce;

9. Aider et aider à prélever des deniers et aider par voie de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autrement toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

10. Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "Styles, Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1859 Sous-secrétaire de la Province.

directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

8. To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

9. To aid and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

10. To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable, under the name of "Styles, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1860–o Assistant Provincial Secretary.

"Williams Shoes, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1933, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson et Théodore Herzl Shapiro, tous avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de détailliants et manufacturiers et marchands de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et marchandises en cuir de toutes sortes, et toutes choses y relatives en cuir et autres matériels, et manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous tels effets, articles et marchandises, et tous effets, articles et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés conjointement avec iceux;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturier, négociant, vendeur ou autrement, qui semble devoir être convenablement exercé ou nécessaire à la compagnie;

Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou chacune des marchandises susdites ou toute autre marchandise, à base de commission ou autrement;

Pour les fins de la compagnie, accepter, prendre à bail ou en échange et autrement acquérir toutes propriétés réelles, ou personnelles, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, et faire valoir, en disposer ou les approprier autrement;

Acquérir, assumer toute ou aucune partie du commerce, propriété et droit de toute personne, personnes, firme et corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des inté-

"Williams Shoes, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1933, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson and Theodore Herzl Shapiro, all advocates, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of retailers and manufacturers of and dealers in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, and all things incidental thereto of leather and other materials, and to manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all such goods, wares and merchandise, and all goods, wares and merchandise which can advantageously be manufactured, sold and dealt in inconjunction therewith;

To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers or otherwise, which may seem to the company convenient or capable of being carried on;

To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise or any other merchandise, on commission basis or otherwise;

For the purposes of the company to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal in the same;

To acquire, take over the whole or any part of the business, property and right of any person, persons, firm and corporation carrying on any business which this present company carried on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests,

rêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie;

Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie, corporation, individu ou association ou par toute telle personne ou personnes;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière déterminée de temps à autre, et particulièrement pour l'achat du capital de toute autre compagnie, sous le nom de "Williams Shoes, Ltd.", avec un capital total de ving mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1861 Sous-secrétaire de la Province.

co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds, and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined, and particularly in the purchase of stock in any other company, under the name of "Williams Shoes, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1862–o Assistant Provincial Secretary.

Lettre Patente Supplémentaire

"Canadian Corporations, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de mars 1933, à la compagnie: "Canadian Corporations, Limited", ratifiant un Règlement de la compagnie réduisant son capital comme suit, à savoir:

Que le capital-actions autorisé et en cours de cette compagnie soit et il est par les présentes réduit de quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair à deux mille trois cent cinquante (2,350) actions sans valeur nominale ou au pair par la cancellation de mille six cent cinquante (1,650) actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel, sans valeur nominale ou au pair, les dites actions à être ainsi cancellées étant de neuf cents (900) actions actuellement enregistrées au nom de la "Southern Cross Corporation", 300 actions actuellement enregistrées au nom de Gordon-W. Scott, 300 actions actuellement enregistrées aux noms conjoints de la Montreal Trust Company, R. C. McMichael et Ruth-L. Common et 150 actions actuellement enregistrées au nom de Wilbert-H. Howard, auquels actionnaires

Supplementary Letter Patent

"Canadian Corporations, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1933, to the company: "Canadian Corporations, Limited", confirming a By-Law of the company reducing its capital as follows, to wit:

That the authorized and outs anding share capital of this company be and it is hereby reduced from four thousand (4,000) shares without nominal or par value to two thousand three hundred and fifty (2,350) shares without nominal or par value by the cancellation of one thousand six hundred and fifty (1,650) fully paid and non-assessable shares without nominal or par value, the said shares so to be cancelled being nine hundred (900) shares now registered in the name of Southern Cross Co poration, 300 shares now registered in the name of Gordon W. Scott, 300 shares now registered in the joint names of Montreal Trust Company, R. C. McMichael and Ruth L. Common and 150 shares now registered in the name of Wilbert H. Howard, to which registered shareholders shall be paid the sum of

enregistrés sera payée la somme de cinq dollars ($5.00) pour chacune de leurs actions respectives à être ainsi cancellées, sur livraison à cette compagnie de certificats représentant les dites actions à être ainsi cancellées, lesquels certificats et les actions y représentées seront cancellés immédiatement après telle livraison.

Le capital avec lequel la compagnie exercera à l'avenir son commerce est de onze mille sept cent cinquante dollars ($11,750).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1863 Sous-secrétaire de la Province.

five dollars ($5.00) in respect of each of their respective shares so to be cancelled, upon the surrender to this company of certificates representing the said shares so to be cancelled, which certificates and the shares represented thereby shall be cancelled forthwith upon such surrender.

The capital with which the company shall hereafter carry on business shall be eleven thousand seven hundred and fifty dollars ($11,750).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1864—o Assistant Provincial Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. H.-G. CARROLL.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 51 et 78 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, changer les époques auxquelles les termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit doivent être tenus;

ATTENDU qu'il est opportun d'augmenter le nombre des termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit dans le district d'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions des articles 51 et 78 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons comme suit:

1. Que les termes et séances de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit pour le district d'Abitibi sont et seront tenus, à l'avenir, le deuxième mardi des mois de février, avril, mai, octobre et décembre de chaque année et les trois jours suivants, les affaires de la Cour Supérieure ayant préséance sur celles de la Cour de Circuit.

2. Que la proclamation du mois d'août 1925, concernant les termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit dans le district d'Abitibi, soit révoquée.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS under the provisions of articles 51 and 78 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, Chapter 145), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, change the times at and during which the terms of the Superior Court and of the Circuit Court shall be held;

WHEREAS it is expedient to increase the number of terms of the Superior Court and of the Circuit Court in the District of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of articles 51 and 78 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, Chapter 145), We have enacted and ordered and by these presents enact and order as follows:

1. That the terms and sittings of the Superior Court and of the Circu t Court, for the district of Abitibi, be and shall, in future, be held on the second Tuesday of the months of February, April, May, October and December of each year and the three following days, the affaires of the Superior Court having precedence over those of the Circuit Court.

2. That the proclamation of the month of August, 1925, respecting the terms of the Superior Court and of the Circuit Court in the district of Abitibi, be repealed.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, dans Notre dite Province, ce HUITIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-troisième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

1885–o Sous-secrétaire de la Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and thirty three and in the twenty third year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,

1886 Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-118382. Dame Mary Michel, épouse commune en biens de Habib (*alias* Philippe) Michel, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Habib (*alias* Philippe) Michel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18ème jour de mars 1933.

Montréal, 18 mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1887 JOSEPH HELAL.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 5992. Dame Marie Sheehy, épouse commune en biens de Ulderic Simard, hôtelier, de Jonquière, demanderesse; vs Ledit Ulderic Simard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 21ième jour de mars, 1933.

Chicoutimi, 21 mars, 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1931–o CHS.-ED. CHAYER.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-118382. Dame Mary Michel, wife common as to property of Habib (*alias* Philippe) Michel, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Habib (*alias* Philippe) Michel, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 18th., 1933.

Montreal, March 18th., 1933.

JOSEPH HELAL,

1888–o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5992. Dame Marie Sheehy, wife common as to property of Ulderic Simard, hotelkeeper, of Jonquière, plaintiff; vs the said Ulderic Simard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st day of March, 1933.

Chicoutimi, March 21st, 1933.

CHS. ED. CHAYER,

1932–o Attorney for plaintiff.

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant le changement de nom du cercle agricole de la mission de Notre-Dame-de-Palmarolle, comté d'Abitibi.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise le changement de nom du cercle agricole de la mission de Notre-Dame-de-Palmarolle, comté d'Abitibi, en celui e "Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-Palmarolle" conformément à l'article 5, chapitre 55 des S. R. Q., 1925.

Le sous-ministre de l'agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 21 mars 1933. 1883–o

AVIS PUBLIC.

Concernant le changement de nom du cercle agricole des cantons unis de Normandin et Albanel, comté de Roberval.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise le changement de nom du cercle agricole des cantons unis de Normandin et Albanel, comté de Roberval, en celui de "Cercle agricole de la paroisse de Normandin" conformément à l'article 5, chap. 55 des S. R. Q., 1925.

Québec, le 21 mars 1933.

Le sous-ministre de l'agriculture,

1903—o J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Respecting the change of name of the Farmers' Club of the Mission of Notre Dame de Palmarolle, county of Abitibi.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the change of name of the Farmers' Club of the Mission of Notre Dame de Palmarolle, county of Abitibi, to that of "Farmers' Club of the parish of Notre Dame de Palmarolle" pursuant to article 5, chapter 55 of the R. S. Q., 1925.

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, March 21, 1933. 1884

PUBLIC NOTICE.

Respecting the change of name of the Farmers' Club of the United Townships of Normandin and Albanel, county of Roberval.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the change of name of the Farmers' Club of the United Townships of Normandin and Albanel, county of Roberval, to that of "Farmers' Club of the parish of Normandin" pursuant to article 5, chap. 55 of the R. S. Q. 1925.

Quebec, March 21st., 1933.

J. ANTONIO GRENIER,

1904 Deputy Minister of Agriculture.

Avis divers

Canada, province de Québec, municipalité de Saint-Thomas d'Aquin, comté de Roberval.

Avis public est par le présent donné par le soussigné représentant de la compagnie Téléphonique, division du Lac Bouchette, comté de Roberval, que les directeurs, par une résolution passée le 21ième jour de janvier 1933, déclare que la compagnie "Quebec Pulp & Paper Corporation" sera traitée à l'avenir comme abonné et sujet au tarif applicable au public et de plus que le nom de la compagnie "Quebec Pulp & Paper Corporation" est biffé de la liste des actionnaires de la compagnie Téléphonique, division du Lac Bouchette.

Donné ce 17ème jour de mars 1933.

LA CIE COOPERATIVE TÉLÉPHONIQUE,
Division du Lac Bouchette.

Le président,
JOSEPH BOUCHARD.

Le secrétaire-trésorier,
1869—12-2-o JEAN THIBAULT.

LOI DE SEIGNEURIES

Avis est par le présent donné que, par acte passé en la cité de Montréal, le 11 mars 1933, par devant Maître Horace Melançon, notaire public, sous le numéro 1361 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement de Saint-Pascal, comté de Kamouraska, sous le numéro 50758, le 14 mars 1933, Monsieur Jean-Charles Letellier de Saint-Just, de la cité d'Ottawa, Ont. a vendu à Monsieur Antoine-C. Taschereau, de la cité de Québec, Qué. soussigné, les cens et rentes de la Seigneurie "de la Bouteillerie" (Rivière Ouelle) comté de Kamouraska.

Québec, le 20 mars 1933.

1871—o ANTOINE-C. TASCHEREAU.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La Compagnie "Lake Electric Corporation", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Armand, dans le comté de Missisquoi, province de Québec (R. R. No 1) "Walter Hill Bldg.".

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Anatole Gaudet, avocat, Conseil en loi du Roi, de la ville de Farnham, dite province de Québec.

Québec, le 14 mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1865—o Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, Municipality of Saint Thomas d'Aquin, county of Roberval.

Public notice is hereby given by the undersigned, representatives of "La Compagnie Téléphonique, division du Lac Bouchette", county of Roberval, that its Directors, by resolution passed on the 21st. day of January, 1933, declare that the company Quebec Pulp & Paper Corporation will in future be treated as a subscriber and subject to the tariff applicable to the public and moreover, that the name of the company Quebec Pulp & Paper Corporation has been struck off the list of the shareholders of "La Compagnie Téléphonique, division du Lac Bouchette".

Given this 17th day of March, 1933.

LA CIE COOPERATIVE TELEPHONIQUE,
Division du Lac Bouchette.

JOSEPH BOUCHARD,
President.

JEAN THIBAULT,
1870—12-2 Secretary-Treasurer.

THE SEIGNIORIES' ACT.

Notice is hereby given that, by deed passed in the city of Montreal, on the 11th. of March, 1933, before Maître Horace Melançon, notary public, under number 1361 of his minutes and registered at the Registry Office of Saint Pascal, county of Kamouraska, under number 50758, on the 14th. of March, 1933, Mr. Jean Charles Letellier de Saint Just, of the city of Ottawa, Ont., has sold to Mr. Antoine C. Taschereau, of the city of Quebec, Que., undersigned, the "cens et rentes" of the Seigniory "de la Bouteillerie" (Riviere Ouelle), county of Kamouraska.

Quebec, March 20th., 1933.

1872 ANTOINE C. TASCHEREAU.

Companies authorized to do business

The company "Lake Electric Corporation", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Saint-Armand, in the county of Missisquoi, Province of Quebec (R. R. No. 1) "Walter Hill Bldg.".

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Anatole Gaudet, advocate, King's Counsel, of the town of Farnham, said Province of Quebec.

Quebec, March 14th., 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1866 Assistant Provincial Secretary.

Compagnie dissoute

La Compagnie "SLEEPER & AKHURST, LIMITED".

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Sleeper & Akhurst, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de cette Province, en date du 21 juillet 1920, et ayant sa principale place d'affaires à Coaticook, Québec, est dissoute, conformément à l'article 19 S. R. Q., 1925, chapitre 225.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1881-o Sous-secrétaire de la Province.

Company dissolved

The Company "SLEEPER & AKHURST, LIMITED".

Notice is hereby given that the Company "Sleeper & Akhurst, Limited" incorporated by Letters Patent of this Province, dated July 21, 1920, and having its head office at Coaticook, Quebec, is dissolved, pursuant to article 19, R. S. Q., 1925, chapter 225.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1882 Assistant Provincial Secretary.

Charte:—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "François Beaudoin & Fils, Limitée", demandera la permission d'abandonner sa charte et s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour ce faire.

"FRANÇOIS BEAUDOIN & FILS, LIMITEE".
Par le président,
ALBERT BEAUDOIN.
Montréal, Qué., 27 février 1933. 1873-o

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait application au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour demander l'autorisation de l'abandon de la charte de "Canadian Model Aircraft, Limited".

Montréal, ce 16 mars 1933.
"Canadian Model Aircraft, Ltd",
Le président,
1911-o R. P. YOUNG.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that the Company "François Beaudoin & Son, Limited", will apply for leave to surrender its charter and will apply for this purpose to the Lieutenant-Governor in Council.

"FRANÇOIS BEAUDOIN & SON, LIMITED".
ALBERT BEAUDOIN,
President.
Montreal, Que., February 27, 1933. 1874-o

Notice is hereby given that the "Canadian Model, Aircraft Limited" will apply to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, March 16, 1933.
"Canadian Model Aircraft, Ltd,
R. P. YOUNG,
1912-o President.

Département de l'Instruction publique

No 848-32.

Québec, le 14 mars 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Ham-Sud, comté de Wolfe, les lots Nos 11-*b*, 12-*a*, 12-*b*, 12-*c*, 12-*d*, 13-*a*, 13-*b* et 13-*c* du rang X du canton de Weedon, et de les annexer à la municipalité scolaire de Weedon-Canton. 1739—11-2-o

No 1301-32.

Québec, le 14 mars 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cawood, comté de Pontiac, les propriétés appartenant à MM. Charles Schroeder, Emile Schroeder et Manard Firobon, portant les Nos 40-*a*, 41-*a*, 42-*a*, 43-*a*, 40-*b*, 41-*b*, 42-*b*, 43-*b*, 44 et 45 du 1er rang du canton de Cawood, et de les annexer à la municipalité scolaire de Aldfield, comté de Pontiac.
1741—11-2-o

Department of Education

No. 848-32.

Quebec, March 14th., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Ham South, county of Wolfe, lots Nos. 11-*b*, 12-*a*, 12-*b*, 12-*c*, 12-*d*, 13-*a*, 13-*b* and 13-*c* of range X of the township of Weedon, and to annex same to the School Municipality of Weedon Township. 1740—11-2

No. 1301-32.

Quebec, March 14th., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Cawood, county of Pontiac, the properties belonging to Messrs Charles Schroeder, Emile Schroeder and Manard Firobon, bearing Nos. 40-*a*, 41-*a*, 42-*a*, 43-*a*, 40-*b*, 41-*b*, 42-*b*, 43-*b*, 44 and 45 of the 1st. range of the township of Cawood, and to annex same to the School Municipality of Aldfield, county of Pontiac. 1742—11-2

Demandes à la Législature

"La Colonie des Vacances des Grèves", association d'ment constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour lui demander de passer une loi incorporant ses membres actuels en une corporation civile avec des pouvoirs spéciaux, et ratifiant et confirmant les actes d'acquisition de ses biens immobiliers et pour autres fins.

Montréal, le 21 mars 1933.

Les procureurs de la Requérante,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.

1901—12-4-o

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, par MM. John H. Fyon, William Archie Gilbery, J. W. Warner et Emile Léger, tous de la Cité de Lachine district de Montréal, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine de façon à prohiber dans la partie ouest de son territoire l'établissement et le maintien de certains commerces et industries et pour autres fins.

Lachine, 27 février 1933.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.

1429—9-4-o

Avis est donné que la Corporation de la Cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session, pour obtenir que le Lieutenant-Gouverneur en son Conseil, approuve son règlement No 292, sur la recommandation de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales, et que ledit règlement entre en vigueur après avoir été ainsi approuvé.

Ledit règlement No 292 a été passé aux fins suivantes:

1. D'autoriser un emprunt de $500,000.00 pour remplacer ou payer $480,733.69 d'obligations émises et $19,266.31 pour Secours Directs;

2. D'autoriser un emprunt de $400,000.00 pour remplacer ou payer partie des obligations devenant dues et échues au cours de la période d'années allant de 1936 à 1945 inclusivement; et

3. D'autoriser un emprunt de $100,000.00 pour payer, jusqu'à concurrence de ce montant, les obligations émises par la Ville de Chicoutimi en faveur du Gouvernement de la Province de Québec, devenant dues et échues le 1er juillet 1940 et le 1er janvier 1943;

Par l'emprunt de $500,000.00 la Cité de Chicoutimi se trouve à reculer l'échéance d'obligations rachetables en 1932, 1933, 1934 et 1935, et à remplacer des obligations récemment émises;

Par l'emprunt de $400,000.00 la Cité de Chicoutimi se trouve à reporter aux années 1953 et suivantes l'échéance d'obligations rachetables dans le cours des années 1936 à 1945 inclusivement;

Par l'emprunt de $100,000.00 la Cité de Chicoutimi pourra payer une partie d'un emprunt du Gouvernement de la Province de Québec, sous l'autorité de la Loi des Habitations Salubres (S. R. Q., 1925, Chapitre 128).

Chicoutimi, le 7 février 1933.

Le maire,
J.-E.-A. DUBUC.
Le greffier,
L.-A. DUSSAULT.

1621—10-4-o

Applications to the Legislature

"La Colonie des Vacances des Grèves", association duly constituted having its head office in the city and district of Montreal, does hereby give notice that it shall apply to the Legislature, during its present session, to ask for the passing of an Act incorporating its present members into a civil corporation with special powers and ratifying and confirming the acquisition deeds of its immoveable property and for other purposes.

Montreal, March 21st., 1933.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Petitioner.

1902—12-4-o

Public notice is hereby given that an application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, by Messrs. John H. Fyon, William Archie Gilbery, J. W. Warner and Emile Léger, all of the city of Lachine, district of Montreal, for the adoption of an act amending the charter of the City of Lachine in order to prohibit in the West part of its territory the establishment and the maintenance of certain trades and industries and for other purposes.

Lachine, February 27th, 1933.

ALPHONSE DECARY,
Solicitor for petitioners.

1430—9-4-o

Notice is given that the Corporation of the City of Chicoutimi, in the County of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for approval by the Lieutenant-Governor in Council, of its By-Law No. 292, on the recommendation of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, and that the said By-Law come into force after having thus been approved.

The said By-Law No. 292 was passed for the following purposes:

1. To authorize a loan of $500,000.00 to replace or pay $480,733.69 of bonds issued and $19,266.31 for Direct Aid;

2. To authorize a loan of $400,000.00 to replace or pay part of the bonds becoming due and maturing in the course of the period of years from 1936 to 1945 inclusively; and

3. To authorize a loan of $100,000.00 to pay, up to said amount, the bonds issued by the Town of Chicoutimi in favour of the Government of the Province of Quebec, becoming due and maturing on the 1st of July 1940 and the 1st of January, 1943;

By the loan of $500,000.00 the City of Chicoutimi will delay the maturing of bonds redeemable in 1932, 1933, 1934 and 1935, and replace bonds recently issued;

By the loan of $400,000.00, the City of Chicoutimi will delay to the years 1953 and following, the maturing of bonds redeemable in the course of the years 1936 to 1945 inclusively;

By the loan of $100,000.00 the City of Chicoutimi will be enabled to pay part of a loan of the Government of the Province of Quebec, under authority of the Workmen's Dwelling Act (R. S. Q., 1925, chapter 128).

Chicoutimi, February 7, 1933.

J. E. A. DUBUC,
Mayor.
L. A. DUSSAULT,
Clerk.

1622—10-4

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Sainte-Madeleine (Outremont) s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi les exemptant de l'application du deuxième alinéa du paragraphe 2 de la section 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, tel que remplacé par la loi 17 George V, chapitre 42, section 2 et ses amendements, afin que leur part des taxes perçues sur la liste neutre de la cité d'Outremont soit établie sans tenir compte du taux de la taxe imposée sur les immeubles des Catholiques.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
1445—9-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners of the School Municipality of Sainte Madeleine (Outremont)will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act exempting them from the application of the second paragraph of sub-section 2 of section 16 of the Act 15 George V, chapter 45, as replaced by the Act 17 George V, chapter 42, section 2 and amendments thereto, so that their share of the proceeds of the Neutral Panel Tax of the city of Outremont be established without taking into account the rate of the tax levied on the immovables belonging to Catholics.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
1446—9-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné que "The Montreal Stock Exchange et The Montreal Curb Market", deux corporations dûment constituées ayant leur principale place d'affaires dans la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec au cours de sa présente Session, pour demander l'amendement de la charte de la cité de Montréal, relativement à la taxe imposée sur les personnes faisant le commerce de courtiers dans les limites de la cité de Montréal.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
1693—11-4-o

Notice is hereby given that "The Montreal Stock Exchange and The Montreal Curb Market", two bodies politic and corporate, having their head-offices in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, in the course of its present Session, for an amendment to the charter of the city of Montreal, respecting the tax levied upon persons carrying on business as brokers within the limits of the city of Montreal.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Applicants.
1694—11-4

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Avis est, par les présentes, donné que "Les Dominicaines du Rosaire", corporation religieuse ayant sa place d'affaires en la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant, comme corporation distincte, sous le nom de "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", leur établissement de Montebello, dans le comté de Labelle, dans le diocèse d'Ottawa, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations ayant une fin spirituelle, religieuse, morale et civile, et notamment:

1. Le droit d'acquérir, louer, aliéner, emprunter, hypothéquer, agir et contracter de toute manière, le tout sous la direction et l'approbation de Son Excellence l'Evêque du diocèse des Trois-Rivières;

2. Le droit de faire et adopter des règles et règlements pour la bonne administration du dit établissement, conformément aux règles et règlements de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire" et sujet à l'approbation du conseil général de cet ordre·

3. Le droit de se nommer des directrices, officières, procuratrices, à être choisies et élues, conformément aux règles de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire", parmi les membres de la dite corporation, ou en dehors, parmi les membres de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire";

4. Le droit de recevoir et d'hospitaliser les enfants pauvres, les vieillards et les prêtres malades et retirés, conformément aux pouvoirs de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire".

Trois-Rivières, le 15 mars 1933.

Pour les requérantes,
1809—11-4-o J.-A. TRUDEL, Agent.

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Notice is hereby given that "Les Dominicaines du Rosaire", a corporation having its place of business in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of a law incorporating, as a separate corporation, under the name of "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", its establishment or orphan-asylum of Montebello, in the county of Labelle, in the diocese of Ottawa, with all the rights, powers, and privileges of corporations having a spiritual, religious, educational, charitable and benevolent purposes, and namely:

1. The right to acquire, rent, transfer, borrow, mortgage, deal and transact in any manner, the whole under the direction and with the approval of His Lordship the Bishop of the diocese of Three Rivers;

2. The right to pass and adopt all rules and by-laws for the management of its said establishment, according to the rules and by-laws of the order of "Les Dominicaines du Rosaire", with the approbation of the general council of the same order;

3. The right to name and appoint all directors, officers, attorneys, to be elected according to the rules and by-laws of "Les Dominicaines du Rosaire" and to be choosen amongst the members of the said corporation, or outside, amongst the members of the order of "Les Dominicaines du Rosaire";

4. The right to receive and grant the hospitality to the poor children, to the old men and to the retired or sick priests, according to the objects of the order of "Les Dominicaines du Rosaire".

Three Rivers, 15th March, 1933.

J. A. TRUDEL, Agent,
1810—11-4-o For the petitioners.

Bureau-chef

"JOHN MILLEN TROIS-RIVIERES, LIMITÉE".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "John Millen Trois-Rivières, Limitée" constituée par Lettre patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 6ième jour de mars 1933, et ayant son bureau-chef à Trois-Rivières, a établi son bureau-chef à 1359 rue Hart, Trois-Rivières, Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 20ième jour de mars 1933.

Le président,
J.-ERNEST MILLEN.

1951

"The McIntyre Realty Company, Limited", a été constituée par lettres patentes émises par le secrétaire d'Etat du Canada, en date du 18ème jour de février 1933, et a son bureau-chef à 751 Place Victoria, en la cité de Montréal.

En foi de quoi, le secrétaire de la compagnie, dûment autorisé à cette fin, a signé cette déclaration, ce 20ème jour de mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,
W. McCONNELL.

1953

Chief Office

"JOHN MILLEN TROIS-RIVIERES, LIMITÉE"

Notice is hereby given that "John Millen Trois Rivières, Limitée" incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec upon the 6th day of March, 1933, and having its Head Office at Three Rivers, has established its Head Office at 1359 Hart Street, Three Rivers, Que.

From and after this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 20th day of March, 1933.

J. ERNEST MILLEN,
President.

1952–o

"The McIntyre Realty Company, Limited", was incorporated by letters patent issued by the Secretary of State of Canada, dated the 18th day of February, 1933, and has its head office at 751 Victoria Square, in the city of Montreal.

In witness whereof, the Company has caused this declaration to be signed by its Secretary-Treasurer, this 20th day of March, 1933.

W. McCONNELL,
Secretary-Treasurer.

1954–o

Minutes de notaire

Québec, le 17 mars, 1933.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Armand Brien, notaire, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph Chevalier, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Sauveur-des-Monts, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph Filiatrault dont feu le notaire Joseph Chevalier était le cessionnaire.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1867—12–5–o

Notarial Minutes

Quebec, March 17, 1933.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Armand Brien, notary, residing and practising in the parish of Saint Sauveur des Monts, district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Chevalier, in his lifetime, notary, residing and practising at Saint Sauveur des Monts, also the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Filiatrault whereof the late notary Joseph Chevalier was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1868—12–5

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 1939. Rose-Alma Côté ET AL., demandeurs; vs Philibert Côté, défendeur; et Emilien Végiard, opposant.

Le 17 mars 1933.

Sur ordre de l'Honorable Arthur Trahan, Juge de la Cour Supérieure, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Philibert Côté, de Saint-Paul d'Abbotsford, défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, pour ce district, à Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans

Rule of Court

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 1939. Rose Alma Côté ET AL., plaintiffs; vs Philibert Côté, defendant; and Emilien Vegiard, opposant.

The 17th of March, 1933.

Upon an Order of Honourable Justice Arthur Trahan, Judge of the Superior Court, rendered this day, following the allegation of insolvency of the said Philibert Côté, of Saint Paul d'Abbotsfort, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now requested to do so in the present cause, at the Office of the Prothonotary of the Superior Court, for this District, at Saint Hyacinthe, within fifteen days from the first publication of the present

la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

Le protonotaire de la Cour Supérieure,
1875—12-2-o A. DELAGE.

notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

A. DELAGE,
Prothonotary of the Superior Court.
1876—12-2

Ratification de titres

SOUS LA LOI DE LIQUIDATION

Province de Québec, District de Terrebonne, No 4627. Dans l'affaire de: La Fromagerie de Saint-Benoit, Inc., en liquidation; et Hermas Perras, liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé chez Hermas Perras, liquidateur de la dite compagnie, 84 Notre-Dame-Ouest, Montréal, un certain acte de vente, passé devant J.-N. Labelle, notaire, le 16ième jour de mars 1933, entre Hermas Perras, liquidateur, et Athanase Plante, de la propriété ci-après décrite:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Benoit, connu comme étant une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt deux (Pt. 282) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Benoit, mesurant un demi-arpent de largeur sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, et borné en front par la rue Sainte-Angèle, en arrière par l'emplacement de L.-J. Fauteux ou ayants-droit, d'un côté à l'est par Jos. Girouard ou ayants-droit, et de l'autre côté à l'ouest par l'emplacement appartenant à Samuel Fauteux ou ayants-droit—ainsi que les bâtisses dessus érigées et toutes les machineries et tout l'outillage servant à l'exploitation de la beurrerie et incorporés à l'immeuble érigé sur ledit lot de terre.

La dite propriété a été en possession, à titre de propriétaire, de la Fromagerie de Saint-Benoît Inc., pendant les trois dernières années.

Le dit acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1925.

Daté à Montréal, ce 21ième jour de mars 1933.

Le liquidateur,
1923—12-2-o HERMAS PERRAS.

Confirmation of titles

UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4627. In the matter of: "La Fromagerie de Saint Benoit, Inc.", in liquidation; and Hermas Perras, liquidator.

Notice is hereby given that there has been deposited with Hermas Perras, liquidator of the said company, 84 Notre Dame West, Montreal, a certain deed of sale passed before J. N. Labelle, notary, on the 16th day of March 1933, between Hermas Perras liquidator, and Athanase Plante, of the property hereinafter described:

An emplacement situate in the village of Saint Benoit, known and designated as being part of lot number two hundred and eighty two (Pt. 282) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Benoit, measuring one half arpent in width by one and one half arpent in depth, more or less, and bounded in front by Sainte Angèle Street, at the rear by the emplacement of L. J. Fauteux, or assigns, on one side on the East by Jos. Girouard or assigns and on the other side to the West by the emplacement belonging to Samuel Fauteux or assigns—with the buildings thereon erected and all the machinery and equipment used for the exploitation of the butter factory and incorporated to the immovable erected on the said lot of land.

The said property having been in the possession of the said "Fromagerie de Saint Benoit Inc", as proprietor, during the three last years.

The said deed of sale and Registrar's certificate having thus been deposited pursuant to the provisions of articles 9 to 15 inclusively of Chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

Dated at Montreal, this 21st. day of March, 1933.

HERMAS PERRAS,
1924—12-2 Liquidator.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 12 mai 1933, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1932, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1695—11-6-o T.-E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 12th., 1933, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1932, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1696—11-6-o President and General Manager.

A CEUX QUI LES PRÉSENTES VERRONT:

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février, A. D., 1932, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la

TO WHOM IT MAY CONCERN:

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty ninth of February, A. D., 1932, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express,

"Canadian National Express", à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Qué., à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI, A. D., 1933, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce sixième jour de mars, 1933.

G.-E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express"
1603—10-6-o Montréal, Qué.

at different points in the provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the NINTH day of MAY, A. D., 1933, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this sixth day of March 1933.

G. E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express".
1604—10-6-o Montreal, Que.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Aristide Masse, cultivateur, de la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que sous l'autorité d'une ordonnance émanée de la Cour Supérieure du District de Québec, siégeant en matière de faillite, le dix mars courant, signée par Wilfrid Edge, protonotaire de la dite Cour, le soussigné, syndic dans l'affaire susdite, vendra à l'enchère publique, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, contenant quatre arpents et demi de front sur cinq arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le Canton d'Upton, par et sous le numéro cent vingt-cinq (No 125).

Cette vente est faite pour avoir l'effet du décret conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec, et pour argent comptant.

Saint-Guillaume, ce 17 mars 1933.

Le syndic,
1877—12-2-o J. DESROSIERS.

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Aristide Masse, farmer, of the parish of Saint Eugène de Grantham, authorized assignor.

Public notice is hereby given that in virtue of an Orde of the Superior Court of the District of Quebec, sitting in Bankruptcy, on the tenth of March instant, signed by Wilfrid Edge, prothonotary of the said Court, the undersigned trustee in the above matter will sell, by public auction, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at the church door of the parish of Saint Eugène de Grantham, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable:

A parcel of land situate in the parish of Saint Eugène de Grantham, measuring four and one half arpents in front by five arpents in depth, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the County of Drummond, for the township of Upton, by and under number one hundred and twenty five (No. 125).

This sale shall be made to have the effect of a Sheriff's Sale, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, and for cash.

Saint Guillaume, March 17, 1933.

J. DESROSIERS,
1878—12-2 Trustee.

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Arthur Hamel, cultivateur, de la paroisse de Wickham, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que sous l'autorité d'une ordonnance émanée de la Cour Supérieure du district de Québec, siégeant en matière de faillite, signée par Wilfrid Edge, Protonotaire, le neuf mars 1933, les soussignés, Syndics dans l'affaire susdite, vendront à l'enchère publique, à la porte de l'église de la paroisse de Wickham, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, comme un seul tout:

Une terre située en la dite paroisse de Wickham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wickham, par et sous les numéros cinq cent trois et cinq cent quatre (Nos 503 et 504) comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro 13 du 9ème rang dudit canton—avec les bâtisses dessus érigées.

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Arthur Hamel, farmer, of the parish of Wickham, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given under the authority of an order issued by the Superior Court for the district of Quebec, sitting in Bankruptcy, signed by Wilfrid Edge, Prothonotary, on the ninth of March, 1933, the undersigned Trustees, in the aforesaid matter, will sell at public auction, at the church door of the parish of Wickham, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable, to wit: as one single lot:

A farm situate in the said parish of Wickham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Wickham, by and under numbers five hundred and three and five hundred and four (Nos. 503 and 504) as being the Northwestern half of lot number 13 of the 9th range of the said township—with the buildings thereon erected.

La moitié du prix de vente devant être payée dès après l'adjudication et la balance sous trente jours, avec bonne et suffisante caution pour en assurer le paiement.

Cette vente est faite pour avoir l'effet du décret conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec.

Saint-Guillaume, ce 15 mars 1933.

Les syndics,
J. DESROSIERS & GEORGES-A. DELANDES.
1879—12-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de l'actif de: Arthur Labrecque, cultivateur, de Lambton, comté de Frontenac, district de Beauce, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Lambton, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, les immeubles de cette faillite, savoir:

1. Une terre désignée sous les numéros Seize "A", Seize "B" et Seize "D" au cadastre officiel pour le Rang "B" du canton de Lambton—circonstances et dépendances;

2. Une terre désignée sous les numéros Quinze "B" et Quinze "D" au cadastre officiel pour le Rang "A" du dit canton de Lambton—avec bâtisses, grément de sucrerie, circonstances et dépendances.

Cette vente d'immeubles sera faite sujette aux servitudes actives et passives qui peuvent exister sur ces immeubles.

Ces immeubles seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de la vente: Argent comptant.

Les certificats de titres peuvent être examinés au bureau du syndic soussigné, à Lambton, Québec, depuis le 24 avril 1933, jusqu'à la date de la vente.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la loi de faillite, et équivaut à une vente faite par le shérif.

Pour cahier de charges et plus amples informations, s'adresser au syndic soussigné.

Lambton, ce 20 mars 1933.

Le syndic,
J.-E. GUERTIN, N. P.
Bureau:—Lambton, Québec. 1907—12-2-o

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En matière de Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Gus Sculnick, hôtelier, de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, province de Québec, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Sculnick's House, débiteur.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le DEUXIEME jour de MAI 1933, à DIX heures ET DEMIE du matin, seront vendus par enchère publique, conformément à la Loi des Faillites, article 45 et sections, qui donne à la vente l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale, ville de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, district de Montréal, province de Québec, les immeubles suivants, savoir:

1. Une parcelle de terrain connue et désignée aux plan du cadastre et livre de renvoi de la

Half the sale price to be paid immediately after the sale and the balance within thirty days, with good and sufficient guarantee to assure payment thereof.

The said sale shall be made to have the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec.

Saint Guillaume, this 15th of March, 1933.

J. DESROSIERS & GEORGES A. DELANDES,
Trustees.
1880—12-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of the estate of: Arthur Labrecque, farmer, of Lambton, county of Frontenac, district of Beauce, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1933, shall be sold by public auction, at the church door of the parish of Lambton, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, the immoveable properties of this estate, to wit:

1. One farm designated under the numbers Sixteen "A", Sixteen "B" and Sixteen "D" on the cadastral plan and book of reference for the Range "B" of the township of Lambton—with appurtenances and dependances;

2. One farm designated under the numbers Fifteen "B" and Fifteen "D" on the cadastral plan and book of reference for the Range "A" on the said township of Lambton—with buildings thereon erected, sugar place outfits, appurtenances and dependances.

The said sale is made subject to all and any servitudes that may exist thereon.

The immoveables will be sold to the highest and last bidder.

Conditions of sale: Cash.

Certificates of titles may be examined at the office of the undersigned trustee, at Lambton, Quebec, from the 24th April, 1933, up to the date of the sale.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which give this sale the effect of a sheriff's sale.

For the list of charges and further informations, apply to the undersigned trustee.

Lambton, this 20th. day of March, 1933.

J. E. GUERTIN, N. P.,
Trustee.
Office:—Lambton, Quebec. 1908—12-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy". In the matter of the Estate of: Gus Sculnick, hotelkeeper of the town of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, Province of Quebec, therein carrying on business under the name and style of Sculnick's House, debtor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SECOND day of MAY, 1933, at the hour of HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, in conformity with the Bankruptcy Act, article 45 and sections, which give it the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door, at the town of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, district of Montreal, Province of Quebec, the following immoveables, to wit:

1. A piece of land known and designated upon the cadastral plan and in the book of reference

paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comme étant une partie du lot numéro onze A, dans le quatrième rang du canton de Beresford, mesurant soixante-douze pieds en front par cent huit pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les édifices et améliorations sus-érigées, bornée en front par la rue Saint-André, en arrière par P. Vanier, d'un côté par l'avenue Laurier et de l'autre côté par la propriété ci-après décrite.

2. Le lot numéro seize au plan de subdivision du lot numéro onze A, dans le quatrième rang de Beresford, aux plan du cadastre et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, mesurant soixante pieds en front par cent quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec tous les édifices et améliorations sus-érigés.

Les dits immeubles seront vendus en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, district de Montréal, division des faillites, ce 31ième jour de janvier 1933, et portant le numéro 284 des dossiers de la dite Cour.

Conditions de vente: Un dépôt de $500.00 (cinq cents dollars) sera payé lors de l'adjudication et la balance lors de la passation de l'acte. Les autres conditions seront annoncées à la date de la vente.

Montréal, le 21 mars 1933.

Le syndic,
N. GROBSTEIN.

Bureau: 157, rue Craig ouest,
Montréal, Qué.,
Lancaster 7600-7601. 1925—12-2

for the parish of Sainte Agathe des Monts as being a part of lot number eleven A in the fourth range of the township of Beresford, measuring seventy two feet front by one hundred and eight feet in depth, English measurements more or less—with all the buildings and ameliorations thereon, bounded in front by Saint Andre street, in rear by P. Vanier, on one side by Laurier Avenue and on the other side by the property hereinafter described.

2. Lot number sixteen upon the subdivision plan of lot number eleven A in the fourth range of Beresford, upon the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Sainte Agathe des Monts, measuring sixty feet front by one hundred and eighty feet in depth, English measurements, more or less—with all the buildings and ameliorations thereon.

The said immoveables shall be sold in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, district of Montreal, Bankruptcy division, on the 31st day of January, 1933, and bearing the number 284 on the records of the said Court.

Conditions of Sale: A deposit of $500.00 (five hundred dollars) shall be paid at the time of the adjudication of sale and the balance on the passing of deeds. Other conditions shall be announced on the date of the sale.

Montreal, March 21st., 1933.

N. GROBSTEIN,
Trustee.

Office: 157, Craig Street West,
Montreal, Que.
Lancaster 7600-7601. 1926—12-2-o

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Louis Dionne, cultivateur, Rivière Ouelle, Co. Kamouraska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures A. M., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Rivière Ouelle, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre avec bâtisses sus-construites, comprenant deux arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre au nord-ouest au fronteau qui sépare les terres du troisième rang d'avec celles du deuxième rang, à aller en montant la profondeur de la troisième concession située sur le troisième rang de la dite paroisse de la Rivière Ouelle, pour partie, et sur le premier rang de la paroisse de Saint-Pacôme pour l'autre partie, lesquelles terres sont maintenant connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, sous le numéro huit cent trente-quatre (834) de la paroisse de la Rivière Ouelle, et sous le numéro deux cent vingt-trois (223) de la susdite paroisse de Saint-Pacôme, lequel numéro deux cent vingt-trois (223) borné du côté sud à la rivière dite Rivière Ouelle, à la réserve de la partie du numéro deux cent vingt-trois susmentionnée vendue à Hector Gagnon par acte de vente reçu aux minutes du notaire Lucien Lebrun, le 25 février 1928, enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Kamouraska, sous le No 47180 et sujet aux droits et privilèges en rapport avec la ligne de transmission sur le lot numéro deux cent vingt-trois (223) du cadastre de Saint-Pacôme, tel que mentionné dans un acte de cession reçu par Mtre L.-A. Dupuis, N. P., le 24 mai 1925 et enregistré sous le No 47336.

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Louis Dionne, farmer, Rivière Ouelle, Co. Kamouraska, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock A. M., will be sold by public auction at the Church door of Riviere Ouelle, county of Kamouraska, P. Q., the following properties as follows:

1. One land with buildings thereon constructed, containing two arpents in front on the depth that there may be starting to the Northwest to the frontal which divides the lands of the 3rd range with those of the 2nd range, going up the depth of the 3rd concession situated on the 3rd range of the parish of Rivière Ouelle, for one part, and on the first range of the parish of Saint Pacôme for the other part, the said lands are now known and designated on the plan and book of official references of the cadastre for the county of Kamouraska, under number eight hundred and thirty four (834) of the parish of Rivière Ouelle and under number two hundred and twenty three (223) of the parish of Saint Pacôme, the said number two hundred and twenty three (223) bounded on the South side to the river called Rivière Ouelle, with reserve of the part of said number two hundred and twenty three (223) sold to Hector Gagnon by deeds received by notary Lucien Lebrun, the 25th of February 1928, registered to the Registrar Office of the county of Kamouraska, under No. 47180 and subject to the rights and privileges in connection with the transmission line on lot number two hundred and twenty three (223) of the cadastre of Saint Pacôme, as mentioned in an assignment deed registered by L. A. Dupuis, N. P., the 24th of May 1925 and registered under No. 47336.

2. Un terrain sis et situé sur le troisième rang de la Seigneurie de la Bouteillerie, en la paroisse de Saint-Pacôme, ayant environ cinquante arpents en superficie, et bornée comme suit: au sud au sommet de la côte de la Cavée, à la clôture qui s'y rencontre actuellement, et partie à Thomas Milliard, au nord partie à Ernest Courcy, partie à Edmond Courcy, et partie à Joseph Milliard, au nord-est à Thomas Milliard et au sud-ouest à Ernest Courcy, lequel immeuble est maintenant connu et désigné au cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Pacôme sous les numéros deux cent cinquante (250) deux cent cinquante-trois (253) deux cent quarante-sept (247) deux cent quarante-trois (243) et partie de deux cent quarante-deux (P. 242) circonstances et dépendances, et sujet aux droits et privilèges en rapport avec la ligne de transmission sur le lot numéro deux cent cinquante (250) du cadastre de Saint-Pacôme, tel que mentionné dans un acte de cession reçu par Mtre L.-A. Dupuis, N. P., le 24 mai 1925, et enregistré sous le No 47336.

Ces deux terres seront vendues séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre,
Québec, le 21 mars, 1933. 1927—12-2-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure "En faillite", No 217-219-220. Dans l'affaire de Leonide Leduc, J.-O. Leduc, Arthur Leduc, tous trois cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi sera vendu par encan public au bureau du shérif, palais de justice, Montréal, les immeubles suivants savoir et appartenant aux ci-dessus faillis conjointement et solidairement:

DÉSIGNATION

1. Un certain lopin de terre ayant front sur la rue Demontigny, cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro mille quatre cent trente-huit (1438) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, mesurant quarante pieds et six pouces de largeur par soixante-huit pieds et onze pouces de profondeur dans la ligne nord-est et soixante-huit pieds et neuf pouces dans la ligne sud-ouest, contenant en superficie deux mille sept cent quatre-vingt-sept pieds, mesure anglaise et borné en front par la rue Demontigny, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1431, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro 1437, et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 1439—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un certain lopin de terre ayant front sur la rue Demontigny, cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro mille quatre cent trente-neuf, (1439), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, mesurant quarante-cinq pieds et deux pouces et un quart en avant, quarante-six pieds et cinq pouces en arrière par

2. One land situated on the 3rd range of the Seigneurie de la Bouteillerie, in the parish of Saint Pacôme, having about fifty arpents in area, and bounded as follows: to the South to the top of the hill de la Cavee to the fence actually erected, and part to Thomas Milliard, to the North part to Ernest Courcy, part to Edmond Courcy, and part to Joseph Milliard, to the Northeast by Thomas Milliard and to the Southwest by Ernest Courcy, the said land is now known and designated on the official cadastre of the said parish of Saint Pacôme under numbers two hundred and fifty (250) two hundred and fifty three (253) two hundred and forty seven (247) two hundred and forty three (243) and part of two hundred and forty two (242) circumstances and dependencies, and subject to the rights and privileges in connection with the transmission line on lot two hundred and fifty (250) of the cadastre of Saint Pacôme, as mentioned in an assignment deed registered by L. A. Dupuis, N. P., the 24th of May 1925 and registered under No. 47336.

These two lands will be sold separately and to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97 Saint Peter Street,
Quebec, March 21st., 1933. 1928—12-2-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 217-219-220. In the matter of Leonide Leduc, J.- O. Leduc, Arthur Leduc, all three Authorized Assignors.

Notice is hereby given that on FRIDAY the TWENTY FIRST day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's office, in the Court House, Montreal, the following immovables, to wit, belonging to the aforesaid insolvents jointly and severally:

DESCRIPTION

1. A certain parcel of land fronting on Demontigny street, City of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number one thousand four hundred and thirty eight (1438) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, City of Montreal, measuring forty feet and six inches in width by sixty eight feet and eleven inches in depth in the Northeast line and sixty eight feet and nine inches in the Southwest line, containing an area of two thousand seven hundred and eighty seven feet, English measure and bounded in front by Demontigny Street, in rear towards the Northwest by lot No. 1431, on one side towards the Northeast by lot No. 1437, and on the other side towards the Southwest by lot No. 1439—with the buildings thereon erected.

2. A certain parcel of land fronting on Demontigny street, City of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number one thousand four hundred and thirty nine (1439) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, City of Montreal, measuring forty five feet and two inches and one quarter in front

soixante-huit pieds et neuf pouces de profondeur dans la ligne nord-est et soixante-huit pieds et six pouces et demi de profondeur dans la ligne sud-ouest, contenant en superficie trois mille cent quarante-trois pieds carrés, mesure anglaise, borné en front vers le sud-est par la rue Demontigny, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1430, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro 1438 et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 1459,—avec bâtisses dessus érigées.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Ces propriétés seront vendues séparément.

Le procès-verbal et le cahier des charges peuvent être examinés à mon bureau. Conditions: comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Les syndics conjoints,
HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE.
Bureau: 84 Notre-Dame Ouest,
Montréal. 1803—11-2-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure "En faillite", No 220. Dans l'affaire de Arthur Leduc, cédant autorité.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1933 à ONZE heures et DEMIE a.m. sera vendu par encan public au bureau du shérif, Hôtel-de-Ville, Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

DÉSIGNATION

Un immeuble ayant front à la rue Orléans, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme le lot numéro huit cent vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit (18-823) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga mesurant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur et plus ou moins, mesure anglaise—avec maison et autres bâtisses dessus construites portant les Nos 1036, 1038 et 1040 de la rue Orléans, toutes les appliques électriques installées dans lesdites bâtisses sont comprises dans la présente vente avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage en commun et aux charges ordinaires d'entretien dans la ruelle située en arrière dudit immeuble et tel que le tout se trouve présentement.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite que équivaut à une vente par le shérif.

Le procès-verbal et le cahier des charges peuvent être examinés à mon bureau. Conditions: comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Les syndics conjoints,
HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE.
Bureau: 84 Notre-Dame Ouest,
Montréal. 1801—11-2-o

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 74. Dans l'affaire de Abraham Moses Klap, cultivateur, faisant affaires dans le village de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières suivantes, savoir:

forty six feet and five inches in rear by sixty eight feet and nine inches in depth in the Northeast line and sixty eight feet six inches and a half in depth in the southwest line containing an area of three thousand one hundred and forty three square feet, English measure, bounded in front towards the Southeast by Demontigny street, in rear towards the Northwest by lot No. 1430, on one side towards the Northeast by lot No. 1438 and on the other side towards the Southwest by lot No. 1459—with buildings thereon erected.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

The said properties will be sold separately.

The proces-verbal and list of charges may be seen at any office. Conditions: cash. For further information apply to,

HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE,
Joint Trustees.
Office: 84 Notre Dame West,
Montreal. 1804—11-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 220. In the matter of Arthur Leduc, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY the TWENTY FIRST day of APRIL, 1933, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's Office, City Hall, Montreal, the following immovable, to wit:

DESCRIPTION

An immovable fronting on Orleans street, in the City of Montreal, known and designated as lot number eight hundred and twenty three of the official subdivision of lot number eighteen (18-823) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga, measuring twenty two feet and six inches in width by seventy eight feet in depth and more or less, English measure—with a house and other buildings thereon erected bearing Nos 1036, 1038 and 1040 Orleans street, all electrical fixtures installed in the said buildings are included in the present sale with the active and passive servitudes attached thereto, principally right of way in common and subject to ordinary charges of maintenance in the lane situate in rear of the said immovable and as the whole presently subsists.

The said sale is made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P. and also article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

The proces-verbal and list of charges may be seen at my office. Conditions: cash. For further information apply to

HERMAS PERRAS,
& VINCENT LAMARRE,
Joint Trustees.
Office: 84 Notre Dame West,
Montreal. 1802—11-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 74. In the matter of Abraham Moses Klap, farmer, doing business at the village of Sainte Sophie, county of Terrebonne, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the following immoveable property, to wit:

(*a*) La partie ouest du lot connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et onze (No 71) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie, bornée en front par cette partie du dit lot vendue à la "Great Northern Railway", en arrière par la petite rivière et vers l'ouest par le lot numéro soixante-douze (No 72)—avec une maison et une grange sur la dite partie du lot No 71.

(*b*) Une partie du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro soixante et douze (72) aux dits plan et livre de renvoi, bornée, la dite partie, vers l'est, par la "Great Northern Railway", vers le sud-ouest par le lot soixante et treize (No 73), et vers le nord-ouest par la petite rivière. Le présent immeuble inclut et comprend aussi une petite partie du dit numéro soixante et douze (72) contenant un arpent et quart de largeur par quatre arpents de longueur borné au sud par le numéro soixante et treize (73), au sud-ouest par la "Great Northern Railway", au nord-est et au sud-est par le résidu du dit lot numéro soixante et douze (72), appartenant à Doubilet et Dickovoty ou leurs représentants.

Sujettes à toutes les servitudes y attachées.

Seront vendues suivant jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, et portant le No 74 des registres de la dite Cour, rendu le 27ème jour du mois de février 1933, par encan public après avoir donné les avis requis par la loi et avoir rempli toutes les formalités requises par la loi, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, le tout conformément aux dispositions de la Section 45 de la Loi des faillites, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, dix-neuf cent trente-trois, à ONZE heures du matin (heure solaire).

Tout offrant devra, en faisant son offre, déposer en argent ou par chèque accepté un montant de cinq cents dollars ($500.00), qui sera appliqué sur le montant du prix d'achat dans le cas où il deviendrait acquéreur, et la balance de tel prix sera payée lors de la signature de l'Acte de vente, lesquels acte et enregistrement seront payables par l'acquéreur.

Immédiatement après l'adjudication, le montant déposé par tout offrant à l'exception de l'acquéreur actuel, sera remboursé.

En outre du prix d'achat, l'acquéreur paiera les taxes du Gouvernement, les honoraires du syndic et toutes les dépenses relativement à la vente.

Pour autres conditions et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
DAVID GROBSTEIN.

Montréal, le 15 mars 1933.
Bureau: 25, rue Saint-Jacques est,
Montréal. 1813—11-2

(*a*) The West part of the lot known and designated as lot No. seventy one (No. 71) on the plan and book of reference for the parish of Sainte Sophie, bounded in front by that part of said lot sold to the Great Northern Railway, in rear by the little river and towards the West by the lot No. seventy two (No. 72)—with a house and barn on said part of lot No. 71;

(*b*) A part of the lot of land known and designated as No. seventy two (72) on the said plan and book of reference, bounded such part towards the East by the Great Northern Railway, towards the South West by No. seventy three (No. 73), and towards the North West by the little river. The present immoveable includes and comprehends also a small part of the said No. seventy two (72) containing one arpent and a quarter wide by four arpents in length, bounded to the South by No. seventy three (73) to the South West by the Great Northern Railway, to the North East and South East by the rest of said lot No. seventy two (72) belonging to Doubilet and Dickovoty or representatives.

Subject to all the servitudes attached thereon.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in the matter of bankruptcy, bearing No. 74 of the records of the said Court, rendered the 27th day of the month of February, 1933, by public auction upon giving the notices required by law and fulfilling all the formalities required by law, in order to give the said sale the same effect as a Sheriff's sale, the whole under the provisions of Section 45 of the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Sainte Sophie, county of Terrebonne, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Each bidder shall deposit in cash or by accepted cheque an amount of five hundred dollars ($500.00), with his bid, which shall be applied on account of the purchase price in the event of his becoming purchaser, and the balance of such price shall be paid on the signing of the deed of sale, which deed and registration shall be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication the amount deposited by each bidder with the exception of the actual purchaser shall be refunded.

In addition to the purchase price, the purchaser shall pay the Government taxes, trustee's fees and all expenses in connection with the sale.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 15th., 1933.

DAVID GROBSTEIN,
Trustee.

Office: 25, Saint James Street East,
Montreal. 1814—11—2—o

Canada, Province de Québec, District de Richelieu, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 137. Dans l'affaire de Hector Pepin, journalier, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, faisant partie des terres de Saint-Louis, contenant trois arpents de largeur sur douze arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout au chemin des Cor-

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, (sitting in Bankruptcy), No. 137. In the matter of Hector Pepin, labourer, of the City of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Michel d'Yamaska, forming part of the lands of Saint Louis, measuring three arpents in width by twelve arpents in depth, more or less, bounded at one end by the "Chemin des Cor-

beaux, de l'autre bout à Paul Plante, d'un côté, à Oscar St-Germain et de l'autre côté à la portion de terre ci-après immédiatement décrite, étant une partie du lot de terre numéro six cent soixante et seize (No 676) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

2. Une autre portion de terre située au même endroit, contenant trois arpents de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à Aimé Salvas, de l'autre bout au chemin de fer, d'un côté partie à Paul Plante, partie au terrain ci-dessus décrit et partie à Ovide Villiard et de l'autre côté à Oscar St-Germain, étant une partie du lot numéro six cent soixante et quinze (Pt. No 675) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

3. Une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ treize arpents de superficie, tenant d'un bout au chemin des Corbeaux, de l'autre bout à Aimé Salvas, d'un côté à Ovide Villiard et de l'autre côté partie à Oscar St-Germain et partie à Wilfrid Robidoux—avec maison, granges et autres bâtisses dessus, étant une partie du lot de terre numéro six cent quatre-vingt-trois (Pt. No 683) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

4. Une autre portion de terre située en la dite paroisse en la première Concession de la Baie Lavallière, contenant quatre arpents en superficie, plus ou moins, tenant d'un côté à une route, de l'autre côté à Philippe St-Germain, d'un bout au chemin de front, et de l'autre bout aux terres des "Lots", étant une partie du lot numéro deux cent trente-trois de la subdivision officielle de la partie sud-ouest du lot numéro sept cent soixante et deux (No 762-pt. No 233) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

5. Une autre portion de terre située en la dite paroisse, en la Concession de la Baie Lavallière, dans le deuxième rang, tenant d'un bout à la ligne seigneuriale de Saint-Robert, de l'autre bout au chemin de front qui sépare ce terrain de ceux du troisième rang, d'un côté, vers le nord, à Olivier Salvas, et de l'autre côté vers le sud, à Walter Desrosiers, de la contenance de deux arpents de largeur, mesure française, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partie de la dite ligne seigneuriale, à aller jusqu'au dit chemin de front; laquelle portion de terre est connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, comme étant les lots numéros cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent et deux cent un et partie du lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle de la partie sud-ouest du lot numéro sept cent soixante et deux (Nos 762-199, 200, 201 et Pt. No 198).

6. La coupe et dépouille du bois qu'il y a et y aura sur la partie du dit lot numéro six cent soixante et quinze (Pt. No 575) du cadastre de la dite paroisse appartenant à Edouard Proulx.

Seront vendus en bloc, suivant un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Richelieu, en matière de faillite, rendu le vingt-quatre janvier mil neuf cent trente-trois, portant le No 137 des dossiers de la Cour Supérieure, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'Article 45, sous-paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi de Faillite, et après les avis donnés suivant les dispositions du Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles en cette Province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte

beaux", at the other end by Paul Plante, on one side by Oscar St-Germain, and on the other side by that parcel of land hereinafter immediately described, being part of the lot of land number six hundred and seventy six (No. 676) on the official cadastre for the parish of Saint Michel d'Yamaska.

2. Another parcel of land situate in the same place, measuring three arpents in width by eighteen arpents on depth, more or less, bounded at one end by Aimé Salvas, at the other and by the railway, on one side partly by Paul Plante, partly by the land hereinabove described, and partly by Ovide Villiard, and on the other side by Oscar Saint Germain, being part of the lot number six hundred and seventy five (Pt. No. 675), on the official cadastre for the said parish of Saint Michel d'Yamaska.

3. Another parcel of land situate at the same place, containing about thirteen arpents in area, bounded at one end by the "Chemin des Corbeaux", at the other end by Aimé Salvas, on one side by Ovide Villiard, and on the other side partly by Oscar St-Germain, and partly by Wilfrid Robidoux—with a house, barns and other buildings thereon erected, being part of the lot of land number six hundred and eighty three (Pt. No. 683) on the official cadastre for the said parish of Saint Michel d'Yamaska.

4. Another parcel of land situate in the said Parish in the first concession of La Baie Lavallière, containing four arpents in area, more or less, bounded on one side by a by-road, on the other side by Philippe St-Germain, at one end by the front road, and at the other end by the lands of the "Lots", being part of the lot number two hundred and thirty three of the official subdivision of the Southwest part of the lot number seven hundred and sixty two (No. 762-Pt. No. 233) on the official cadastre for the said parish of Saint Michel d'Yamaska.

5. Another parcel of land situate in the said parish, in the Concession of La Baie Lavallière, in the second range, bounded at one end by the Seigniorial line of Saint Robert, at the other end by the front road dividing said land from the lands of the third range, on one side, towards the North, by Olivier Salvas, and on the other side, towards the South, by Walter Desrosiers, measuring two arpents in width, French measure, more or less, by whatever depth there may be from the said Seigniorial line to the said front road; said parcel of land being known and described on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Michel d'Yamaska, as being lots numbers one hundred and ninety nine, two hundred, two hundred and one and part of lot number one hundred and ninety eight of the official subdivision of the Southwest part of lot number seven hundred and sixty two (Nos. 762-199, 200, 201 and Pt. No. 198).

6. The cut and salvage of the wood existing or which may exist on part of said lot number six hundred and seventy five (Pt. No. 675), on the official cadastre for the said parish, belonging to Edouard Proulx.

Will be sold "en bloc" pursuant to a judgment of the Superior Court, for the district of Richelieu, sitting in Bankruptcy, rendered on the twenty fourth of January, nineteen hundred and thirty three, bearing No. 137 of the records of the Superior Court, by public auction, pursuant to the provisions of article 45, sub-paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act and after notices given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure for the sale of immoveables in this Province, so as to give the said sale

de l'église de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, district de Richelieu, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Pour conditions de paiement et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
JEAN LAFRENIERE.

Sorel, Qué. 1401—9-2-o

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Thomas Mignault, cultivateur, Saint-Bruno, comté de Kamouraska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures, a. m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre sise et située en les premier et second rangs du township Woodbridge, contenant deux arpents de front sur quarante arpents plus ou moins de profondeur, bornée au nord à une rivière, au sud aux représentants de Vve Thomas Mignault, au sud-ouest au représentant de feu Frs.-Xavier Hudon et au nord-ouest à François Paradis—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; le dit immeuble est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour le dit premier rang tout le numéro trente-deux-B (32-B) et pour le dit second rang tout le numéro trente-deux-C (32-C).

2. Des terrains ou lots de terre situés en le premier rang du township Woodbridge, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit premier rang, sous les numéros trente-huit-C (38-C) et trente-neuf-D (39-D).

3. Des terrains ou lots de terre situés en le deuxième rang du dit township Woodbridge, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit, pour le dit second rang, sous les numéros trente-huit-C (38-C) trente-neuf-B (39-B) trente-neuf-C (39-C) et quarante-B (40-B).

4. Un terrain situé en le deuxième rang du dit township Woodbridge, contenant trois arpents de front, sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord aux terrains ci-dessus désignés, au sud au chemin public du dit deuxième rang, à l'est à Joseph Soucy ou représentants et à l'ouest au terrain ci-après désigné, partie du lot No 38-B, 2ème rang, lequel terrain fait partie nord-est et nord-ouest du lot de terre connu et désigné au cadastre du susdit deuxième rang, sous le numéro trente-neuf-A (39-A).

5. Un autre terrain situé en le deuxième rang du township Woodbridge, ayant un arpent de front, sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord et à l'ouest aux terrains ci-dessus désignés en deuxième et troisième lieu, au sud au dit chemin public, et à l'est au terrain désigné en quatrième lieu, lequel immeuble fait partie et est la partie nord-ouest sud-ouest du lot de terre connu et désigné au cadastre précité du dit second rang, sous le numéro trente-huit-B (38-B).

the effect of a Sheriff's sale, at the church door of the parish of Saint Michel d'Yamaska, district of Richelieu, the FIFTH day of the month of APRIL, nineteen thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For conditions of payment and list of charges, apply to the undersigned trustee.

JEAN LAFRENIERE,
Trustee.

Sorel, Que. 1402—9-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Thomas Mignault, farmer, Saint Bruno, county of Kamouraska, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock, a. m., will be sold by public auction at the church door of Saint Bruno, county of Kamouraska, P. Q., the following properties as follows:

1. One land situated in the first and second ranges of township Woodbridge, containing two arpents in front by forty arpents more or less in depth, bounded to the North by a river, to the South to the representatives of Mrs. Thomas Mignault, to the South West to the representatives of late Frs. Xavier Hudon and to the North West by François Paradis—with the house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, the said land is now known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said first range, under number thirty two-B (32-B) and for the second range, under number thirty two-C (32-C).

2. Lots of land situated in the first range of township Woodbridge, said lots known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said first range, under numbers thirty eight-C (38-C) and thirty nine-D (39-D).

3. Lots of land situated in the second range of said township Woodbridge, said lots known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of said county, for the second range, under numbers thirty eight-C (38-C) thirty nine-B (39-B) thirty nine-C (39-C) and forty-B (40-B).

4. One lot of land situated in the second range of said township Woodbridge, containing three arpents in front, by three arpents in depth, the whole more or less, bounded to the North by the above described lots, to the South by the public road of the second range, to the East by the representatives of Joseph Soucy, and to the West by part of lot No. 38-B, 2nd. range, hereafter described, said lot being the North East and North West part of lot of land known and designated on the cadastre of said second range, under number thirty nine-A (39-A).

5. One other lot situated in the second range township Woodbridge, having one arpent in front, by three arpents in depth, the whole more or less, bounded to the North and West by the lots described item two and three, to the South by said public road, and to the East by lot above described item four, said lot being part and is the North West and South West part of lot of land known and designated at the said cadastre of said second range, under number thirty eight-B (38-B).

6. Un terrain ayant deux arpents de front, sur environ sept arpents de profondeur, borné au nord à la rivière qui s'y rencontre, au sud au chemin public, à l'est à Dame Vve Herménégilde Duval, et à l'ouest à J.-Bte. Duval, lequel terrain fait partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le premier rang du township Woodbridge, sous le numéro trente-six-B (36–B).

7. Un terrain situé en le sixième rang du canton Woodbridge, contenant environ cinquante-deux acres en superficie, borné au nord au cinquième rang, au sud au septième rang, à l'est à l'acquéreur, et à l'ouest à Alexis Richard; lequel terrain fait partie et est la partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit sixième rang du canton Woodbridge, sous le numéro vingt-trois (½ S. O. 23).

8. Un terrain situé en le sixième rang du canton Woodbridge, contenant environ cinquante-deux acres en superficie, borné au nord au cinquième rang, au sud au septième rang, au nord-est à Pierre Charest et au sud-ouest à Joseph Mignault, fils d'Antoine; lequel terrain fait partie et est la moitié nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit sixième rang du canton Woodbridge, sous le numéro vingt-trois (½ N. E. 23).

9. Un terrain situé en le cinquième rang du canton Woodbridge, contenant quatre arpents et quatre perches, plus ou moins, de front, à partir du fronteau nord en courant sud sur environ sept arpents de profondeur à se rendre au chemin du cinquième rang, et de là une perche environ de largeur en continuant vers le sud sur environ vingt-deux arpents de longueur, ou le reste de la profondeur du dit lot, borné au nord au quatrième rang, au sud partie au chemin public susdit et partie au sixième rang, au nord-est à Zéphirin Levesque, et au sud-ouest partie à Joseph Mignault et partie à l'acquéreur; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit cinquième rang du canton Woodbridge, sous le numéro quarante-quatre (Ptie 44).

10. Un morceau de terre sis et situé dans le canton Woodbridge, dans le comté de Kamouraska, contenant environ vingt-deux arpents de profondeur sur quatre arpents et trois perches de largeur, le tout plus ou moins, borné au nord par le chemin public, au sud par le fronteau du dit sixième rang, au nord-est par Amédée Casista ou représentants, au sud-ouest par Joseph Mignault, étant le dit morceau de terre une partie du lot de terre désigné pour le dit canton Woodbridge, sous le numéro quarante-quatre (Ptie 44)—sans bâtsse, tel que le tout est actuellement.

11. Un certain terrain sis et situé en le premier rang du township de Woodbridge, contenant onze acres en superficie; lequel est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour le premier rang du dit township, sous le numéro quarante-un E (41–E).

12. Un autre terrain sis et situé en le second rang du dit township de Woodbridge, contenant quatorze acres en superficie; lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit, pour le dit second rang sous le numéro quarante-C (40–C)—sans bâtisse, appartenances et dépendances.

6. One lot of land having two arpents in front, by about seven arpents in depth, bounded to the North by a river, to the South by the public road, to the East by Mrs. Hermenegilde Duval, and to the West by J. Bte. Duval, said lot being part of lot known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the first range, township Woodbridge, under number thirty six-B (36–B).

7. One lot of land situated in the sixth range, township Woodbridge, containing about fifty two acres in area, bounded to the North by fifth range, to the South by seventh range, to the East by the buyer, and to the West by Alexis Richard; said lot being part and is the South West part of lot of land known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said sixth range, township Woodbridge, under number twenty three (½ S. W. 23).

8. One lot of land situated in the sixth range, township Woodbridge, containing about fifty two acres in area, bounded to the North by fifth range, to the South by seventh range, to the North East by Pierre Charest and to the South West by Joseph Mignault, son of Antoine; said lot of land being part and is the North East part of lot of land known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said sixth range, township Woodbridge, under number twenty three (½ N. E. 23).

9. One lot of land situated in the fifth range, township Woodbridge, containing four arpents and four perches, more or less, in front, starting from frontal North running South on about seven arpents in depth to the road of the fifth range, and from there one perch of width in running towards the South on about twenty two arpents of length or the balance of the depth of said lot, bounded to the North to the fourth range, to the South part to the said above public road and part to the sixth range, to the North East by Zephirin Levesque, and to the South West by Joseph Mignault and part by the buyer; said lot of land being part of lot known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said fifth range, township Woodbridge, under number forty four (Pt. 44).

10. One piece of land situated in the township Woodbridge, in the county of Kamouraska, containing about twenty two arpents in depth by four arpents and three perches in width, the whole more or less, bounded to the North by the public road, to the South by the frontal of the sixth range, to the North East by Amedee Casista or representatives, to the South West by Joseph Mignault, being the said piece of land part of lot known for the said township Woodbridge, under number forty four (Pt. 44)—without building, as the whole is actually.

11. A certain lot of land situated in the first range, township Woodbridge, containing eleven acres in area; known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska for the first range said township Woodbridge, under number forty one-E (41–E).

12. One other lot of land situated in the second range, township Woodbridge, containing fourteen acres in area; known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska for the second range said township Woodbridge, under number forty-C (40–C)—without building, circumstances and dependencies.

Ces immeubles seront vendus séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 21 mars 1933.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre. 1929—12–2–o

These immovables will be sold separately and to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

Quebec, March 21st., 1933.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97, Saint Peter Street. 1930—12–2–o

AVIS DE VENTE

Canada, province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, en matière de faillite, No 185. Dans l'affaire de Déus Allard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dit district, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, contenant un arpent et demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, tenant en front au chemin du quatrième rang, en arrière au cinquième rang, d'un côté à Joseph Lemaire et de l'autre côté à Luc Hamel, connue et désignée au cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, suivant les plan et livre de renvoi officiels, comme étant la demie sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-huit (½ S. O. No 188).

2. Une autre terre en la même paroisse, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros trois cent quinze et trois cent seize (Nos 315 et 316) du dit cadastre—avec les bâtisses dessus;

Seront vendus suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Richelieu, en matière de faillite, rendu le 25 novembre 1932, portant le No 185 des dossiers de la dite Cour, en bloc comme un seul établissement, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la loi de Faillite, et après les avis donnés suivant les dispositions du code de Procédure civile dans le cas de vente par le shérif, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: cinq cents dollars comptant, avec bonne et suffisante caution pour le paiement de la balance dans les trente jours suivant immédiatement.

L'adjudicataire devra dès après la vente signer le procès-verbal d'adjudication, et sur demande du syndic, signer le contrat devant le notaire que le syndic choisira; avec copies requises.

Pour autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEO. LEMAIRE.

Saint-David d'Yamaska, Qué. 1945—12–2–o

NOTICE OF SALE

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, Sitting in Bankruptcy, No. 185. In the matter of Deus Allard, farmer, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, said district, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A farm being and situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, measuring one and one half arpent in front by twenty five arpents in depth, more or less, bounded in front by the road of the Fourth Range, at the rear by the Fifth Range, on one side by Joseph Lemaire, and on the other side by Luc Hamel; known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint Bonaventure d'Upton, according to the official plan and book of reference, as being the Southwest half of lot number one hundred and eighty eight (S. W. ½ No. 188).

2. Another farm in the same parish, measuring one and one half arpent in width by twenty five arpents in depth, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as being lots numbers three hundred and fifteen and three hundred and sixteen (Nos. 315 and 316) of said cadastre—with the buildings thereon erected;

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Richelieu, sitting in Bankruptcy, rendered on the 25th. of November, 1932, bearing No. 185 of the records of the said Court, *en bloc* as one single establishment, by public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and after notices given according to the provisions of the Code of Civil Procedure in the case of a Sheriff's sale, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, said district, on the TWENTY NINTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: five hundred dollars cash, with good and sufficient security for payment of the balance within the thirty days immediately following.

The purchaser must immediately after the sale, sign the *procès-verbal* of the sale and upon request by the Trustee sign the contract before a notary chosen by the trustee; with the required copies.

For further information apply to the undersigned.

GEO. LEMAIRE,
Trustee.

Saint David d'Yamaska, Que. 1946—12–2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 285. Dans l'affaire de Adrien Gagnon, Saint-Blaise, Qué., cédant autorisé.

Avis est , par les présentes, donné que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures A.M., seront vendus à l'encan public, conformément à la loi de faillite, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, Qué., les immeubles décrits comme suit:

1. *a*) Une terre connue comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-un (181) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin, comté Saint-Jean, cette partie comprenant un arpent de front sur une profondeur de quatorze arpents, à partir du chemin de la deuxième Grand-Ligne et de là, prenant deux arpents de front sur une profondeur de quatorze arpents et étant bornée à un bout par le chemin de la deuxième Grand, Ligne, à l'autre bout par les terres de la première Grand'Ligne, d'un côté par le lot numéro cent quatre-vingt-deux et de l'autre côté par Joseph Berthiaume ou ses représentants et Emile Ethier;

b) Une terre connue et désignée sous le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin.

Le tout avec bâtisses dessus construites.

2. Une terre connue sous le numéro cent quatre-vingt-trois (183) du cadastre de la paroisse de Saint Valentin, comté Saint-Jean, contenant deux arpents de front par vingt-huit arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites;

3. Une terre connue sous le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) du cadastre de la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, de la contenance de deux arpents de largeur sur toute la profondeur du dit lot—avec bâtisses dessus construites.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Les trois immeubles ci-dessus seront vendus séparément et un dépôt de $250.00 sera exigé sur chacun au moment de la vente, et la valance sera payable à la signature du contrat. Les autres conditions seront énumérées lors de la vente.

Montréal, le 22ème jour de mars 1933.

Le syndic,
J.-A. LEJOUR.

Bureau: 10 Saint-Jacques-Est,
Harbour 0138,
Montréal.

1947—12-2-o

Province de Québec, District de Québec.

La Cour Supérieure.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de: La Succession Jos. Galerneau, Faillie.

Avis est par les présentes donné que MARDI le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures et DEMIE du matin, seront vendus par encan public, aux bureaux des soussignés: les immeubles de la faillite en cette cause, savoir,

a. L'immeuble situé à Québec, 633 rue Saint-Valier, partie non subdivisée des lots Nos 249 et 250*b* du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 285. In the matter of Adrien Gagnon, Saint Blaise, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock A.M., the immovables described as follows shall be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Saint Blaise, county of Saint John's, Que.:

1. *a*) A farm known as forming part of lot number one hundred and eighty one (181) on the official cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, said part measuring one arpent in front by a depth of fourteen arpents, starting from the road of the "Deuxième Grand'-Ligne" and thence measuring two arpents in front by a depth of fourteen arpents, and being bounded at one end by the road of the "Deuxième Grand'Ligne", at the other end by the lands of the "Première Grand'Ligne", on one side by lot number one hundred and eighty two and on the other side by Joseph Berthiaume or his representatives and Emile Ethier;

b) A farm known and designated under number one hundred and eighty two (182) on the official cadastre for the parish of Saint Valentin.

The whole with buildings thereon erected.

2. A farm known under number one hundred and eighty three (183) on the cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, measuring two arpents in front by twenty eight arpents in depth—with buildings thereon erected.

3. A farm known under number one hundred and ninety nine (199) on the cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, measuring two arpents in width by the whole depth of said lot—with buildings thereon erected.

This sale, made pursuant to the Bankruptcy Act, will have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: The above three immovables shall be sold separately and a deposit of $250.00 shall be required on each immovable at the time of the sale and the balance will be payable on the signing of the contract. The other conditions will be enumerated at the time of the sale.

Montreal, this 22nd day of March, 1933.

J. A. LEJOUR,
Trustee.

10 Saint James Street East,
Harbour 0138.
Montreal.

1948—12-2

Province of Quebec, District of Quebec.

Superior Court.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of: Estate of Jos. Galerneau, Bankrupt.

Notice is hereby given that TUESDAY, TWENTY FIFTH day of APRIL 1933, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, at the offices of the undersigned, the immovables hereinafter described belonging to the said debtor shall be sold by public auction, to wit:

a. Property situated at 633 Saint Valier Street, undivided part of lots Nos. 249 and 250*b* of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, Quebec—buildings, circumstances and dependencies;

b. Terre située dans la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, étant partie du lot No (792) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic,
LÉON COTÉ.

Bureaux de: MORIN, BARRY, CÔTÉ & MARCEAU,
105 Côte de la Montagne,
Québec. 1949—12-2-o

b. Farm situated in the parish of Notre Dame des Laurentides, being part of lot No. (792) of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, Quebec county—with buildings, circumstances and dependencies.

This sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of Sale: Cash.

LEON COTE,
Trustee.

Offices of: MORIN, BARRY, CÔTÉ & MARCEAU,
105 Mountain Hill,
Quebec. 1950—12-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Alfred Larouche, marchand général, La Malbaie, comté de Charlevoix, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le PREMIER jour de MAI 1933, à UNE heure de l'après-midi, heure solaire, seront vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-La Malbaie, Québec, les immeubles de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du lot cinq cent vingt-deux (P. 522) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné au nord par Joseph Brisson, au sud par Joseph Dassylva, à l'ouest par les chemins de fer de l'État et à l'est par le chemin public.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM B.—Autre emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du même lot numéro cinq cent vingt-deux (P. 522) borné au nord par Joseph Dassylva, au sud par Adélard Dassylva, à l'ouest par les chemins de fer de l'état et à l'est par le chemin public.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM C.—Autre emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-quatre (P. 554) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné à l'ouest par Georges Bouliane, à l'est par les représentants de Alfred Lapointe, au sud par Napoléon Bhérer et au nord par la route Lavoie—avec bâtisses, circonstances et dépendances et avec tous les droits de passage pouvant appartenir au dit terrain.

ITEM D.—Autre emplacement faisant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) et borné à l'est par Geo. Bouliane, à l'ouest par les chemins de fer Nationaux, au sud par le lot 561 et au nord par la route Lavoie, cadastre de Saint-Etienne-de-La Malbaie—avec bâtisses.

ITEM E.—Autre emplacement faisant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) au cadastre de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné à l'est par Joseph Bois, à l'ouest par les chemins de fer de l'état, au sud par la route Lavoie et au nord par le lot 522 du même cadastre—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM F.—Les lots numéros cinq cent onze et cinq cent douze (511 et 512) du cadastre officiel

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Alfred Larouche, general merchant, La Malbaie, county of Charlevoix, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIRST day of MAY, 1933, at ONE o'clock in the afternoon, Standard Time, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Etienne de la Malbaie, Que., the immovables of this estate, to wit:

ITEM A.—An emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of lot five hundred and twenty two (Pt. 522) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, boundee on the North by Joseph Brisson, on the South by Joseph Dassylva, on the West by the state railways and on the East by the public road.

With buildings, circumstances and dependencies.

ITEM B.—Another emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of the same lot number five hundred and twenty two (Pt. 522) bounded on the North by Joseph Dassylva, on the South by Adelard Dassylva, on the West by the state railways and on the East by the public road.

With buildings, circumstances and dependencies.

ITEM C.—Another emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of lot number five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, bounded on the West by Georges Bouliane, on the East by the representatives of Alfred Lapointe, on the South by Napoléon Bhérer and on the North by the Lavoie road—with buildings, circumstances and dependencies and with all the rights of way which may belong to the said emplacement.

ITEM D.—Another emplacement forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) and bounded on the East by Geo. Bouliane, on the West by the National railways, on the South by lot 561 and on the North by the Lavoie road, cadastre of Saint Etienne de La Malbaie—with buildings.

ITEM E.—Another emplacement forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) of the cadastre for Saint Etienne de La Malbaie, bounded on the East by Joseph Bois, on the West by the state railways, on the South by the Lavoie road and on the North by lot 522 of same cadastre—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM F.—Lots numbers five hundred and eleven and five hundred and twelve (511 and 512) of

pour la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie —avec bâtisses dessus construites.

ITEM G.—Les droits que peut posséder le cédant sur un terrain situé en la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, formant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, sujet à un bail emphytéotique par le sus-nommé cédant à Georges Bouliane, en date du 28 mars 1907, passé devant L.-A. Bouliane, N. P., dans lequel acte, le terrain est plus amplement décrit.

ITEM H.—Les droits que peut posséder le cédant sur un terrain situé du côté sud-ouest de la rivière Malbaie, en le village de La Malbaie, et faisant partie du lot cinq cent vingt-un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, côté nord-est du chemin public, sujet à un bail emphytéotique entre le susnommé cédant et Henri Tremblay, fils de Joseph, passé le 13 mars 1914, devant Elie Angers, N. P., dans lequel bail, cette partie de lot est plus amplement décrite.

ITEM I.—Les droits que peut posséder le cédant sur un certain terrain situé en le village de La Malbaie, faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-quatre (P. 554) au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, borné au sud à la route, au nord aux représentants de Joseph McLean, père, à l'ouest à Dorila Girard et en arrière à l'est au terrain du cédant, suivant plus ample description mentionnée, et vendu sujet au bail emphytéotique par le susnommé cédant à Théophile et Henri Bois, le 16 mars 1907, devant L.-A. Bouliane, N. P.

Les item A, B, C, D, E, F, G, H et I seront offerts en vente au plus haut enchérisseur, sujet aux rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 22 mars 1933.

Les syndics licenciés,

R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE ET R. LEFAIVRE.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 1983—12-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Maurice Bénard, agent financier, Amos, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Amos, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Les créances aux livres.. $1,360.00

ITEM B.—Le lot de terre numéro dix-sept (17) du bloc K du cadastre officiel pour le village (maintenant la ville) d'Amos, canton Figuery—avec bâtisses servant de magasin, résidences, hangar, circonstances et dépendances.

ITEM C.—Le tiers sud des lots numéros douze, treize et quatorze (12, 13 et 14) du bloc trente-deux du cadastre officiel pour la ville d'Amos—avec bâtisses dessus construites.

the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie—with buildings thereon erected.

ITEM G.—The rights which the assignor may possess on a lot of land situate in the parish of Saint Etienne de La Malbaie, forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, subject to an emphyteutic lease by the aforesaid assignor to Georges Bouliane, dated March 28, 1907, passed before L. A. Bouliane, N.P., in which deed the lot of land is more amply described.

ITEM H.—The rights which the assignor may possess on a lot of land situate on the Southwest side of the Malbaie river, in the village of La Malbaie, and forming part of lot five hundred and twenty one of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, Northeast side of the public road, subject to an emphyteutic lease between the aforesaid assignor and Henri Tremblay, son of Joseph, passed on the 13th of March, 1914, before Elie Angers, N.P., in which lease the said part of lot is more fully described.

ITEM I.—The rights which the assignor may possess in a certain lot of land situate in the village of La Malbaie, forming part of lot number five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of La Malbaie, bounded on the South by the road, on the North by the representative of Joseph McLean, Sr., on the West by Dorila Girard and in rear to the East by the land of the assignor, according to further description mentioned, and sold subject to an emphyteutic lease by the aforesaid assignor to Théophile and Henri Bois, on the 16th of March, 1907, before L. A. Bouliane, N.P.

Items A, B, C, D, E, F, G, H and I will be offered for sale to the highest bidder, subject to existing rents.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, March 22, 1933.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS MARMETTE and R. LEFAIVRE,
Licensed Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 1984—12-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of: Maurice Bénard, financial agent, Amos, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Standard Time, the assets in this Estate shall be sold by public auction at the parochial church of Amos, Que., as follows:

ITEM A.—The book-debts..... $1,360.00

ITEM B.—That lot of land number seventeen (17) of Block K on the official cadastre for the village (now the town) of Amos, township of Figuery—with buildings used as store, dwellings, shed, circumstances and dependencies.

ITEM C.—One third South of those lots numbers twelve, thirteen and fourteen (12, 13, and 14) of block thirty two on the official cadastre for the town of Amos—with buildings thereon erected.

ITEM D.—Le lot numéro quatre (4) de la partie ouest du bloc "L" au cadastre officiel de la ville d'Amos—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

ITEM E.—Le lot numéro cinq (5) de la partie ouest du bloc "L" au cadastre officiel de la ville d'Amos—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

ITEM F.—La demie nord du lot numéro huit du bloc L, au cadastre pour la ville d'Amos.

L'item A sera offert en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et les autres item seront vendus au plus haut enchérisseur.

La liste des crédits, les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente des item C, D, E et F est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 23 mars 1933.

Les syndics licenciés,
R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE et
R. LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 1981—12-2-o

ITEM D.—The lot number four (4) of the West part of block "L" on the official cadastre for the town of Amos—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM E.—The lot number five (5) of the West part of block L on the official cadastre for the town of Amos—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM F.—The North half of lot number eight of block L, on the cadastre for the town of Amos.

Item A will be offered for sale at so much in the dollar and to the highest bidder and the other items shall be sold to the highest bidder;

The list of credits, titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustees.

The sale of items C, D, E and F shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen ans seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, March 23, 1933.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE and
R. LEFAIVRE,
Licensed trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 1982—12-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-77024. Dame Eveline Dini *et al.*, demandeurs; vs Dame Pétronille Dini *et al.*, défendeurs; et Louis St-Germain, distrayant.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour de novembre 1930, dans une cause dans laquelle Dame Eveline Dini, épouse séparée de biens de Charles Molinari, artiste musicien, et le dit Charles Molinari, pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, et Humbert *alias* J. Hubert Dini, comptable, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, dominion du Canada, sont demandeurs et Pétronille *alias* Paula Dini, épouse judiciairement séparée de biens de Télesphore Gaudry, boulanger, et le dit Télesphore Gaudry, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes et Victor Dini, commis, Alphonse Dini, commis, Jean Dini, commis, et Jeanne Dini, épouse séparée de biens de J.-Aurelle Geoffrion, chirurgien-dentiste, et le dit J. Aurelle Geoffrion, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous les numéros 1, 2 et 3 du lot originaire numéro 509 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les immeubles dessus y érigés et portant les numéros civiques 1449 à 1465 inclusivement de la rue Bullion (autrefois Cadieux), en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain (1933), Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-77024. Dame Eveline Dini *et al.*, plaintiffs; vs Dame Petronille Dini *et al.*, defendants; and Louis St-Germain, *distrayant*.

Public notice is hereby given, that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the eleventh day of November 1930, in a case in which Dame Eveline Dini, wife separated as to property from Charles Molinari, artist, and the said Charles Molinari to authorize his said wife to these presents, both of the city of Montreal, and Humbert *alias* J. Hubert Dini, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, dominion of Canada, accountant, are plaintiffs; and Petronille *alias* Paula Dini, wife judicially separated as to property from Telesphore Gaudry, baker, and the said Telesphore Gaudry to authorize his said wife to these presents, and Victor Dini, clerk, Alphonse Dini, clerk, Jean Dini, clerk, and Jeanne Dini, wife separated as to property from J. Aurelle Geoffrion, surgeon dentist, and the said J. Aurelle Geoffrion to authorize his said wife to these presents, all of the said city of Montreal, are defendants, authorizing the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A lot of land known and designated under the numbers 1, 2 and 3 of the original lot number 509 of the original plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with the buildings erected thereon and bearing civic numbers 1449 to 1465 inclusively of de Bullion Street (formerly Cadieux) in the said city of Montreal.

The immoveables above designated will be put at auction and adjudged to the highest bidder on the TWENTY FIFTH day of APRIL next (1933) open Court, in the Court Room of the Superior Court of the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions indicated

dans le cahier des charges déposé le 6 décembre 1930 au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 17 janvier, 1933.

Le procureur des demandeurs,

1909—12-2-o LOUIS ST-GERMAIN.

in the list of charges deposited on the sixth of December 1930 with the Greffe of the Prothonotary of the said Court; and all opposition *anyf d'annuler, afin de charge* or *afin de distraire* to the said licitation, should be deposited with the Greffe of the Prothonotary of the said Court within twelve days before the date mentioned for the sale and adjudication, and all opposition *afin de conserver* should be deposited within six days after the adjudication, and by default by the parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed of doing so.

Montreal, January 18th, 1933.

LOUIS ST-GERMAIN,

1910—12-2-o Attorney for plaintiffs.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 15 mars 1933.

M. Joseph-Elias-Albert Bernard, de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, agent d'assurance: juge de paix pour le district de Montréal.

MM. Napoléon Roy, cultivateur, Cléophas Larochelle et Alphonse Poulin, fils Joseph, de Saint-Prosper de Dorchester: juges de paix pour le district de Beauce.

M. Joseph-A.-Roméo Cardinal, de la cité de Montréal, 5057 rue Christophe-Colomb, agent d'assurance: juge de paix, avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 du chapitre 145 des Statuts Refondus de Québec, 1925.

Québec, le 16 mars 1933.

M. Léo-A. Carrier, de Cookshire, ingénieur divisionnaire de la voirie: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-François, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 du chapitre 145 des Statuts Refondus de Québec, 1925.

M. Eugène Laliberté, de Montauban-les-Mines, rentier: juge de paix pour le district de Québec.

M. Eugène Lambert, de La Sarre: juge de paix pour le district d'Abitibi.

M. Léopold Laplante, de Salaberry de Valleyfield, comptable: juge de paix pour le district de Beauharnois.

M. Raoul Guérette, de Saint-Pierre d'Estcourt: juge de paix pour le district de Kamouraska.

Québec, le 17 mars 1933.

M. Raymond-J. Milot, de la Providence, comté de Saint-Hyacinthe, assistant-divisionnaire de la voirie: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-Hyacinthe, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 du chapitre 145 des Statuts Refondus de Québec, 1925.

M. Albert Beauchêne, de la ville d'Arthabaska, marchand: juge de paix pour le district d'Arthabaska.

MM. W.-E. Hunt, Napoléon Vallière et William Thompson, du village de Ayer's Cliff: commissaires pour tenir la Cour de commissaires pour le village Ayer's Cliff, comté de Stanstead, district de Saint-François.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Quebec, March 15, 1933.

Mr. Joseph Elias Albert Bernard, of Saint Basile-le-Grand, county of Chambly, insurance agent: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Messrs Napoléon Roy, farmer, Cléophas Larochelle and Alphonse Poulin, son of Joseph, of Saint Prosper de Dorchester: to be Justices of the Peace for the district of Beauce.

Mr. Joseph-A. Romeo Cardinal, of the city of Montreal, 5057 Christophe Colomb Street, insurance agent: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of chapter 145 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

Quebec, March 16, 1933.

Mr. Leo A. Carrier, of Cookshire, divisional engineer for the Roads Department: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Saint Francis, for the purpose of administering the oath only, pursuant to article 358, chapter 145 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

Mr. Eugène Laliberté, of Montauban-les-Mines, annuitant: to be a Justice of the Peace for the district of Quebec.

Mr. Eugène Lambert, of La Sarre: to be a Justice of the Peace for the district of Abitibi.

Mr. Leopold Laplante, of Salaberry de Valleyfield, accountant: to be a Justice of the Peace for the district of Beauharnois.

Mr. Raoul Guérette, of Saint Pierre d'Estcourt: to be a Justice of the Peace for the district of Kamouraska.

Quebec, March 17, 1933.

Mr. Raymond J. Milot, of La Providence, county of Saint Hyacinthe, assistant divisionary of the Roads Department: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Saint Hyacinthe, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of articles 358, chapter 145 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

Mr. Albert Beauchene, of the town of Arthabaska, merchant: to be a Justice of the Peace for the district of Arthabaska.

Messrs W. E. Hunt, Napoleon Vallière, and William Thompson, of the village of Ayer's Cliff: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court for the village of Ayer's Cliff, county of Stanstead, district of Saint François.

Québec, le 20 mars 1933.

M. Henri Rinfret, de la cité de Québec, 51 rue Saint-Gabriel, délégué de la Commission Municipale de Québec: juge de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 du chapitre 145 des Statuts Refondus de Québec, 1925. 1977–o

Quebec, March 20, 1933.

Mr. Henri Rinfret, of the city of Quebec, 51 Saint Gabriel Street, delegate of the Quebec Municipal Commission: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 chapter 145, of the Revised Statutes of Quebec, 1925. 1978

No 1597—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 3 syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un arrêté en Conseil en date du 21 mars 1933, de nommer MM. Lévite Michaud, dit Ferguson, Edouard Charbonneau, Thomas Roy, syndics d'écoles pour la municipalité de Sellarville, dans le comté de Bonaventure. 1979–o

No. 1597—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION,

Appointment of 3 School trustees.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated March 21, 1933, to appoint Messrs Lévite Michaud, alias Ferguson, Edouard Charbonneau, Thomas Roy, School Trustees for the Municipality of Sellarville, in the county of Bonaventure. 1980

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que la soussignée s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour lui demander d'adopter une loi lui octroyant certains pouvoirs concernant la consolidation de sa dette et la tenue des élections.

LA CORPORATION DE LA
VILLE DE PLAGE LAVAL.

1989—12–4–o

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, asking the adoption of an act granting it certain powers respecting the consolidation of its debt and the holding of elections.

THE CORPORATION OF THE
TOWN OF PLAGE LAVAL.

1990—12–4–o

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, le 21 mars, 1933.

PRESENT: Le lieutenant-gouverneur en Conseil

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Famille, I. O., dans le comté de Montmorency No 2, le septième jour de mars 1933, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Sainte-Famille, I. O., dans le comté de Montmorency No 2, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

OSCAR MORIN,
Sous-ministre des Affaires Municipales.

Québec, 21 mars 1933. 1971–o

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, March 21, 1933.

PRESENT: The Lieutenant-Governor in Council

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of the parish of Sainte Famille, I. O., in the county of Montmorency No. 2, on the seventh day of March, 1933, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Sainte Famille, I. O., in the county of Montmorency No. 2, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, March 21, 1933. 1972

Département de l'Instruction publique

No 54–33.

Québec, le 17 mars 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Amqui, comté de Matapédia, les lots Nos 53 et 54 du cadastre officiel du 1er rang ouest de la Seigneurie du Lac Matapédia, paroisse de Saint-Bénoît, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Bénoît-Labre, même comté. 1955—12–2–o

No 734–32.

Québec, le 22 mars 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1933, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Luc, dans le comté de Saint-Jean, les lots Nos 67, 68 et 69 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Luc, et de les annexer à la "Municipalité scolaire de Chambly, paroisse", comté de Chambly. 1973—o

No 1487–29.

Québec, le 22 mars 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1933, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville, les parties des lots Nos 141, 142, 143 et 144 et les lots 147 et 148 appartenant à M. Edmond Fontaine; le surplus des lots 142, 143, 144 appartenant à M. Lucien Fontaine, faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Hilaire, paroisse, dans le comté de Rouville. 1975—o

Department of Public Instruction

No. 54–33.

Quebec, March 17th., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Amqui, county of Matapedia, lots Nos. 53 and 54 of the official cadastre for the 1st range West of the Seigniory of Lake Matapedia, parish of Saint Benoit, and to annex same to the School Municipality of Saint Benoit Labre, same county. 1956—12–2

No. 734–32.

Quebec, March 22nd., 1933.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the March 21st., 1933, to detach from the School Municipality of Saint Luc, in the county of Saint John's, lots Nos. 67, 68 and 69 on the official cadastre for the parish of Saint Luc, and to annex the same to the "School Municipality of Chambly, parish", county of Chambly. 1974—o

No. 1487–29.

Quebec, March 22nd., 1933.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in council dated the 21st of March, 1933, to detach from the school municipality of Saint Jean Baptiste, county of Rouville, those parts of lots Nos. 141, 142, 143 and 144 and lots 147 and 148 belonging to Mr. Edmond Fontaine; the surplus of lots 142, 143, 144 belonging to Mr. Lucien Fontaine, all forming part of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste, and to annex the same to the School Municipality of Saint Hilaire, parish in the county of Rouville. 1976—o

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Michigan Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-cinquième jour de mars 1933, la compagnie "Michigan Investment Corporation", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1967–o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "T. A. Lalonde, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-huitième jour de mars 1933, la compagnie "T.-A. Lalonde, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1969–o Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Michigan Investment Corporation", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of November, 1928.

Notice is also given that from and after the twenty fifth day of March, 1933, the company "Michigan Investment Corporation" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1968 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "T. A. Lalonde, Limitée", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of December, 1925.

Notice is also given that from and after the eighteenth day of March, 1933, the company "T. A. Lalonde, Limitée", is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1970 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Renardière Transcontinental, Ltée—The Transcontinental Fox Farm, Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-cinquième jour de mars 1933, la compagnie "La Renardière Transcontinental, Ltée—The Transcontinental Fox Farm, Ltd", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1965-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Renardière Transcontinental, Ltée—The Transcontinental Fox Farm, Ltd", incorporated by letters patent dated the sixth day of September, 1929.

Notice is also given that from and after the twenty fifth day of March, 1933, the company "La Renardière Transcontinental, Ltée—The Transcontinental Fox Farm, Ltd", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1966 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joseph Elie, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-cinquième jour de mars 1933, la compagnie "Joseph Elie, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1991-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joseph Elie, Limitée", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of November, 1928.

Notice is also given that from and after the twenty fifth day of March, 1933, the company "Joseph Elie, Limitée", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1992 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Window Cleaning Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-huitième jour de mars 1933, la compagnie "Montreal Window Cleaning Company, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1993-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Montreal Window Cleaning Company, Limited", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of January, 1929.

Notice is also given that from and after the eighteenth day of March, 1933, the "Montreal Window Cleaning Company, Limited", is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1994 Assistant Provincial Secretary.

Soumission

MUNICIPALITÉ ST-COLOMB-DE-SILLERY"

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er avril 1933, au montant de $50,000.00, remboursables par séries du 1er mai 1933 au 1er mai 1973 à 5½%d'intérêt, rachetable à 10 ans, seront reçues par le soussigné jusqu'à 6 hres p. m., le 10 avril 1933. Capital et intérêts semi-annuels (1er mai et novembre) payable à la Banque Provinciale, à Québec, et ses succursales, de dénominations au gré de l'acheteur. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Consolider la dette flottante. Livraison vers le 15 mai à Sillery. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tender

MUNICIPALITY OF ST COLOMB DE SILLERY

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" for the purchase of an issue of bonds dated from the 1st of April 1933, for $50,000.00, redeemable serially from the 1st of May 1933, to the 1st of May, 1973, at 5½% interest, redeemable in 10 years, will be received by the undersigned until 6 o'clock p. m., of April the 10th, 1933. Capital and semi-annual interest (1st of May and November) payable at the Banque Provinciale, at Quebec and its branches, in denominations at the option of the purchaser. The Bond is registerable. Object of the loan: Consolidation of the floating debt. Delivery about the 15th of May at Sillery. Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1%

l'emprunt. Un intérêt au taux de 5% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée. Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées. La municipalité se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Sillery, Qué., 23 mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,
1995-o ROGER GAGNON.

of the amount of the loan. Interest at the rate of 5% will be paid to the date of delivery on the deposit of the tenderer whose offer shall have been accepted. Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereinabove enumerated will be rejected. The municipality does not obligate itself to accept the highest or any of the tenders.

Sillery, P. Q., March 23, 1933.

ROGER GAGNON,
1996-o Secretary-treasurer.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 3310. LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC, demanderesse; vs BENOIT COSSETTE, autrefois d'Amos et maintenant de Rouyn, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, un lopin de terre, soit la partie est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Figuery, sous le No quarante-deux-A (42A) du rang dix (10) et comprenant, le dit lopin de terre, cent dix (110) pieds de largeur par toute la profondeur, et borné comme suit: au nord par la ligne du chemin de fer canadien National et le lot No quarante-deux-B (42B) du même rang; à l'est par le lot No quarante-trois (43) du même rang; au sud par le chemin public et à l'ouest par le résidu du même lot à cent dix (110) pieds de la ligne est—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 22 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1985—12-2-o

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 3310. LA SOCIETE DE PRETS ET PLACEMENTS DE QUEBEC, plaintiff; vs BENOIT COSSETTE, formerly of Amos, and now of Rouyn, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to said defendant, a parcel of land namely the East part of that lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Figuery, under number forty two-A (42A) in range ten (10) said parcel of land comprising one hundred and ten (110) feet in width by the whole of the depth, and bounded as follows: on the North by the Canadian National Railway line and lot number forty two-B (42B) of the same range; on the East by lot number forty three (43) of the same range; on the South by the public road, and on the West by the residue of the same lot one hundred and ten (110) feet distant from the East line—the whole with buildings, circumstances and dependencies shall be sold at the parochial church door of Amos, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, March 22nd., 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1986—12-2

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 3369. THEODORE DESRUISSEAUX, rentier, de Rouyn, demandeur; vs LOUIS NADEAU, journalier, de Québec, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No cinq cent neuf (509) du bloc No quarante et un (41) du cadastre officiel de la ville de Rouyn, canton Rouyn—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Rouyn, MERCREDI le CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 27 février 1933. 1405—9-2-o
[Première publication, 4 mars, 1933]

Superior Court.—District of Aibiti.

No. 3369. THEODORE DESRUISSEAUX, annuitant, of Rouyn, plaintiff; vs LOUIS NADEAU, laborer, of Quebec, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lot of land bearing No. five hundred and nine (509) of block No. forty one (41) of the official cadastre for the town of Rouyn, township of Rouyn—with buildings, circumstances and dependencies. will be sold at the parochial church door of Rouyn on WEDNESDAY the FIFTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, February 27, 1933. 1406—9-2
[First publication, March 4th., 1933]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: LOUIS-C. CHEVALT, demandeur; vs JOSEPH HOULE *et al.*, défendeurs, et AUGUSTE BOURBEAU, mis-en-cause. No 676.

Comme appartenant au défendeur, Joseph Houle.

1. Une terre située à Sainte-Clothilde de Horton, contenant 9 arpents de largeur sur 24 arpents de profondeur, plus ou moins, étant les Nos 72 et 73 du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Clothilde de Horton—avec les bâtisses y érigées.

2. Un morceau de terre de forme triangulaire, situé dans le 2e rang du canton de Horton, au côté sud de la rivière Noire, contenant environ 80 arpents en superficie et connu et désigné comme étant le No 74 du cadastre officiel susmentionné—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus en un seul lot à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1933) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, P. Q., 18 mars 1933.

[Première publication, 25 mars, 1933]

1905—12-2 o

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: LOUIS C. CHEVALT, plaintiff; vs JOSEPH HOULE *et al.*, defendants and AUGUSTE BOURBEAU, *mis-en-cause*. No. 676.

As belonging to the defendant, Joseph Houle.

1. A piece of land situated at Sainte Clothilde de Horton, containing 9 arpents in width by 24 arpents in depth, more or less, being the Nos. 72 and 73 of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Clothilde de Horton —with the buildings thereon erected.

2. A piece of land of triangular size, situated in the 2nd range of the township of Horton, on the South side of Black River, containing about 80 arpents in superficie and known and designated as being the No. 74 of the official plan above mentioned—with the buildings thereon erected.

To be sold in only one lot (*en bloc*) at the parochial church door of Sainte Clothilde de Horton, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, March 18th, 1933.

[First publication, March 25th., 1933]

1906—12-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: FELIX DROUIN, demandeur; contre ALPHONSE BISSON fils de François, défendeur. No 13676.

1. Les lots, numéro 1130, sauf et à distraire du dit lot, un certain terrain à même lieu situé, mesurant environ trois arpents de largeur, sur cinq arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front au chemin public, en profondeur au terrain ci-dessus désigné, d'un côté à vendeur, et de l'autre côté à Dame veuve Richard Boulé, faisant partie et étant partie nord-est du numéro onze cent trente (partie 1130) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, dans cette partie faisant aujourd'hui partie de la paroisse des Saints-Anges de Beauce—circonstances et dépendances, lesquels numéros reconnus véridiques au dit plan, et tel que le tout est actuellement avec servitudes actives et passives;

2. Les lots numéros 1134 et 1160 du cadastre pour la paroisse de Saint-Joseph, dans cette partie faisant aujourd'hui partie de la paroisse de Saints-Anges—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse des Saints-Anges, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain (1933) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 21 mars 1933.

[Première publication, 25 mars, 1933]

1957—12-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: FELIX DROUIN, plaintiff; against ALPHONSE BISSON, son of François, defendant. No. 13676.

1. Lot number 1130, save and to be deducted from said lot, a certain lot of land situate in the same place, measuring about three arpents in width by five arpents in depth, more or less, bounded in front by the public road, in depth by the land hereinabove designated, on one side by the vendor, and on the other side by Dame widow Richard Boulé, forming part and being the North-east part of number eleven hundred and thirty (Part 1130) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Joseph de Beauce, in that part which forms to day part of the parish of Saints-Anges de Beauce –circumstances and dependencies, which numbers are known as official numbers on the said plan and as the whole actually subsists with the active and passive servitudes.

2. Lots numbers 1134 and 1160 of the cadastre for the parish of Saint Joseph, in that part forming to-day part of the parish of Saints Anges—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, March 21, 1933.

[First pub ication, March 25th., 1933]

1958—12-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: { XAVIER GIRARD, fils d'Alex, cultivateur de la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière; vs PIERRE BERGERON, fils de Paschal, cultivateur, de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquière; et JOSEPH GAUDREAULT, gentilhomme, de la ville de Jonquière.

No 4502.

Tous ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous les Nos 30-A et 30-B du rang 6 du dit canton—avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Jonquières.

Le député-shérif,
LÉONIDAS GAGNÉ.

[Première publication, le 25 mars 1933]

1943—12-2-o

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Chicoutimi, to wit: { XAVIER GIRARD, son of Alex., farmer, of the parish of Notre Dame de Laterriere; vs PIERRE BERGERON, son of Paschal, farmer, of the parish of Saint Dominique de Jonquiere; and JOSEPH GAUDREAULT, gentleman, of the town of Jonquiere.

No. 4502.

All those lots of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquières under Nos. 30-A and 30-B of range 6 of the said township—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of Jonquieres.

LEONIDAS GAGNE,
Deputy Sheriff.

[First publication, March 25th., 1933]

1944—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Chicoutimi.

No 6880. { PHILIPPE BRASSARD, cultivateur, de l'endroit appelé Saint-Louis Nazaire, demandeur; vs JOSEPH BOLDUC, du même lieu, défendeur, à savoir:

1. Les lots 31 et 32 du rang 2 de Saint-Nazaire, canton Taché;

2. Le lot 32 du rang 3 de Saint-Nazaire, canton Taché—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Louis Nazaire, le SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
LEONIDAS GAGNÉ.

Chicoutimi, le 28 février 1933. 1433—9-2-o

[Première publication, le 4 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Chicoutimi.

No. 6880. { PHILIPPE BRASSARD, farmer, of the place called Saint Louis Nazaire, plaintiff; vs JOSEPH BOLDUC, of the same place, defendant, to wit:

1. The lots 31 and 32 in range 2 of Saint Nazaire, township of Taché;

2. The lot 32 in range 3 of Saint Nazaire, township of Taché—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Louis Nazaire, on the SIXTH day of APRIL, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNÉ,
Deputy-Sheriff.

Chicoutimi, February 28, 1933. 1434—9-2

[First publication, March 4, 1933]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: { JOSEPH TREMBLAY, cultivateur, de la paroisse de Saint-Fulgence, en sa qualité de tuteur à son fils Edmond-Louis Tremblay, demandeur, *ès-qualité*; vs FRANÇOIS DUFOUR, constable, du village de Sainte-Anne, défendeur, et F.-X. SIMARD, ET AL., mis-en-cause, et LOUIS-PHILIPPE GIRARD, de la cité de Chicoutimi, avp-cat, procureur distrayant pour ses frais;

No 5779.

En possession du défendeur: Un terrain de figure irrégulière formé du lot numéro soixante et six-un dernière subdivision du lot soixante et six (No 66) et d'une partie du lot numéro soixante et onze (71) partie non subdivisée, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne dans le premier rang ouest du Canton Tremblay, le tout compris dans les bornes suivantes: vers le nord et vers l'ouest au terrain de la Fabrique de Sainte-Anne de Chicoutimi, ou représentants, vers le sud à la rivière Saguenay et vers l'est au terrain d'Alfred Simard, ou représentants—avec toutes les bâtisses et dépendances, sauf à distraire du terrain ci-dessus décrit les parties qui ont été vendues par Edmond Tremblay aux personnes ci-après indiquées, savoir:

(*a*) A Edmond Tremblay (Michaud), par acte reçu en minute par David Maltais, N.P., le 10

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: { JOSEPH TREMBLAY, farmer, of the parish of Saint Fulgence, in his quality of tutor to his son Edmond Louis Tremblay, *es-qualité*, plaintiff; vs FRANÇOIS DUFOUR, constable, of the Village of Sainte Anne, defendant; and F. X. SIMARD ET AL., *mis-en-cause*; and LOUIS PHILIPPE GIRARD, of the city of Chicoutimi, advocate, attorney distracting for his costs.

No. 5779.

In the possession of the defendant: A lot of land of irregular figure composed of lot number sixty six-one, last subdivision of lot number sixty six (No. 66) and a part of lot number seventy one (No. 71) unsubdivided part, of the official cadastre for the Village of Sainte Anne in the first range West of the township of Tremblay, the whole comprised within the following boundaries: Towards the North and towards the West by the land of the Fabrique of Sainte Anne de Chicoutimi, or representatives, towards the South by the Saguenay river and towards the East by the land of Alfred Simard, or representatives—with all the buildings and dependencies, save to be deducted from the lot of land hereinabove described the parts which were sold by Edmond Tremblay to the persons hereinafter mentioned, to wit:

(*a*) To Edmond Tremblay (Michaud), by deed received in minute by David Maltais. N.P.,

avril 1905 et enregistré à Chicoutimi, le 12 avril 1905 sous le No 15,376;

(*b*) A Dame Elise Bergeron, par acte reçu en minute par D. Maltais, N.P., le 14 septembre 1908 et enregistré à Chicoutimi, le 14 septembre 1908, sous le No 18,530;

(*c*) A Alexandre Gagnon, par acte reçu en minute par Geo. St-Pierre, N.P., le 30 mars 1932 et enregistré à Chicoutimi, le 18 février 1914, sous le No 24,571;

(*d*) A Dame Bernadette Tremblay, épouse de Ludger Petit, Junior, suivant acte devant Geo. St-Pierre, N.P., le 1er février 1912 et enregistré à Chicoutimi, le 27 février 1912, sous le No 21,948.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne de Chicoutimi, le QUATRIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
LEONIDAS GAGNE.

Chicoutimi, le 28 février 1933. 1431—9-2-o

[Première publication, le 4 mars 1933]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 5629. NAPOLEON POTVIN, rentier, domicilié à Jonquière, demandeur; vs ALBERT GIRARD, cultivateur, résidant à Laterrière, défendeur.

Une ferme comprenant, suivant le cadastre officiel du canton Laterrière:

1. Le lot numéro seize-A (16-A) du rang sud de la rivière Chicoutimi (primitivement rang VII) de ce canton, contenant une superficie d'environ cent deux acres;

2. Le lot numéro seize-C (16-C) du même rang sud de la rivière Chicoutimi, au cadastre officiel susdit, contenant une superficie de trois acres, trois roods et vingt-quatre perches, sauf à distraire de ce dernier lot en faveur de Dame Jessie Potvin, épouse de M. Odilon Bernier, ou ses ayants-droits, du dit lieu de Laterrière, un emplacement situé au sud-est du chemin public, mesurant environ cent pieds de largeur du sud-ouest au nord-est sur environ cinquante pieds de profondeur du nord-ouest au sud-est, les clôtures actuelles de ce terrain étant ses limites acceptées par les parties, le tout compris dans les bornes suivantes: en front au nord-ouest au chemin public; au nord-est par le lot seize-A susmentionné, suivant la ligne nord-est du dit lot seize-C, en profondeur au sud-est et du côté sud-ouest par le résidu du dit lot seize-C—avec les bâtisses érigées sur cet emplaçement;

3. Le lot numéro seize (16) du sixième rang, du même canton Laterrière, contenant une superficie d'environ cent deux acres—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur cette ferme, et autres dépendances, et avec réserve en faveur de M. Abel Potvin, cultivateur, de la même paroisse de Notre-Dame de Laterrière, représentant Jacob Tremblay (Léo) ou leurs ayants-droits, de toute cette partie du dit lot numéro seize du sixième rang d'une superficie d'environ vingt acres, comprise entre le cordon divisant le sixième rang du cinquième rang du même canton et courant vers le nord-ouest jusqu'à un ruisseau qui traverse le dit lot en diagonale;

Sous réserve cependant des droits en faveur de la Commission des Eaux Courantes de Québec, découlant d'un acte de convention entre Albert Girard, fils Rodrigue et La Commission des Eaux Courantes de Québec, passé devant C.-E. Boivin, N.P., le 9 juillet 1925 sous le No 3192 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi, le 14 juillet

the 10th April, 1905 and registered at Chicoutimi, the 12th April, 1905, under No. 15,376;

(*b*) To Dame Elise Bergeron, by deed received in minute by D. Maltais, N.P., the 14th September, 1908, and registered at Chicoutimi, the 14th September, 1908, under No. 18,530;

(*c*) To Alexandre Gagnon, by deed received in minute by Geo. St. Pierre, N.P., the 30th March, 1912, and registered at Chicoutimi, the 18th February, 1914, under No. 24,571;

(*d*) To Dame Bernadette Tremblay, wife of Ludger Petit, Jr., by deed before Geo. St-Pierre, N.P., the 1st February, 1912 and registered at Chicoutimi, the 27th February, 1912, under No. 21,948.

To be sold at the church door of Sainte Anne de Chicoutimi, on the FOURTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

LEONIDAS GAGNE,
Deputy-Sheriff.

Chicoutimi, February 28, 1933. 1432—9-2

[First publication, March 4, 1933]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 5629. NAPOLEON POTVIN, annuitant, domiciled at Jonquiere, plaintiff; vs ALBERT GIRARD, farmer, residing at Laterrière, defendant.

A farm comprising, according to the official cadastre for the township of Laterrière:

1. The lot number sixteen-A (16-A), in the South range of the Chicoutimi River, (originally range VII) of said township, containing about one hundred and two acres in area;

2. The lot number sixteen-C (16-C) of same South range of the Chicoutimi River, on the aforesaid official cadastre, containing an area of three acres, three roods and twenty four perches, save to be deducted from said latter lot, in favour of Dame Jessie Potvin, wife of Mr. Odilon Bernier, or his assigns, of the said place of Laterrière, an emplacement situate Southeast of the public road, measuring about one hundred feet in width from Southwest to Northeast, by about fifty feet in depth, from Northwest to Southeast, the actual fences of said lot of land being its limits accepted by the parties, the whole comprised within the following boundaries: in front, on the Northwest by the public road; on the Northeast by the abovementioned lot sixteen-A, following the Northeast line of said lot sixteen-C, in depth, on the Southeast, and on the Southwest side, by the residue of said lot sixteen-C—with buildings erected on said emplacement;

3. The lot number sixteen (16) of the sixth range of the same township of Laterrière, containing an area of about one hundred and two acres—together with all the buildings erected on said farm and other dependencies, and subject to reserve, in favour of Mr. Abel Potvin, farmer, of the same parish of Notre Dame de Laterrière, representing Jacob Tremblay (Leo) or their assigns, of all that part of said lot number sixteen in the sixth range, containing about twenty acres in area, comprised between the divisional line of the sixth and fifth ranges of the same township and running Northwesterly as far as a stream crossing the said lot in a diagonal line.

Subject however to reserve of the rights in favour of Quebec Streams Commission, resulting from a deed of agreement between Albert Girard, son of Rodrigue, and the Quebec Streams Commission, passed before C. E. Boivin, N.P., on the 9th of July, 1925, under No. 3192 of his minutes, registered at Chicoutimi, on July 14, 1925, under

1925 sous le No 43760; et sous réserve de certains droits en faveur de la Commission des Eaux Courantes de Québec, découlant d'un acte de convention entre La Commission des Eaux Courantes de Québec et Albert Girard, fils Rodrigue, passé devant C.-E. Boivin, N.P., le 22 février 1926, sous le No 3529 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi, le 1er mars 1926, sous le No 45439; ces deux actes de conventions ci-dessus mentionnés ont pour effet d'exempter la Commission des Eaux Courantes de Québec, tant pour le passé que pour l'avenir, de payer des dommages provenant de l'exhaussement des eaux du lac Kénogami, etc., au propriétaire du lot portant le No 16-A du rang sud de la rivière Chicoutimi, au cadastre officiel du canton Laterrière.

Pour être vendu à la porte de l'église deN.-D. Laterrière, le QUATRIEME jour d'AVRIL 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNÉ.
Chicoutimi, 28 février 1933. 1435—9-2-o
[Première publication, le 4 mars 1933]

No. 43760; and with reserve of certain rights in favour of the Quebec Streams Commission, resulting from a deed of agreement between the Quebec Streams Commission and Albert Girard, son of Rodrigue, passed before C. E. Boivin, N.P., on February 22, 1926, under No. 3529 of his minutes, registered at Chicoutimi, on March 1st., 1926, under No. 45439; these two abovementioned deeds of agreement having for effect to exempt the Quebec Streams Commission, both for the past and for the future, from the payment of damages resulting from the raising of the waters of Lake Kenogami, etc., to the owner of the lot bearing No. 16-A of the South range of the Chicoutimi River, on the official cadastre for the township of Laterrière.

To be sold at the church door of N. D. Laterrière, on the FOURTH day of APRIL, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNÉ,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Chicoutimi, February 28, 1933. 1436—9-2
[First publication, March 4, 1933]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Magistrat.

District de Québec, No 34572, à savoir: COMPAGNIE P. T. LÉGARÉ LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs ISIDORE PELCHAT, de l'endroit appelé Manche D'Epée, dans le comté de Gaspé, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot No 19, premier rang du cadastre du canton Taschereau, mesurant environ 92 pieds de largeur sur le front au chemin de ceinture, du côté nord, et 115 pieds de largeur à son extrémité du côté sud et 190 pieds de longueur, borné comme suit: au nord par le chemin de ceinture, au sud et à l'est par Wilfrid Ouellet ou représentants, et à l'ouest par Napoléon Davis et Napoléon Fournier, ou représentants—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Petite Madeleine, comté de Gaspé, LUNDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS.-T. TUZO.
Percé, le 27 février 1933.
[Première publication, 4 mars 1933]
1437—9-2-o

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.

District of Quebec, No. 34572, to wit: COMPAGNIE P. T. LEGARE LIMITEE, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, plaintiff; vs ISIDORE PELCHAT, of the place called "Manche D'Epée", in the county of Gaspé, defendant.

A parcel of land forming part of lot No. 19, first range of the cadastre for the Township of Taschereau, measuring about 92 feet in width in front on the belt road, of the North side and 115 feet in width at its extremity on the South side, and 190 feet in length, bounded as follows: On the North by the belt road, on the South and East by Wilfrid Ouellet or representatives and on the West by Napoléon Davis and Napoléon Fournier, or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Petite Madeleine, County of Gaspé, on MONDAY, the TENTH day of APRIL, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, February 27, 1933.
[First publication, March 4, 1933]
1438—9-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 13094. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation légale existant en vertu d'une loi fédérale et ayant en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; contre PHILIPPE GRANDMAISON, cultivateur, de Cacouna, dans le comté de Témiscouata, défendeur.

1. Les lots de terre connus et désignés aux plan

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière-du-Loup, to wit: No. 13094. THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate existing in virtue of a Federal Act and having pursuant to the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff; against PHILIPPE GRANDMAISON, farmer, of Cacouna, in the county of Temiscouata, defendant.

1. The lots of land known and designated on

et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Cacouna, sous les numéros quatre, cinq, sept et huit (Nos 4, 5, 7 et 8);

2. Un circuit ou lopin de terre situé sur le premier rang de la dite paroisse de Cacouna, contenant deux arpents de front sur quatre arpents de profondeur, borné par le nord à Elie Beaulieu, par le sud à Alfred Pelletier et autres, par le nord-est à la terre ci-dessus désignée, par le sud-ouest au donateur, (mais actuellement par sieur Georges Grandmaison, frère du présent défendeur), le dit immeuble étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Cacouna, comme faisant partie nord-est du lot numéro neuf (Ptie N. E. de No 9);

3. Un arpent de terre de front sur vingt arpents ou environ de profondeur, situé sur le premier rang de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, borné au nord à Didace Côté, au sud aux terres du deuxième rang, au nord-est et au sud-ouest au dit Didace Côté, le dit lot étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de l'Isle-Verte sous le numéro trois cent trente-quatre (No 334) —le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances exception faite pour le dernier lot de terre décrit ci-dessus, (item 3) qui est sans bâtisses.

Pour être vendus, en bloc, tous les dits lots de terre ci-dessus, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Georges de Cacouna, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, le 22 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1959—12-2-o

the official cadastral plan and book of reference for the parish of Cacouna, under numbers four, five, seven and eight (Nos. 4, 5, 7 and 8);

2. A tract or parcel of land situate in the first range of the said parish of Cacouna, measuring two arpents in front by four arpents in depth, bounded on the North by Elie Beaulieu, on the South by Alfred Pelletier and others, on the Northeast by the land hereinabove designated, on the Southwest by the donor (but actually by Sieur Georges Grandmaison, brother of the present defendant), the said immovable being known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Cacouna, as forming the Northeast part of lot number nine (N. E. Pt. of No. 9);

3. One arpent of land in front by twenty arpents or thereabouts in depth, situate in the first range of the parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, bounded on the North by Didace Côté, on the South by the lands of the second range, on the Northeast and Southwest by the said Didace Côté, the said lot being known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of L'Isle Verte, under number three hundred and thirty four (No. 334)—the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, exception made for the last lot of land hereinabove described, (item 3rd) which is without buildings.

To be sold "*en bloc*" all the said lots of land hereinabove described, at the parochial church door of Saint Georges de Cacouna, county of Témiscouata, district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 22, 1933.
[First publication, March 25, 1933]
1960—12-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: DONAT PILON, demandeur; vs ALFRED SEGUIN, fils d'Avila, défendeur.
No F-119155.

1. Une terre située en la concession Saint-Thomas, en la paroisse de Rigaud, district de Montréal, contenant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro quatre cent cinquante et un (No 451) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Rigaud—avec maison et bâtisses dessus construites.

2. Une terre située en la concession Saint-Thomas, dans la paroisse de Rigaud, contenant trois arpents de front sur environ vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro quatre cent cinquante-deux (No 452) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Rigaud—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Rigaud, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1893—12-2-o

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: DONAT PILON, plaintiff; vs ALFRED SEGUIN, Son of Avila, defendant.
No. F-119155.

1. A farm situate in the Saint Thomas concession, in the parish of Rigaud, district of Montreal, containing about sixty arpents in area, known and designated under number four hundred and fifty one (No. 451) on the official plan and book of reference for the said parish of Rigaud—with houses and buildings thereon erected.

2. A farm situate in the Saint Thomas concession, in the parish of Rigaud, measuring three arpents in front by about twenty arpents in depth, known and designated under number four hundred and fifty two (No. 452) on the official plan and book of reference for the said parish of Rigaud—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Rigaud, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th., 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1894—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { EUGÉNIE LAHAIE,
No D-117001. { demanderesse; vs SAM SCHWARTZ, défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, et portant le numéro quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-sept (137-89), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, de la contenance de quarante-deux pieds et six pouces de largeur en front, par quatre-vingt-sept pieds et six pouces de profondeur plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses portant les numéros 4611, 13, 17 et 19, de la rue Colonial, tel et dans l'état que le tout se trouve actuellement, circonstances et d pendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1891—12-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { EUGENIE LAHAIE,
No. D-117001. { plaintiff; vs SAM SCHWARTZ, defendant.

An emplacement situate in Montreal, and bearing number eighty nine of the official subdivision of lot number one hundred and thirty seven (137-89), on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint Louis, measuring forty two feet and six inches in width in front by eighty seven feet and six inches in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, bearing numbers 4611, 13,17 and 19 of Colonial Street, as and in whatever state the whole presently subsists, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th., 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1892—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE MANUFACTU-
No C-110033. { RERS LIFE INSURANCE CO., demanderesse; vs JOSEPH RUDOLPH LEMIRE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Westmount, en la cité de Westmount, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et cinquante et un centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest, composé de

(*a*) La subdivision seize du lot numéro deux cent neuf (209-16) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et cinquante et un centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-huit pieds et soixante et onze centièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest, et de

(*b*) La subdivision un de la subdivision dix-sept du dit lot (209-17-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant douze pieds six pouces de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et soixante et onze centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest—avec la bâtisse dessus érigée, dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Honorable Juge Boyer, en date du 15 novembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1895—12-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE MANUFACTU-
No. C-110033. { RERS LIFE INSURANCE CO., plaintiff; vs JOSEPH RUDOLPH LEMIRE, defendant.

An emplacement fronting on Westmount Avenue, in the city of Westmount, containing thirty seven feet six inches in width by ninety eight feet and fifty one hundredths of a foot in depth in the North East line and ninety eight feet and eighty five one hundredths of a foot in depth in the South West line, composed of

(*a*) Subdivision sixteen of lot number two hundred and nine (209-16) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety eight feet and fifty one hundredths of a foot in depth in the North East line and ninety eight feet and seventy one hundredths of a foot in depth in the South West line, and of

(*b*) Subdivision one of subdivision seventeen of the said lot (209-17-1) on the said official plan and book of reference, containing twelve feet six inches in width by ninety eight feet and seventy one hundredths of a foot in depth in the North East line and ninety eight feet and eighty five one hundredths of a foot in depth in the South West line—with the building thereon erected, whereof the South West wall is *mitoyen*.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated November 15th., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th., 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1896—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE CO., demanderesse; vs JOSEPH RUDOLPH LEMIRE, défendeur.
No D-111033.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Westmount, en la cité de Westmount, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq-centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-neuf pieds et vingt centièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest, composé de:

a. La subdivision dix-huit du lot numéro deux cent neuf (209-18) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq centièmes d'un pied de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et de

b. La subdivision deux de la subdivision dix-sept dudit lot numéro deux cent neuf (209-17-2) desdits plan et livre de renvoi officiels, contenant douze pieds six pouces de largeur par quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-dix-neuf pieds et vingt centièmes d'un pied de profondeur dans la ligne sud-ouest.

Avec la bâtisse dessus érigée, dont le mur nord-est, est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable Juge Boyer, en date du 15 novembre 1932.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 20 mars 1933. 1897—12-2-o

[Première publication, 25 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE CO., plaintiff; vs JOSEPH RUDOLPH LEMIRE, defendant.
No. D-111033.

An emplacement fronting on Westmount Avenue, in the city of Westmount, containing thirty seven feet six inches in width by ninety eight feet and eighty five one-hundredths of a foot in depth in the Northeast line and ninety nine feet and twenty one-hundredths of a foot in depth in the Southwest line, composed of:

a. Subdivision eighteen of lot number two hundred and nine (209-18) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety eight feet and eighty five one-hundredths of a foot in depth in the Northeast line and ninety nine feet in depth in the Southwest line; and of

b. Subdivision two of subdivision seventeen of the said lot number two hundred and nine (209-17-2) on the said official plan and book of reference, containing twelve feet six inches in width by ninety nine feet in depth in the Northeast line and ninety nine feet and twenty one-hundredths of a foot in depth in the Southwest line.

With the building thereon erected, whereof the Northeast wall in *mitoyen*.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated November 15th, 1932.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, March 20, 1933. 1898—12-2

[First publication, March 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs ALCIBIADE LEGER, défendeur.
No C-110952.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Moffatt, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro neuf cent soixante-deux du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-962) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 459 et 461 de la dite avenue Moffatt, dont les deux murs de pignon sont mitoyens et un garage dont le mur de pignon sud-est est aussi mitoyen sus-érigés, et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle conduisant au dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $560.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Curran, en date du 14 mars 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 20 mars 1933.

[Première publication, le 25 mars 1933]

1899—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs ALCIBIADE LEGER, defendant.
No. C-110952.

An emplacement fronting on Moffatt Avenue, in the city of Verdun, known as subdivision number nine hundred and sixty two of the original lot number four thousand six hundred and seventy nine (4679-962) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 459 and 461 of said Moffatt Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens* and a garage whereof the South East gable wall is also *mitoyen* thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $560.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 14th., 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, March 20th., 1933.

[First publication, March 25th., 1933]

1900—12-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE GRAN-
No C 116043. } GER, veuve de Elie Lemire, *es-nom et es-qual.*, demanderesse; vs HERVE ARCHAMBAULT, défendeur.

1. Lot numéro deux de la ré-subdivision du lot numéro six cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-627-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante-deux pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur et borné en front au nord-ouest par la rue Ballantyne, en arrière par le lot numéro 3405-626-3 ci-après décrit, du côté sud-ouest par le lot No 3405-627-1 et du côté nord-est par le lot No 3405-618.

2. Lot numéro trois de la re-subdivision du lot numéro six cent vingt-six de la subdivision officielle dudit lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-626-3) aux dits plan et livre de renvoi officiels; mesurant cinquante-deux pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur et borné au nord-ouest par le lot numéro 3405-627-2, au sud-est par le lot No 3405-625-3, au sud-ouest par le lot No 3405-626-2 et au nord-est par le lot No 3405-618.

3. Lot numéro trois de la re-subdivision du lot numéro six cent vingt-cinq de la subdivision officielle du dit lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-625-3) dans les dits plan et livre de renvoi officiels; mesurant cinquante-deux pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, borné au sud-ouest par le lot No. 3405-626-3, au sud-est par le lot No 3405-624, au sud-ouest par le lot No 3405-625-2 et au nord-est par le lot No 3405-618; le tout ne formant qu'une seule exploitation—avec les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit aux charges ordinaires d'entretien dans la ruelle composée du lot numéro 3405-625-2, mesurant douze pieds de largeur et sa continuation à travers l'arrière-partie des lots numéros 3405-626-2 et 3405-627-1 sur une même largeur de douze pieds jusqu'à la rue Ballantyne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 mars 1933. 1913—12-2-o
[Première publication, 25 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE GRAN-
No. C-116043. } GER, widow of Elie Lemire, *es-nom and es-qual.*, plaintiff; vs HERVE ARCHAMBAULT, defendant.

1. Lot number two of the re-subdivision of lot number six hundred and twenty seven of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-627-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring fifty two feet in width by twenty five feet in depth and bounded in front, on the Northwest, by Ballantyne Street, in rear by lot number 3405-626-3 hereinafter described, on the Southwest side by lot No. 3405-627-1 and on the Northeast side by lot No. 3405-618.

2. Lot number three of the re-subdivision of lot number six hundred and twenty six of the official subdivision of said lot number three thousand four hundred and five (3405-626-3) on the said official plan and book of reference; measuring fifty two feet in width by twenty five feet in depth and bounded on the Northwest by lot number 3405-627-2, on the Southeast by lot No. 3405-625-3, on the Southwest by lot No. 3405-626-2 and on the Northeast by lot No. 3405-618.

3. Lot number three of the re-subdivision of lot number six hundred and twenty five of the official subdivision of said lot number three thousand four hundred and five (3405-625-3) on the said official plan and book of reference; measuring fifty two feet in width by twenty five feet in depth, bounded on the Southwest by lot No. 3405-626-3, on the Southeast by lot No. 3405-624, on the Southwest by lot No. 3405-625-2 and on the Northeast by lot No. 3405-618; the whole forming but one and the same lot of land—with the buildings thereon erected and with right of way in common with all others having rights thereto, subject to ordinary charges of maintenance, in the lane composed of lot number 3405-625-2, measuring twelve feet in width and its continuation crossing the rear part of lots numbers 3405-626-2 and 3405-627-1 by a same width of twelve feet up to Ballantyne Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 21, 1933. 1914—12-2
[First publication, March 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CAISSE POPULAI-
No C-110992. } RE DE SAINT-PIERRE, demanderesse; vs HERVE DE GRANDPRE, défendeur.

Un immeuble ayant front sur la rue Lasalle à Montréal, autrefois Maisonneuve, connu sous le numéro sept cent quarante-six de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-746), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga—avec toutes bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 2536, 2538, 2540, 2542 et 2544 de la dite rue Lasalle, et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit immeuble avec ceux y ayant droit.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA CAISSE POPULAI-
No. C-110992. } RE DE SAINT PIERRE, plaintiff; vs HERVE DE GRANDPRE, defendant.

An immoveable fronting on Lasalle Street in Montreal, formerly Maisonneuve, known under number seven hundred and forty six of the subdivision of the original lot number eight (8-746) on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 2536, 2538, 2540, 2542 and 2544 of said Lasalle Street, and with right of way in the lane at the rear of the said immovable in common with those having rights therein.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $650.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 16 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 mars 1933. 1915—12-2-o
[Première publication, 25 mars, 1933]

on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $650.00 shall be required from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated March 16, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 21, 1933. 1916—12-2
[First publication, March 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME MELINA MOI-
No C-116197. NEAU, veuve de Fidime Pepin, *es-nom et es-qual.*, demanderesse; vs DESIRE PEPIN, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en la paroisse de Saint-Laurent, maintenant le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 210 de la subdivision officielle du lot originaire 342 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, contenant 25 pieds de largeur par 146 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 9052 Boulevard Saint-Laurent, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 mars 1933. 1917—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME MELINA MOI-
No. C-116197. NEAU, widow of Fidime Pepin, *es-nom and es-qual.*, plaintiff; vs DESIRE PEPIN, defendant.

A lot of land or emplacement fronting on Saint Lawrence Boulevard in the parish of Saint Laurent, now Bordeaux ward, of the city of Montreal, known and designated under number 210 of the official subdivision of original lot 342 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring 25 feet in width by 146 feet in depth, English measure, and more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic number 9052 Saint Lawrence Boulevard, Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 21, 1933. 1918—12-2
[First publication, March 25, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE CANADA LIFE
No A-114180. ASSURANCE COMPANY, demanderesse; vs MYER FOX ET AL., défendeurs.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laurier, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision quarante-cinq des subdivisions officielles du lot numéro quinze (15-45) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, contenant vingt-quatre pieds en largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix-sept pieds six pouces dans la ligne sud-ouest et quatre-vingt-dix-sept pieds dix pouces dans la ligne nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins. Avec droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière connue comme étant la subdivision quarante du dit lot numéro quinze et dans les autres ruelles y communiquant.

Avec l'édifice sus-érigé portant les numéros civiques 222, 224 et 226, avenue Laurier-Ouest, (Anciens numéros 150, 152 et 154).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Cousineau, en date du 21ème jour de mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 mars 1933. 1919—12-2
[Première publication, le 25 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CANADA LIFE
No. A-114180. ASSURANCE COMPANY, plaintiff; vs MYER FOX ET AL., defendants.

An emplacement fronting on Laurier Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision forty five of the official subdvisions of lot number fifteen (15-45), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty four feet in width by a depth of ninety seven feet six inches in the South-West line and ninety seven feet ten inches, in the North-East line, the whole English measure and more or less. With the right of way in common with others having rights therein in the lane in rear being known as subdivision forty of said lot number fifteen and in the other lanes communicating therewith.

With the building thereon erected bearing the civic numbers 222, 224 and 226 Laurier Avenue West, (old numbers 150, 152 and 154).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice P. Cousineau, dated the 21st day of March, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th, 1933. 1920—12-2-o
[First publication, March 25, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No D-111952. } INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs M. ALCIBIADE LEGER, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Moffatt, en la cité de Verdun, connu comme étant la subdivision numéro neuf cent soixante et trois du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-963) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt cinq pieds en largeur par soixante-et-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 455 et 457 de la dite avenue Moffatt, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et un garage dont le mur nord-ouest est mitoyen, sus-érig s, et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle conduisant au dit emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $560.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 14ème jour de mars 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 22 mars 1933. 1961—12-2
[Première publication, le 25 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
No. D-111952. } INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs M. ALCIBIADE LEGER, defendant.

An emplacement fronting on Moffatt Avenue, in the City of Verdun, known as subdivision number nine hundred and sixty three of the original lot number four thousand six hundred and seventy nine (4679-963) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 455 and 457 of said Moffatt Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and a garage whereof the North-West wall is *mitoyen*, thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $560.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 14th., 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 22nd., 1933. 1962—12-2-o
[First publication, March 25, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST AND
No E-112642. } LOAN CO. OF CANADA, demanderesse; vs DAME MARIE-E.-F. PERRIN, veuve de feu Georges Marcil *et al.*, défendeurs, *es-qual.*

a. Une propriété immobilière ayant front sur le chemin public, située dans la ville de Dorval, district de Montréal, composée du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux (2) du lot originaire numéro cinq (5) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine;

b. Une propriété immobilière ayant front sur le chemin public, située dans la ville de Dorval, district de Montréal, composée du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois (3) du lot originaire numéro cinq (5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine;

c. Cette certaine ferme située dans la ville de Dorval, sur le chemin public, composée de: *Premièrement*: la partie non-subdivisée du lot connu sous le numéro cinq (5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, moins cependant,

a. Un emplacement formant l'angle sud-est du dit lot numéro cinq (5), mesurant cinquante pieds en largeur de la ligne de division des dits lors numéros cinq et neuf (5 et 9), par une profondeur de cent vingt pieds, et borné comme suit: en front par le chemin public, du côté est par le lot officiel numéro 9, paroisse de Lachine, du côté ouest et en arrière par le résidu du dit lot No 5;

b. Un autre emplacement mesurant vingt pieds en largeur de la ligne de division entre les lots numéros cinq et six (5 et 6) des dits plan et livre de renvoi officiels, et ayant une profondeur égale à la profondeur entre le chemin public et le Lac Saint-Louis, et borné en front par le chemin public, en arrière par le lac Saint-Louis, du côté est par

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST AND LOAN
No. E-112642. } CO., OF CANADA, plaintiff; vs DAME MARIE E. F. PERRIN, widow of the late Georges Marcil *et al.*, defendants, *es-qual.*

a. An immoveable property fronting on the public road, situate in the town of Dorval, district of Montreal, composed of the lot of land known and designated as subdivision number two (2) of the original lot number five (5) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine;

b. An immoveable property fronting on the public road, situate in the town of Dorval, district of Montreal, composed of the lot of land known and designated as subdivision number three (3) of the original lot number five (5) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine;

c. That certain farm, situate in the town of Dorval, on the public road, composed of: *First* the unsubdivided portion of the lot known under number five (5) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, less however,

a. An emplacement, forming the South East corner of said lot number five (5), measuring fifty feet in width from the divisional line of said lots numbers five and nine (5 and 9), by a depth of one hundred and twenty feet, and bounded as follows: in front, by the public road, on the Eastern side by the official lot number 9, parish of Lachine, on the Western side and in rear by the residue of said lot No. 5;

b. Another emplacement measuring twenty feet in width from the divisional line between lots numbers five and six (5 and 6) of said official plan and book of reference, and having a depth equal to the depth between the public road and Lake Saint Louis, and bounded in front by the public road, in rear by Lake Saint Louis, on the

le lot No six (6) et du côté ouest par le résidu du dit lot No cinq (5);

c. La lisière de terrain vendue par Joseph-Avila Legault dit Deslauriers à la compagnie dite "Ontario & Quebec Railway Company", par acte de vente du 15 septembre 1886, L. Forest, notaire, et actuellement en la possession de la compagnie du Chemin de Fer Pacifique Canadien:

d. La lisière de terrain vendue par Joseph Legault à la compagnie du Chemin de Fer du Grand Tronc, par acte de vente du 7 avril 1854, et moins aussi

e. Tous les terrains nécessaires à l'érection de poteaux pour la transmission de l'électricité, tel que plus particulièrement énoncé dans deux actes enregistrés sous les numéros 136731 et 168798;

Deuxièmement Une plus petite partie de la dite ferme, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des subdivisions du dit lot numéro cinq comme étant la subdivision numéro un (5-1), la dite ferme comprenant le lot non subdivisé numéro cinq (5) de Lachine, et le numéro un de la dite subdivision du numéro cinq (5-1) pour être vendue en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $790.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Boyer, en date du 9 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 février 1933. 1335—9–2
[Première publication, 25 février, 1933 est nulle]

East side by lot No. six (6), and on the West side by the residue of said lot No. five (5);

c. The strip of land sold by Joseph Avila Legault dit Deslauriers to the Ontario & Quebec Railway Company, by deed of sale 15th September 1886, L. Forest, notary, and now in the possession of the Canadian Pacific Railway Company;

d. The strip of land sold by Joseph Legault to The Grand Trunk Railway Company, by deed of sale 7th April 1854, and less also

e. All the land necessary for the erection of posts for the transmission of electricity as more particularly set forth in two deeds registered under Nos. 136731 and 168798;

Second. A smaller part of said farm, known and designated on the official plan and book of reference of the subdivisions of said lot number five as subdivision number one (5-1); the said farm comprising the unsubdivided lot number five (5) of Lachine, and number one of said subdivision of number five (5-1) to be sold in one block.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $790.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated February 9th, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27th, 1933. 1336—9–2–o
[First publication, February 25th., 1933 is null]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 112039. \ ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs J.-F.-X. MERCURE, défendeur; et CHARLES-B. LAFOND, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Victoria dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros un et deux de la re-subdivision du lot numéro soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante et un (151-71-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Boyer, en date du 8 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1933.
[Première publication, 4 mars 1933]
1407—9–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 112039 \ ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs J. F. X. MERCURE, defendant; and CHARLES B. LAFOND, curator to the surrender.

An emplacement fronting on Victoria Avenue, in Notre Dame de Grâce Ward, in the City of Montreal, and designated under numbers one and two of the resubdivision of lot number seventy one, of the official subdivision of the original lot number one hundred and fifty one (151-71-1 and 2) on the official plan and book of reference for the Village of Côte des Neiges—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,400.00 shall be required from each and every bidder, before receiving his offce or bid, pursuant to judgment of Hon. Justier Boyer, dated February 8, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933.
[First publication, March 4, 1933]
1408—9–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No E-106051. \ DAME ADELINA BESSETTE, veuve de feu Zotique-G. Larochelle, demanderesse; vs HENRY PEPIN, défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Gauthier, portant les numéros quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quatre-vingt-dix-neuf (1299-4 et 5) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. E-106051. \ DAME ADELINA BESSETTE, widow of the late Zotique G. Larochelle, plaintiff; vs HENRY PEPIN, defendant.

Two lots of land fronting on Gauthier Street, bearing numbers four and five of the official subdivision of lot number twelve hundred and ninety nine (1299-4 and 5) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the

de la cité de Montréal, avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle en arrière aux charges d'entretien—avec bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1933. 1409—9–2–o
[Première publication, 4 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No C-110872. } DAME BÉATRICE BOURBONNIERE, veuve de Edgar Quevillon, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle de la succession de feue Dame Philomène Valiquette, demanderesse; et DAME GEORGIANA CORDEAU, veuve de feu Joseph-Rodolphe Roy, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle de la succession du dit feu Joseph-Rodolphe Roy, défenderesse.

1. Un emplacement ayant front rue Messier, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte de la Visitation, sous le numéro trente-quatre de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-34), mesurant le dit emplacement vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de soixante-dix-huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les maisons et autres bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 4270, 4272, 4274 et 4276 rue Messier, y compris tous autres droits inhérents audit immeuble.

2. Un emplacement ayant front rue Messier, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation sous le numéro trente-cinq de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-35) mesurant le dit emplacement vingt-cinq pieds en largeur par une profondeur de soixante-dix huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les maisons et autres bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 4278, 4280, 4282, 4284 rue Messier, y compris tous autres droits inhérents au dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1933.
[Première publication, 4 mars 1933]
1411—9–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No B-109843. } PATRICK BRUNET, demandeur; vs BRUNO PERRIER, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Baie d'Urfé et composé:

1. Des subdivisions numéros trois, quatre, vingt et un et vingt-deux de la subdivision officielle numéro trois cent vingt-cinq (325-3-4-21 et 22) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, mesurant environ deux cent seize pieds de largeur par toute la profondeur des dits lots, depuis le chemin public à la rivière Ottawa—avec les bâtisses;

2. De la partie est des subdivisions numéros cinq et vingt du dit lot originaire numéro trois cent vingt-cinq (325-Ptie Est 5 et 20) au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, mesurant

city of Montreal, with right of way in the lane at the rear in common with those having rights thereto, subject to maintenance charges—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933. 1410—9–2
[First publication, March 4th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. C-110872. } DAME BEATRICE BOURBONNIERE, widow of Edgar Quevillon, both personally and in her quality of universal legatee of the Estate of the late Dame Philomène Valiquette, plaintiff; vs DAME GEORGIANA CORDEAU, widow of the late Joseph Rodolphe Roy, both personally and in her quality of universal legatee of the estate of the said late Joseph Rodolphe Roy, defendant.

1. An emplacement fronting on Messier street in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, under number thirty four of the official subdivision of lot number nine (9-34) the said emplacement measuring twenty five feet in width by a depth of seventy eight feet, English measure and more or less—with all the houses and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 4270, 4272, 4274 and 4276 Messier Street, including all other rights attached to the said immovable.

2. An emplacement fronting on Messier Street in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation under number thirty five of the official subdivision of lot number nine (9-35) the said emplacement measuring twenty five feet in width by a depth of seventy eight feet, English measure and more or less—with all the houses and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 4278, 4280, 4282, 4284 Messier Street, including all other rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933.
[First publication, March 4, 1933]
1412—9–2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. B-109843. } PATRICK BRUNET, plaintiff; vs BRUNO PERRIER, defendant.

An emplacement situate in the town of Baie d'Urfé and composed of:

1. Subdivisions numbers three, four, twenty one and twenty two of the official subdivision number three hundred and twenty five (325-3-4-21 and 22) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Anne, measuring about two hundred and sixteen feet in width by the whole depth of the said lots, from the public road to the Ottawa river—with the buildings;

2. The East part of subdivisions numbers five and twenty of said original lot number three hundred and twenty five (325-East Pt. 5 and 20) of the aforesaid official plan and book of reference

vingt-cinq pieds de largeur par toute la profondeur qu'il y a du chemin public qui le borne en front à la rivière Ottawa qui le borne en profondeur, tenant d'un côté au résidu des dites subdi isions numéros cinq et vingt et de l'autre côté aux dites subdivisions numéros quatre et vingt et un du dit lot originaire numéro trois cent vingt-cinq (325-4 et 21), et sujet au droit de passage en faveur de Edward Maxwell, tel que décrit dans le contrat de vente que le défendeur lui a consenti devant J.-A. Cameron, notaire, le sept novembre mil neuf cent dix, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 180766.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, février 27, 1933. 1413—9–2–o
[Première publication, 4 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No B-109846. \ ROMAIN CLERMONT demandeur; vs DAME DELPHINE SAUMUR, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Lamarche, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Germain, dans le quartier Hochelaga de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trente et un de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-31) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant environ vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en brique y érigée, formant trois logis portant les numéros civiques 1680, 1682, 1684, de la rue Saint-Germain, à Montréal, et autres bâtisses y érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1933. 1417—9–2–o
[Première publication, 4 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No A-102476. \ ALBERT GAUTHIER, demandeur; vs ADOLPHE DUCHESNE *et al.*, défendeurs; et TELESPHORE BRASSARD, *es-qual.*, mis-en-cause.

Comme appartenant à Adolphe Duchesne, l'un des dits défendeurs.

1. Un certain emplacement ayant front sur la rue Shaw, maintenant rue Dorion, en la cité de Montreal, faisant partie du lot numéro deux cent dix, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment préparé et déposé dudit lot officiel comme lot de subdivision numéro cent dix-neuf, et la moitié sud-est du lot de subdivision numéro cent vingt (210-119 et S. E. ½-120) contenant ensemble trente-sept pieds et demi de largeur par quatre-vingt-un pieds de profondeur, la dite partie du lot de subdivision numéro cent vingt est bornée en front par la rue Shaw, maintenant

measuring twenty five feet in width by the whole depth that there may be from the public road which bounds it in front to the Ottawa river which bounds it in depth, bounded on one side by the residue of said subdivisions numbers five and twenty and on the other side by said subdivisions numbers four and twenty one of said original lot number three hundred and twenty five (325-4 and 21) and subject to a right of way in favor of Edward Maxwell, as described in a contract of sale from the defendant to said Edward Maxwell, before J. A. Cameron, notary, on the seventh of November, nineteen hundred and ten, registered at the registry office for the counties of Hochelaga and Jacques Cartier, under No. 180766.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933. 1414—9–2
[First publication, March 4th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. B-109846. \ ROMAIN CLERMONT, plaintiff; vs DAME DELPHINE SAUMUR, wife separate as to property by marriage contract of Henri Lamarche, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Saint Germain Street, in Hochelaga Ward, of the city of Montreal, known and designated under number thirty one of the official subdivision of lot number fifty (50-31) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, measuring about twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with a brick house thereon erected, containing three tenements bearing civic numbers 1680, 1682, 1684 of Saint Germain Street, Montreal, and other buildings thereon erected, and right of way in the lane at the rear, together with all others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933. 1418—9–2
[First publication, March 4th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. A-102476. \ ALBERT GAUTHIER, plaintiff; vs ADOLPHE DUCHESNE *et al.*, defendants; and TELESPHORE BRASSARD, *es-qual.*, *mis-en-cause.*

As belonging to Adolphe Duchesne, one of the said defendants:

1. A certain emplacement fronting on Shaw Street, now Dorion Street, in the city of Montreal, forming part of lot number two hundred and ten on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, and more especially known on the subdivision plan duly made and fyled for the said official lot, as subdivision lot number one hundred and nineteen, and the Southeast half of subdivision lot number one hundred and twenty (210-119 and S. E. ½-120) measuring together thirty seven and one half feet in width by eighty one feet in depth, said part of subdivision lot number one hundred and twenty being bounded in front

rue Dorion, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par le lot numéro cent dix-neuf, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro cent vingt et contenant douze pieds et demi de largeur par quatre-vingt-un pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

2. Un emplacement composé de la partie nord-ouest de la subdivision officielle numéro cent trois du lot originaire numéro deux mille six cent vingt-huit (2628-Ptie N.-O. 103) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; cette partie de lot mesure vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée en front par la rue Lajeunesse, en arrière par une ruelle, d'un côté par la partie du lot No. 2628-Ptie 103, et de l'autre côté par la partie du lot No 2628-Ptie 104—avec droit de passage en arrière, et avec bâtisse érigée sur ce lot.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $95.00 quant au paragraphe No 1 et de $600.00 quant au paragraphe No 2 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer en date du 16 février, 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1933. 1419—9-2-o
[Première publication, 4 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JEAN DANTONY, demandeur; vs SOLOMON WISE ET AL, défendeurs; et TELESPHORE BRASSARD, ES-QUAL., M. E. C.
No C-110730.

Comme appartenant à S. Wise, l'un des défendeurs:

a. Un emplacement ayant front sur la rue Cuvillier, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro sept cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-neuf (29-720) des plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé d'Hochelaga; avec droit en commun, avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière dudit lot—avec les bâtisses dessus érigées, entre autres, une maison à trois étages portant les numéros civiques 2073 à 2081 inclusivement de la dite rue Cuvillier.

Comme appartenant à L.-P. Lafrance, l'un des défendeurs:

b. Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et composé:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille neuf cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1925) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière;

2. De la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille neuf cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-½ N.-O. 1924) aux plan et livre de

by Shaw Street, now Dorion Street, at the rear by a lane, on one side on the Southeast by lot number one hundred and nineteen, and on the other side on the Northwest by the residue of said lot number one hundred and twenty, and measuring twelve and one half feet in width by eighty one feet in depth, the whole English measure and more or less.

2. An emplacement composed of the Northwest part of the official subdivision number one hundred and three of the original lot number two thousand six hundred and twenty eight (2628-N. W. Pt. 103) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent; said part of lot measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth, English measure and more or less, and being bounded in front by Lajeunesse Street, at the rear by a lane, on one side by part of lot No. 2628-Pt. 103, and on the other side by part of lot No. 2628-Pt. 104—with right of way at the rear, and with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $95.00 as to paragraph No. 1, and of $600.00 as to paragraph No. 2 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Boyer, dated February 16, 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1933. 1420—9-2
[First publication, March 4th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JEAN DANTONY, plaintiff; vs SOLOMON WISE ET AL, defendants; and TELESPHORE BRASSARD, ES-QUAL., M.E.C.
No. C-110730.

As belonging to S. Wise one of the defendants:

a. An emplacement fronting on Cuvillier street, in the City of Montreal, known and designated under number seven hundred and twenty of the official subdivision of original lot number twenty nine (29-720) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga; with right in common with all others having a right thereto, in the lane situate in rear of said lot—with the buildings thereon erected, among others a three story house bearing civic numbers 2073 to 2081 inclusively of the said Cuvillier street.

As belonging to L. P. Lafrance, one of the defendants:

b. An emplacement fronting on Drolet street, in the City of Montreal, measuring thirty feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less and composed of:

1. The lot of land known and designated under number one thousand nine hundred and twenty five of the official subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1925) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring twenty feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less —with right of way in common with all others having a right thereto in the lane in rear;

2. The Northwestern half of the lot of land known and designated under number one thousand nine hundred and twenty four of the official subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-N. W. ½-1924)

renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant dix pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, et bornée comme suit: en front, par la rue Drolet; en arrière, par une ruelle commune; d'un côté, au sud-est, par le résidu ou moitié sud-est de ladite subdivision mille neuf cent vingt-quatre; et de l'autre côté, au nord-ouest, par la subdivision mille neuf cent vingt-cinq ci-haut décrite—avec une maison à deux étages, contenant trois logements portant les numéros civiques 8346-8348 et 8350 de ladite rue Drolet, dont les murs latéraux sont mitoyens (la mitoyenneté du mur latéral nord-ouest ayant été antérieurement réservée par le propriétaire voisin pour construction future) et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $500.00 quant au paragraphe A et de $700. quant au paragraphe B sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, en date du 27 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 février 1933.

[Première publication, 4 mars 1933]

1421—9-2-o

on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring ten feet in width by seventy five feet in depth, and bounded as follows: in front by Drolet street, in rear by a common lane; on one side to the Southeast by the residue or Southeastern half of said subdivision one thousand nine hundred and twenty four; and on the other side, to the Northwest, by subdivision one thousand nine hundred and twenty five hereinabove described—with a two story house, containing three dwellings bearing civic numbers 8346-8348 and 8350 of said Drolet street, whereof the lateral walls are *mitoyens* (the *mitoyenneté* of the Northwest lateral wall having been previously reserved by the neighboring proprietor for future construction) and with right of way in common with all others having a right thereto in the lane in rear.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $500.00 as to paragraph "A" and of $700.00 as to paragraph "B", willl be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated February 27, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1933.

[First publication, March 4, 1933]

1422—9-2

PONTIAC

Cour de Circuit.—Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 1789.

RAOUL JOLETTE, propriétaire de moulin à scie, de Saint-Isidore de Laverlochère, dans le comté de Témiscamingue et le district de Pontiac, demandeur; vs FELIX GERMAIN, cultivateur, de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans les comté et district susdits.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Laverlochère comme étant le lot vingt-neuf (29) du premier (1er) rang; à distraire toutefois dudit lot, six (6) acres dans la partie ouest qui ont été achetées pour les taxes par MM. Regis Allix et Charles Richard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscamingue et district de Pontiac, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, Que., le 20 mars, 1933.

[Première publication, 25 mars, 1933]

1921—12-2

PONTIAC

Circuit Court.—Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 1789.

RAOUL JOLETTE, saw-mill proprietor, of Saint Isidore de Laverlochère, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac, plaintiff; vs FELIX GERMAIN, farmer, of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the aforesaid county and district.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Laverlochère as being lot twenty nine (29) in the first (1st) range; to be deducted however from the said lot, six (6) acres in the West part which were purchased for taxes by Messrs Regis Allix and Charles Richard.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscamingue and district of Pontiac, on the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff
Campbell's Bay, Que., March 20, 1933.

[First publication, March 25th., 1933]

1922—12-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 11885-29.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, et aussi une succursale à Sainte-Anne de Beaupré; contre ANTONIO LESSARD, de Saint-Féréol, comté de Montmorency, à savoir:

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 11885-29.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, and also a branch at Sainte Anne de Beaupré; against ANTONIO LESSARD, of Saint Féréol, county of Montmorency, to wit:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le deuxième jour de septembre dernier, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Féréol, aura lieu le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, au même endroit.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 22 mars 1933. 1933-o
[Première publication, le 25 mars 1933]

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to be held at ten o'clock in the forenoon, on the second day of September last, at the parochial church door of Saint Féréol, will be held on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, at the same place.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 22, 1933. 1934
[First publication, 25 March, 1933]

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: / No 3349/29. } LA CITÉ DE QUEBEC; contre ALPHONSE BERTRAND, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 15 (quinze) de la partie 4 (quatre) du lot No 431 (quatre cent trente et un) du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un immeuble situé sur la rue de la Paix —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 22 mars 1933. 1935—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]
[Deuxième publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: / No. 3349/29. } THE CITY OF QUEBEC; against ALPHONSE BERTRAND, of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 15 (fifteen) of part 4 (four), of lot No. 431 (four hundred and thirty one) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jqcques Cartier ward of the city of Quebec, being an immoveable situate on "de la Paix" Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 22, 1933. 1936—12-2
[First publication, March 25, 1933]
[Second publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: / No 1729/29. } LA CITE DE QUEBEC; contre TANGUAY, LIMITEE, corps politique et légalement érigé en corporation, ayant son siège social dans notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 54 (cinquante-quatre) du lot No 2346 (deux mille trois cent quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec étant un emplacement situé sur la rue Père Arnaud—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 23 mars 1933. 1987—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]
[Deuxième publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: / No. 1729/29. } THE CITY OF QUEBEC; against TANGUAY LIMITEE, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 54 (fifty four) of lot No. 2346 (two thousand three hundred and forty six) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Père Arnaud Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 23, 1933. 1988—12-2
[First publication, March 25, 1933]
[Second publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: / No 4446-29. } LA CITÉ DE QUÉBEC; contre ALEXANDRE-A. BOIVIN, ACHILLE BOIVIN, HENRI-PHILIPPE BOIVIN, ALIDA BOIVIN, épouse séparée de biens de Henri Bouchard, et ledit HENRI BOUCHARD, mis-en-cause pour autoriser sa dite épouse, et ALICE BOIVIN, épouse séparée de biens de John Byrne, et le dit JOHN BYRNE, mis-en-cause pour autoriser sa dite épouse, tous de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, co-propriétaires, à savoir:

Le lot No 2217 (deux mille deux cent dix-sept) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement faisant face sur la Côte de la Montagne et sur la rue Notre-Dame—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: / No 4446-29. } THE CITY OF QUEBEC; against ALEXANDRE A. BOIVIN, ACHILLE BOIVIN, HENRI PHILIPPE BOIVIN, ALIDA BOIVIN, wife separate as to property of Henri Bouchard, and the said HENRI BOUCHARD, *mis-en-cause* to authorize his said wife, and ALICE BOIVIN, wife separate as to property of John Byrne, and the said JOHN BYRNE, *mis-en-cause* to authorize his said wife, all of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, co-proprietors, to wit:

Lot No. 2217 (two thousand two hundred and seventeen) of the official cadastre for Saint Peter's ward, now Champlain ward, in the city of Quebec, being an emplacement fronting on Mountain Hill and on Notre Dame Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 8 mars 1933. 1629—10-2-o
[Première publication: 11 mars 1933]
[Deuxième publication: 25 mars, 1933

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 8, 1933. 1630—10-2
[First publication, March 11, 1933]
[Second publication, March 25, 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 24812. DAME ANNIE LACHANCE, de Everell, comté de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Sieur Alphonse Guy, du même lieu, gérant et le dit J.-ALPHONSE GUY, mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse à ester en justice contre DEMOISELLE MARIE OUELLET, de la cité de Québec et JEAN-NICOLAS BAILLARGEON, de la cité de Montréal, et faisant affaires sous la raison sociale de J.-B. BAILLARGEON TRANSPORT REG'D, et EMILE CASAULT, de la cité de Québec, mis-en-cause, à savoir:

1. Le lot No 2793-A (deux mille sept cent quatre-vingt-treize-A) du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Angèle—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 2922-A (deux mille neuf cent vingt-deux-A) du cadastre officiel pour le quartier du Palais, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Ferland et Garneau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 8 mars, 1933. 1631—10-2-o
[Première publication, 11 mars, 1933]
[Deuxième publication, 25 mars, 1933]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 24812. DAME ANNIE LACHANCE, of Everell, county of Quebec, wife separate as to property by marriage contract of Sieur Alphonse Guy, of the same place, manager, and the said J. ALPHONSE GUY, *mis-en-cause*, to authorize and assist his said wfe to *ester en justice*, against MISS MARIE OUELLET, of the city of Quebec, and JEAN NICOLAS BAILLARGEON, of the city of Montreal, and carrying on business under the firm name of J. B. BAILLARGEON TRANSPORT REG'D and EMILE CASAULT, of the city of Quebec, *mis-en-cause*, to wit:

1. The lot No. 2793 (two thousand seven hundred and ninety three) on the official cadastre for Saint Louis Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Sainte Angèle Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 2922-A (two thousand nine hundred and twenty two-A) on the official cadastre for Palais Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the corner of Ferland and Garneau Streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 8, 1933. 1632—10-2
[First publication, March 11, 1933]
[Second publication, March 25, 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 20497. DAME ROSE-DÉLIMA ROUSSEAU, de Québec, veuve de Joseph Kirouac, en son vivant de Québec, industriel; contre PAUL-ALEXANDRE MOREL, de Québec, et JEAN-BAPTISTE-LUCIEN MORAUD, RICHARD ALLEYN et JOACHIM GRENIER, tous trois de Québec, avocats et y faisant affaires ensemble sous les noms et raison de MORAUD, ALLEYN & GRENIER, procureurs distrayants, saisi comme appartenant à la demanderesse, à savoir:

Les subdivisions Nos 47 et 48 (quarante-sept et quarante-huit) du lot No 80 (quatre-vingts) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, Banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, mesurant chacun 25 pieds de front sur environ 92 pieds de profondeur —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLÉOPHAS BLOUIN.
Québec, le 8 mars 1933.
[Première publication, le 11 mars 1933]
[Deuxième publication, le 25 mars 1933]
1633—10-2-o

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 20497. DAME ROSE DELIMA ROUSSEAU, of Quebec, widow of Joseph Kirouac, in his lifetime of Quebec, manufacturer; against PAUL ALEXANDRE MOREL, of Quebec, and JEAN BAPTISTE LUCIEN MORAUD, RICHARD ALLEYN and JOACHIM GRENIER, all three of Quebec, advocates and there carrying on business together under the firm names and style of MORAUD, ALLEYN & GRENIER, attorneys distracting for costs, seized as belonging to the plaintiff, to wit:

Subdivisions Nos. 47 and 48 (forty seven and forty eight) of lot No. 80 (eighty) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Quebec, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, each measuring 25 feet in front by about 92 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 8th., 1933.
[First publication, March 11th., 1933]
[Second publication, March 25th., 1933]
1634—10-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8794.

DAME EXERILLE SAINT-GERMAIN, ménagère, du village de Saint-Michel d'Yamaska, district de Richelieu, veuve de Edouard Nadeau, en son vivant, journalier, du même lieu, demanderesse; contre JOSEPH NADEAU, fils cultivateur, de la paroisse de Saint-Robert, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Robert, en la concession George Provost, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout aux terres du rang Saint-Robert, de l'autre bout, aux terres du rang de Bellevue, d'un côté à Joseph Lamothe, de l'autre côté à Charles Lacas—avec maison, grange, et autres bâtisses dessus construites, à distraire le terrain de la compagnie du chemin de fer; laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Robert, sous le numéro deux cent neuf (No 209).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Robert, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois (1933) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif,
Sorel, le 21 mars 1933. 1963—12-2-o
[Première publication, 25 mars, 1933]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8794.

DAME EXERILE SAINT-GERMAIN, housewife, of the village of Saint Michel d'Yamaska, district of Richelieu, widow of Edouard Nadeau, in his lifetime, labourer, of the same place, plaintiff; against JOSEPH NADEAU junior, farmer, of the parish of Saint Robert, district of Richelieu, defendant, to wit:

A parcel of land situate in the parish of Saint Robert, in the George Provost Concession, measuring one and one half arpent in width by twenty arpents in depth, the whole more or less, bounded at one end by the lands of the Saint Robert range, at the other end by the Bellevue range, on one side by Joseph Lamothe and on the other side by Charles Lacas—with a house, barn and other buildings thereon erected; to be deducted the land of the railway company; said parcel of land being described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Robert, under number two hundred and nine (No. 209).

To be sold at the parochial church door of Saint Robert, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three (1933) at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 21, 1933. 1964—12-2
First publication, March 25th., 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 5456.

DAME ELISABETH COTÉ, veuve de feu Onésime Harvey, en son vivant du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, la dite Dame Côté actuellement domiciliée au dit endroit, demanderesse; vs PITRE TREMBLAY, fils Thomas, Sainte-Croix, comté du Lac Saint-Jean, défendeur, à savoir:

a. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-trois-E et vingt-trois-G (Nos 23-E et 23-G) contenant ensemble quarante-cinq acres, plus ou moins, en superficie, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Caron;

b. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre-A (No 24-A), d'une superficie de cinquante-sept acres, plus ou moins, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Caron;

c. Un terrain ou emplacement de figure irrégulière, mesurant en front au nord, au chemin public, cent cinquante-trois pieds de largeur et en arrière au sud cent dix pieds de largeur, soit ayant une largeur vers son milieu de cent quarante-trois pieds sur trois cent quarante-sept pieds de profondeur, borné comme suit: en front vers le nord au chemin public, en arrière vers le sud et par le côté est au résidu du lot dont il fait partie, et à l'ouest au lot 24-A, lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 5456.

DAME ELISABETH COTE, widow of the late Onesime Harvey, in his lifetime of the Village of Sainte Anne de Chicoutimi, the said Dame Cote, presently residing at the said place, plaintiff; vs PITRE TREMBLAY, son of Thomas, Sainte Croix, county of Lake Saint John, defendant, to wit:

a. The lots of land known and designated under numbers twenty three-E and twenty three-G (Nos. 23-E and 23-G) containing together forty five acres, more or less, in area, on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Caron;

b. The lot of land known and designated under number twenty four-A (No. 24-A), of an area of fifty seven acres, more or less, on the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Caron;

c. A lot of land or emplacement of irregular figure, measuring in front on the North, on the public road, one hundred and fifty three feet in width and in rear on the South one hundred and ten feet in width, thus having a width about its middle of one hundred and forty three feet by three hundred and forty seven feet in depth, bounded as follows: in front towards the North by the public road, in rear towards the South and on the East side by the residue of the lot whereof it forms part, and on the West by lot

numéro vingt-trois (Ptie No 23), du troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, Lac Saint-Jean, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 21 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1937—12-2-o

24-A, the said lot of land forms part of the lot of land known and designated under number twenty three (Pt. No. 23) of the third range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Croix, Lake Saint John, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 21st., 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1938—12-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4760. } FELIX BOURGEOIS, de Sainte-Dorothée, district de Montréal, demandeur; vs HERMENEGILDE GIRARD, de Saint-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir: "Une terre située en la paroisse de Saint-Eustache, district de Terrebonne, connue et désignée sous le numéro deux cent soixante-dix-neuf (No 279) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes—avec les bâtisses dessus érigées, moins et à distraire le terrain, tel que clôturé, appartenant à Ernest Lahaie, la dite terre bornée au sud par le chemin de fer du Pacifique Canadien.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale catholique dans le village de Saint-Eustache, district de Terrebonne, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 18 mars 1933. 1889—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4748. } JOSEPH DESCHAMBAULT, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandeur; vs LUCIEN FORGET ES-QUALITÉ, du même lieu, défendeur *es-qualité*.

Comme appartenant au dit défendeur *es-qualité* les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement situé sur la rue Turgeon, en la ville de Sainte-Thérèse, et composé comme suit:

1. Du lot numéro vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante et un (261-27) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville;

2. D'une partie du lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante et un (261-P. 28) des mêmes plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, mesurant, cette partie de lot, quatre pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, et bornée comme suit: en front, par la rue

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4760. } FELIX BOURGEOIS, of Sainte Dorothée, district of Montreal, plaintiff; vs HERMÉNÉGILDE GIRARD, of Saint Eustache, district of Terrebonne, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovable, to wit: A farm situate in the parish of Saint Eustache, district of Terrebonne, known and designated under number two hundred and seventy nine (No. 279) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains—with the buildings thereon erected, less and to be deducted the lot of land, as fenced in, belonging to Ernest Lahaie, the said farm bounded on the South by the Canadian Pacific Railway.

To be sold at the Catholic parochial church door, in the village of Saint Eustache, district of Terrebonne, on the TWENTY FIFTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, March 18, 1933. 1890—12-2
[First publication, March 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4748. } JOSEPH DESCHAMBAULT, of Sainte Thérèse de Blainville, plaintiff; vs LUCIEN FORGET ES-QUALITÉ, of the same place, defendant *es-qualité*.

As belonging to the said defendant *es-qualité*, the following immovables, to wit:

An emplacement situate on Turgeon street, in the Town of Sainte Thérèse, and composed of the following:

1. Lot number twenty seven of the official subdivision of lot number two hundred and sixty one (261-27) of the official plan and book of reference for the Village of Sainte Thérèse de Blainville;

2. A part of lot number twenty eight of the official subdivision of lot number two hundred and sixty one (261-Pt. 28) of the same official plan and book of reference for the Village of Sainte Thérèse de Blainville, measuring, this part of lot, four feet in width by one hundred and twenty feet in depth, and bounded as follows: in

Turgeon; en arrière par le lot No 261-31; d'un côté, au sud-est, par le lot No 261-27 susdécrit; et de l'autre côté, par le résidu du dit No 261-28. —Tel que le tout se trouve actuellement, avec deux maisons et d'autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique en la ville de Sainte-Thérèse, dit district, le HUITIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 27 février 1933.
[Première publication, 4 mars 1933]
1425—9-2-o

front by Turgeon street; in rear by lot No. 261-31; on one side to the Southeast by lot No. 261-27 hereinabove described; and on the other side by the residue of said No. 261-28.—As the whole presently subsists, with two houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door, in the town of Sainte Thérèse, said district, on the EIGHTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, February 27, 1933.
[First publication, March 4, 1933]
1426—9-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1955. } LOUIS GRAVEL, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, demandeur; vs HORMISDAS BASTIEN, du même lieu, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans la concession sud-ouest de la Rivière, connue et désignée au cadastre d'enregistrement pour cette paroisse, sous le numéro huit cent trente-deux (832), contenant environ cent seize arpents et huit perches en superficie, bornée en front par la rivière Maskinongé, en profondeur par Pierre Bellemare, d'un côté à Gaspard Guinard, et de l'autre côté par Veuve Alexis Bastien—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de Saint-Joseph de Maskinongé, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 20 mars 1933.
[Première publication, le 25 mars 1933]
1941—12-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières No 1967. } GEDEON-E. TOUPIN et HERVEY TOUPIN, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Notre-Dame de la Visitation de Champlain, demandeurs; vs DAME EMMA BEAUDOIN, veuve de feu Joseph Toupin, fils de Denis, de la paroisse de Saint-Maurice, défenderesse.

1. Une terre située dans le rang Saint-Joseph Nord de la paroisse de Saint-Maurice, de la contenance d'environ quatre-vingts arpents en superficie, connue et désignée sous les lots numéros cent soixante et cent soixante et un (160 et 161) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Maurice—avec bâtisses dessus construites.

2. Une autre terre située au même rang, et même paroisse, de la contenance de soixante et onze arpents en superficie, connue et désignée sous le lot numéro cent soixante-trois (163) du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

3. Une terre à bois située dans le rang Saint-Flavien-Nord de la paroisse de Notre-Dame du

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 1955. } LOUIS GRAVEL, farmer, of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, plaintiff; vs HORMISDAS BASTIEN, of the same place, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the concession Southwest of the River, known and designated on the official cadastre for said parish under number eight hundred and thirty two (832), containing about one hundred and sixteen arpents and eight perches in area, bounded in front by the river Maskinongé, on the depth by Pierre Bellemare, on one side by Gaspard Guinard and on the other side by Widow Alexis Bastien—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Joseph de Maskinongé, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 20, 1933.
[First publication, March 25, 1933]
1942—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 1967. } GEDEON E. TOUPIN and HERVEY TOUPIN, both farmers, of the parish of Notre Dame de la Visitation de Champlain, plaintiffs; vs DAME EMMA BEAUDOIN, widow of the late Joseph Toupin, son of Denis, of the parish of Saint Maurice, defendant.

1. A farm situate in Saint Joseph range North of the parish of Saint Maurice, containing about eighty arpents in area, known and designated under lots numbers one hundred and sixty and one hundred and sixty one (160 and 161) of the official cadastre for the county of Champlain, for the parish of Saint Maurice—with buildings thereon erected.

2. Another farm situate in the same range, and same parish, containing seventy one arpents in area, known and designated under lot number one hundred and sixty three (163) of the aforesaid cadastre—with buildings thereon erected.

3. A wooded lot of land situate in the Saint Flavien range North of the parish of Notre

Mont-Carmel, de la contenance d'un arpent et demi de front sur environ vingt-deux arpents de profondeur, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-sept (P. 367) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, bornée en front par le chemin public, à la profondeur par le rang Saint-Louis, d'un côté par Adélard Biron et de l'autre côté par Gédéon Toupin.

4. Une autre terre à bois située même rang et même paroisse, de la contenance de trois quarts d'arpent de largeur, sur environ vingt-deux arpents et demi de profondeur, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-quatre (p. 364) du susdit cadastre, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, ayant pour voisin d'un côté Eugène Toupin et de l'autre côté Zoel Dargis.

Pour être vendus, les immeubles décrits au paragraphe 3 et 4, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi, et les immeubles décrits au paragraphe 1 et 2, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 18 mars, 1933.
[Première publication, 25 mars, 1933]
1939—12-2-o

Dame du Mont Carmel, measuring one arpent and one half in front by about twenty two arpents in depth, known and designated as forming part of lot number three hundred and sixty seven (Pt. 367) on the official cadastre for the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, bounded in front by the public road, at its depth by the Saint Louis range, on one side by Adélard Biron and on the other side by Gédéon Toupin.

4. Another wooded lot of land situate in the same range and same parish, measuring three quarters of an arpent in width, by about twenty two arpents and one half in depth, known and designated as forming part of lot number three hundred and sixty four (Pt. 364) of the aforesaid cadastre for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, having for neighbour on one side Eugène Toupin and on the other side Zoel Dargis.

To be sold, the immovables described in paragraphs 3 and 4, at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovables described in paragraphs 1 and 2, at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, March 18, 1933.
[First publication, March 25th., 1933]
1940—12-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Michel vs Michel..... 1416
" Sheehy vs Simard..... 1416

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1379

AVIS DIVERS:—

La Cie Téléphonique Division du Lac Bouchette..... 1417
Seigneurie de la Bouteillerie..... 1417

BUREAUX-CHEF:—

John Millen Trois-Rivières, Ltée..... 1421
The McIntyre Realty Co., Ltd..... 1421

CHARTES—ABANDON DE:—

Canadian Model Aircraft, Ltd..... 1418
François Beaudoin & Fils, Ltée..... 1418
Joseph Elie, Limitée..... 1440
La Renardière Transcontinental, Ltée... 1440
Michigan Investment Corporation..... 1439
Montreal Window Cleaning Co., Ltd... 1440
T.-A. Lalonde, Ltée..... 1439

COMPAGNIE DISSOUTE:—

Sleeper & Akhurst, Limited..... 1418

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

Lake Electric Corporation..... 1417

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Michel vs Michel..... 1416
" Sheehy vs Simard..... 1416

ADVERTISERS:—Notice to..... 1379

MISCELLANEOUS NOTICES:—

La Cie Téléphonique Division du Lac Bouchette..... 1417
Seigniory de la Bouteillerie..... 1417

CHIEF-OFFICES:—

John Millen Trois-Rivières, Ltée..... 1421
The McIntyre Realty Co., Ltd..... 1421

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Canadian Model Aircraft, Ltd..... 1418
François Beaudoin & Son, Ltd..... 1418
Joseph Elie, Limitée..... 1440
The Transcontinental Fox Farm, Ltd.... 1440
Michigan Investment Corporation..... 1439
Montreal Window Cleaning Co., Ltd... 1440
T.-A. Lalonde, Ltée..... 1439

COMPANY DISSOLVED:

Sleeper & Akhurst, Limited..... 1418

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Lake Electric Corporation..... 1417

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Chicoutimi, cité de 1419
Commissaires d'écoles de Sainte-Madeleine 1420
Fyon, John H., *et al* 1419
La Colonie des Vacances des Grèves 1419
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire 1420
Plage Laval, ville de 1438
The Montreal Stock Exchange *et al* 1420

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Chicoutimi, city of 1419
School Commissioners of Sainte-Madeleine 1420
Fyon, John H., *et al* 1419
La Colonie des Vacances des Grèves 1419
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire 1420
Plage Laval, town of 1438
The Montreal Stock Exchange *et al* 1420

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Sainte-Famille, paroisse de 1438

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Sainte Famille, parish of 1438

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Chambly, paroisse de 1439
Municipalité scolaire de Aldfield 1418
Municipalité scolaire de Weedon-Canton 1418
St-Benoit-Labre 1439
Saint-Hilaire, paroisse de 1439

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Chambly, parish of 1439
School municipality of Aldfield 1418
School municipality of Weedon Township 1418
St-Benoit-Labre 1439
Saint-Hilaire, parish of 1439

LETTRES PATENTES:—

Anderson & Meighen, Limited 1380
British Capital Corporation 1380
Canadian Mining and Industrial Securities, Ltd 1384
Chiddingstone Company, Ltd 1385
Commercial Transactions, Limited 1387
Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Ltd 1389
Globe General Holdings, Limited 1391
Globe Paper Box Co., Ltd 1395
Lachine Farm Products, Limited 1396
La Cie de Vente Corona Sales, Ltd 1400
Montreal Paper & Twine Co 1401
Norlake Mining Corporation 1402
Northwestern Quebec Prospectors, Ltd 1403
Plumbing Protection and Service Association, Ltd 1405
Scheffer's, Ltd 1408
Silas Realty & Investment Co., Ltd 1408
Stuart Development Co., Ltd 1410
Styles, Ltd 1412
Williams Shoes, Ltd 1413

LETTERS PATENT:—

Anderson & Meighen, Limited 1380
British Capital Corporation 1380
Canadian Mining and Industrial Securities, Ltd 1384
Chiddingstone Company, Ltd 1385
Commercial Transactions, Limited 1387
Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services, Ltd 1389
Globe General Holdings, Limited 1391
Globe Paper Box Co., Ltd 1395
Lachine Farm Products, Limited 1396
La Cie de Vente Corona Sales, Ltd 1400
Montreal Paper & Twine Co 1401
Norlake Mining Corporation 1402
Northwestern Quebec Prospectors, Ltd 1403
Plumbing Protection and Service Association, Ltd 1405
Scheffer's, Ltd 1408
Silas Realty & Investment Co., Ltd 1408
Stuart Development Co., Ltd 1410
Styles, Ltd 1412
Williams Shoes, Ltd 1413

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Canadian Corporations, Limited 1414

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Canadian Corporations, Limited 1414

MINISTERE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle agricole de la paroisse de N.-D.-de-Palmarolle 1416
Cercle agricole de la paroisse de Normandin 1416

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cercle agricole de la paroisse de N.-D.-de-Palmarolle 1416
Cercle agricole de la paroisse de Normandin 1416

MINUTES DE NOTAIRES:—

Brien, Armand 1421

NOTARIAL MINUTES:—

Brien, Armand 1421

NOMINATIONS:—

Diverses 1437
Syndics d'écoles 1438

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1437
School Trustees 1438

ORDRE DE COUR:—

Côté *et al* vs Côté 1421

RULE OF COURT:—

Côté *et al* vs Côté 1421

PROCLAMATION:—

Cour supérieure et Cour de circuit, district d'Abitibi 1415

PROCLAMATION:—

Superior Court and Circuit Court, district of Abitibi 1415

RATIFICATION DE TITRE:—

La Fromagerie de Saint-Benoit, Inc.... 1422

SOUMISSIONS:—

Municipalité St-Colomb-de-Sillery..... 1440

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express..... 1422
Canadian Pacific Express Co..... 1422

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Allard, Déus..... 1432
Bénard, Maurice..... 1435
Dionne, Louis..... 1425
Gagnon, Adrien..... 1433
Hamel, Arthur..... 1423
Klap, Abraham Moses..... 1427
Labrecque, Arthur..... 1424
Larouche, Alfred..... 1434
Leduc, Arthur..... 1427
Leduc, L., *et al*..... 1426
Masse, Aristide..... 1423
Mignault, Thomas..... 1430
Pépin, Hector..... 1428
Sculnick's House..... 1424
Succession Jos. Galarneau..... 1433

VENTE PAR LICITATION:—

Dini *et al* vs Dini *et al*..... 1436

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Desruisseaux vs Nadeau..... 1441
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Cossette..... 1441

ARTHABASKA:—

Chevalt vs Houle *et al*..... 1442

BEAUCE:—

Drouin vs Bisson..... 1442

CHICOUTIMI:—

Brassard vs Bolduc..... 1443
Girard vs Bergeron *et al*..... 1443
Potvin vs Girard..... 1444
Tremblay vs Dufour..... 1443

GASPÉ:—

Cie P.-T. Légaré, Ltée vs Pelchat..... 1445

KAMOURASKA:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Grandmaison..... 1445

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Mercure..... 1452
Bessette vs Pépin..... 1452
Bourbonnière vs Cordeau..... 1453
Brunet vs Perrier..... 1453
Clermont vs Saumur *et vir*..... 1454
Dantony vs Wise *et al*..... 1455
Gauthier vs Duchesne *et al*..... 1454

CONFIRMATION OF TITLE:—

La Fromagerie de Saint-Benoit, Inc.... 1422

TENDERS:—

Municipality of St Colomb de Sillery... 1440

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1422
Canadian Pacific Express Co..... 1422

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Allard, Déus..... 1432
Bénard, Maurice..... 1435
Dionne, Louis..... 1425
Gagnon, Adrien..... 1433
Hamel, Arthur..... 1423
Klap, Abraham Moses..... 1427
Labrecque, Arthur..... 1424
Larouche, Alfred..... 1434
Leduc, Arthur..... 1427
Leduc, L., *et al*..... 1426
Masse, Aristide..... 1423
Mignault, Thomas..... 1430
Pépin, Hector..... 1428
Sculnick's House..... 1424
Estate Jos. Galarneau..... 1433

SALE BY LICITATION:—

Dini *et al* vs Dini *et al*..... 1436

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Desruisseaux vs Nadeau..... 1441
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Cossette..... 1441

ARTHABASKA:—

Chevalt vs Houle *et al*..... 1442

BEAUCE:—

Drouin vs Bisson..... 1442

CHICOUTIMI:—

Brassard vs Bolduc..... 1443
Girard vs Bergeron *et al*..... 1443
Potvin vs Girard..... 1444
Tremblay vs Dufour..... 1443

GASPÉ:—

Cie P.-T. Légaré, Ltée vs Pelchat..... 1445

KAMOURASKA:—

The Canadian Farm Loan Board vs Grandmaison..... 1445

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Mercure..... 1452
Bessette vs Pépin..... 1452
Bourbonnière vs Cordeau..... 1453
Brunet vs Perrier..... 1453
Clermont vs Saumur *et vir*..... 1454
Dantony vs Wise *et al*..... 1455
Gauthier vs Duchesne *et al*..... 1454

Granger vs Archambault 1449
La Caisse Populaire de Saint-Pierre vs De Grandpré 1449
Lahaie vs Schwartz 1447
Moineau vs Pépin 1450
Pilon vs Séguin 1446
The Canada Life Ass. Co. vs Fox *et al* 1450
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Lemire 1447
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Lemire 1448
The Prudential Ins. Co. of America vs Leger 1448
The Prudential Ins. Co. of America vs Leger 1451
The Trust and Loan Co. of Canada vs Perrin *et al* 1451

PONTIAC:—

Jolette vs Germain 1456

QUÉBEC:—

Banque Canadienne Nationale vs Lessard 1456
Cité de Québec vs Bertrand 1457
Cité de Québec vs Boivin *et al* 1457
Cité de Québec vs Tanguay, Ltée 1457
Lachance *et vir* vs Ouellet *et al* 1458
Rousseau vs Morel 1458

RICHELIEU:—

St-Germain vs Nadeau 1459

ROBERVAL:—

Côté vs Tremblay 1459

TERREBONNE:—

Bourgeois vs Girard 1460
Deschambault vs Forget 1460

TROIS-RIVIÈRES:—

Gravel vs Bastien 1461
Toupin *et al* vs Beaudoin 1461

Granger vs Archambault 1449
La Caisse Populaire de Saint-Pierre vs De Grandpré 1449
Lahaie vs Schwartz 1447
Moineau vs Pépin 1450
Pilon vs Séguin 1446
The Canada Life Ass. Co. vs Fox *et al* 1450
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Lemire 1447
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Lemire 1448
The Prudential Ins. Co. of America vs Leger 1448
The Prudential Ins. Co. of America vs Leger 1451
The Trust and Loan Co. of Canada vs Perrin *et al* 1451

PONTIAC:—

Jolette vs Germain 1456

QUEBEC:—

Banque Canadienne Nationale vs Lessard 1456
City of Quebec vs Bertrand 1457
City of Quebec vs Boivin *et al* 1457
City of Quebec vs Tanguay, Ltée 1457
Lachance *et vir* vs Ouellet *et al* 1458
Rousseau vs Morel 1458

RICHELIEU:—

St-Germain vs Nadeau 1459

ROBERVAL:—

Côté vs Tremblay 1459

TERREBONNE:—

Bourgeois vs Girard 1460
Deschambault vs Forget 1460

TROIS-RIVIERES:—

Gravel vs Bastien 1461
Toupin *et al* vs Beaudoin 1461

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC.—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.